

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

L'Europe devant Staline

par Michel Collinet

Le Carnet du Sauvage

par Pierre Monatte

L'Inflation et son point critique

par Robert Louzon

La guerre en Indonésie

par Fritz Kief

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 230 fr.
Un an 400 fr.

EXTERIEUR

Six mois 300 fr.
Un an 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II^e)
Téléphone : Central 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 25 - Avril 1949

L'Europe devant Staline	Michel COLLINET
Profil. de Di Vittorio Giuseppe	Un qui le connaît
L'inflation et son point critique	Robert LOUZON
Un manifeste de la Fédération de l'Éduca- tion nationale - F.O.	
En Algérie : Mœurs fascistes	J.-P. FINIDORI
Chronique ouvrière italienne	L'homme de la rue
Autour de l'affaire Thevenon : Le syndicat des Instituteurs de la Loire accuse le dé- puté stalinien Patinaud de faux et de ca- lomnie.	
La C.G.A. et les problèmes agricoles	XXX
Aux militants ouvriers (à propos de la fon- dation de l'Institut français d'Histoire so- ciale)	
La guerre en Indonésie	J. MAITRON
« L'École Emancipée » et la guerre	Fritz KIEP
À propos de l'affaire Kravchenko - Solidaires du prolétariat russe !	Roger HAGNAUER

Le Carnet du Sauvage

Quand l'Allemagne sera soviétisée... — Les causes de la scission.
— La fin du procès Kravchenko. — L'affaire Thevenon. — Educa-
tion et syndicats Pierre MONATTE

Parmi nos lettres

Une lettre de Berlin. — La R.P., F.O. et le syndicalisme révo-
lutionnaire.

Livres, revues et journaux

Georges Vidalenc : L'Éducation ouvrière. — René MION : Le
parti communiste et sa doctrine.

Faits et documents

Les faits du mois. — Les « Citoyens du Monde » et le pacte
Atlantique. — Comment vit la presse nouvelle. — Après le bel
enterrement du général Giraud. — Dirigisme et liberté de l'essence.
— Les syndicats anglais et la nationalisation. — Un grand indus-
triel résistant de Saint-Etienne.

Entre nous

Notre réunion des abonnés parisiens (du 27 mars). — Démêlés
avec les P.T.T. — Aux abonnés possibles.

NOTRE PROCHAINE RÉUNION : LE 8 MAI.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndica-
lisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans
les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de ten-
dances, de secte ou de parti, afin de réaliser le
maximum d'action contre le patronat et contre
l'État ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme
à l'égard du gouvernement comme à l'égard des
partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme
en 1906. La théorie de la direction unique du
parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle diri-
geant du parti, conduit la C. G. P. à la division
et à l'impuissance. La politique de la présence,
sans mandat ni garanties, rend la C. G. P. dé-
pendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique
une maison confédérale habitable pour tous les
syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée
du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires
syndicalistes ne se considérant pas comme une bu-
reaucratie omnipotente et ne regardant pas les
syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale
en procédant à l'examen des problèmes pratiques

et théoriques posés devant le mouvement ouvrier,
en préconisant la formation de Cercles d'études
syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique
journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'ex-
cluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déserte
jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale
mondiale. La place des travailleurs n'est ni der-
rière l'impérialisme américain ni derrière l'impé-
rialisme russe. Elle est derrière une Internationale
syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bu-
reau International du Travail ni avec l'Organisa-
tion des Nations Unies. Une Internationale qui
appelle avec plus de force qu'il y a eût ans les
prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque ef-
fort donné à une institution gouvernementale est
un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme
ne peut s'élever avec puissance que sur les tri-
ples fondations de l'indépendance, de la lutte de
classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Pre-
mière Internationale : l'émancipation des travail-
leurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-
mêmes.

L'EUROPE

devant STALINE

DYNAMISME DE L'AUTARCIE

L'Union Soviétique présentait avant la guerre le spectacle d'une autarcie presque parfaite. Le fameux slogan de l'époque, le « Socialisme en un seul pays », signifiait qu'elle entendait réaliser un monde fermé plus ou moins capable d'assurer sa subsistance par ses propres moyens. Sa part dans le commerce mondial ne dépassait pas celle du Danemark, mais cette part, si petite relativement, n'était cependant obtenue qu'en privant de pain les sujets soviétiques.

La constitution d'un espace économique fermé, la théorie du repliement telle que l'avait formulée l'économiste allemand Ferdinand Fried, ne représente qu'un aspect de l'autarcie : si on chasse de son propre territoire les concurrents étrangers, c'est pour mieux les pourchasser dans le leur ! Avant la première guerre, les grands cartels allemands pratiquèrent cette politique dite du « dumping » : d'une part, création d'un territoire économique aussi vaste que possible où l'on pratique les hauts prix sur un marché intérieur cadenassé, d'autre part, expansion à l'extérieur par la pratique des bas prix. Le premier Reich inaugura pendant la guerre de 1914 un régime qui devait connaître une grande fortune : le « Socialisme d'Etat » ou « Socialisme de guerre ». Il suffisait de transformer les cartels en organismes d'Etat, et d'en faire des instruments, non de la recherche exclusive de hauts profits, mais des buts politiques de l'Etat pour qu'apparaissent les fondements du capitalisme d'Etat totalitaire. Quand l'Etat est ainsi muni de fonctions en même temps politiques et économiques, il est impossible de dire si l'Etat est au service d'une économie, capitaliste ou non, ou s'il se sert de cette économie pour ses buts de domination impérialiste. L'intérêt se confond avec le prestige national ou avec la volonté d'hégémonie de la communauté dont l'Etat n'est que le symbole et l'instrument.

Le socialisme de guerre allemand de 1916 fut le modèle vanté à la fois par son successeur hitlérien et par... les communistes russes. Lénine, en 1918, concevait le socialisme comme une synthèse de capitalisme d'Etat à la manière allemande et de la démocratie soviétique. Celle-ci ayant rapidement disparu, on peut dire que le « Socialisme de guerre » est resté comme la base économique commune des deux régimes totalitaires allemand et russe (1).

Une autarcie stabilisée supposerait une économie naturelle à l'échelle de la nation, une vie ascétique à la Gandhi, un refus du progrès technique et un isolement politique suffisant pour assurer la sécurité du territoire. Une pareille autarcie est incompatible avec l'existence d'un des trois faits suivants : économie déséquilibrée (par exemple trop industrialisée), une population crois-

(1) On peut nous objecter que juridiquement il y a eu une grande différence entre le collectivisme russe et l'étatisme hitlérien. Nous répondons qu'en 1918 Lénine ne songeait pas à collectiviser intégralement la Russie et que, par ailleurs, les normes juridiques sont plus fictives que réelles en régime totalitaire.

sante, et enfin la culture d'un mythe impliquant une mission exaltante (prééminence de la race aryenne, révolution socialiste mondiale, etc...). Il était donc clair par l'existence de certains de ces faits que les autarcies, allemande ou russe, devaient être des autarcies expansives, c'est-à-dire des impérialismes. L'erreur des « munichois » fut de croire à une stabilité géographique du régime hitlérien. Parmi beaucoup de gens « de gauche », actuellement se répète la même erreur concernant le régime stalinien.

En fait, pour toutes ces raisons, l'étatisme autarcique a hérité du dynamisme des anciens cartels et l'a adapté à sa structure militaire. Faisant un pas de plus dans l'emploi des moyens de coercition, il ne se contente plus d'exploiter les habitants de son territoire, il les asservit ; il ne se contente plus de concurrencer les rivaux extérieurs, il les chasse par l'annexion. Recherchant une impossible stabilité par l'agrandissement de son espace vital, il crée en permanence la guerre « chaude » ou « froide ». Incapable de trouver, comme l'ancien Etat libéral, son indépendance dans un équilibre des échanges extérieurs, il soustrait son économie à la pression des prix mondiaux par des accords de troc ou ce qui est plus positif par des annexions. Le territoire conquis sert à la fois de but à son action présente, comme élément complémentaire de l'économie intérieure, et de moyen stratégique pour une action ultérieure. Quand nous disons annexion nous parlons non d'un état de droit sans intérêt dans la réalité mais d'un état de fait : l'annexion politique est parfaitement compatible avec une apparente souveraineté nationale, grâce, entre autres choses, à la technique, aujourd'hui bien mise au point par les staliens, de la cinquième colonne. Quant à l'annexion économique, elle se fait le plus légalement du monde par l'achat en monnaie de compte du plus fort, c'est-à-dire en monnaie de singe !

L'IMPERIALISME HITLERIEN

La réaction quasi animale de toutes les nations devant la crise et le chômage de 1930 fut de se claquemurer comme on le faisait autrefois contre la peste bubonique. Les conditions matérielles et morales de l'autarcie furent ainsi créées pour l'Allemagne avant l'avènement de Hitler. Mais en Allemagne superindustrialisée, une économie fermée est plus impossible qu'ailleurs. Le manque de matières premières et de débouchés formait un substrat excellent pour une propagande mystique et impérialiste. La mission mondiale de la race aryenne se confondait avec le besoin d'équilibrer l'économie allemande ; et en même temps, par sa seule existence, ce mythe interdisait tout espoir d'unifier l'Europe par des voies fédéralistes et démocratiques. La conquête de l'Europe par les armées hitlériennes comblait à la fois les nécessités de l'économie allemande (en lui donnant la première place sur le marché européen, et peut-être mondial) et l'eschatologie nazie sur le rôle prédestiné de la race aryenne.

Il est peu probable qu'une Europe unifiée sous la botte hitlérienne eût pu durer, pour des rai-

sons extérieures d'abord, car sa création eût suscité tôt ou tard une guerre sans fin avec les Etats-Unis; pour des raisons intérieures ensuite, car les proconsuls de Hitler auraient été amenés à défendre, malgré eux, les aspirations économiques ou culturelles de leurs « gau » contre l'absorption par le pouvoir central nazi et les forces économiques allemandes.

Quel fut avant la guerre le sens de l'expansion « pacifique » de l'hitlérisme ? Sa base économique était la recherche de territoires à production complémentaire pour les intégrer dans l'espace du Reich par des accords bilatéraux de troc ou par l'annexion pure et simple. Sa base stratégique résidait dans le fait que les Etats danubiens constituaient l'élément le plus instable et divisé de l'Europe. L'intégration de ces Etats à l'empire hitlérien signifiait la rupture géographique du « front » antihitlérien et permit ultérieurement à Hitler de séparer ses adversaires en se portant successivement — grâce au pacte germano-soviétique — contre l'Ouest et l'Est.

L'IMPERIALISME STALINIEN

Le système soviétique est par sa structure un des plus instables. Le maintien de la collectivisation, surtout à la campagne, ne peut se faire exclusivement par le secours du N.K.V.D. Cette collectivisation pour être rentable suppose une grande rationalisation. C'est pourquoi l'Union Soviétique a un besoin immense d'équipement, et celui-ci ne peut être partiellement satisfait qu'en privant du nécessaire une population rapidement croissante et en exploitant jusqu'à épuisement une main-d'œuvre serve ou esclave. Je suis convaincu qu'une solution économique au problème russe pourrait être trouvée dans un rapprochement étroit avec les autres pays industriels et en particulier avec l'Amérique. Sans renoncer aux formes collectives de la production, quand elles se présentent comme viables, mais en liquidant les formes esclavagistes du travail, en rendant les libertés politique et syndicale aux travailleurs, l'Union Soviétique, réconciliée avec l'Occident, pourrait devenir le grand pont eurasiatique dont le monde déchiré aurait tant besoin.

Cela n'est actuellement qu'un rêve de plus ! La caste stalinienne qui préside aux destinées de l'empire soviétique a de tout autre souci que d'aider à la construction de l'unité humaine. Son pouvoir absolu n'existe justement que grâce à la division du monde et viendrait à disparaître si une communication matérielle et morale pouvait s'établir entre les peuples de l'Union et les autres.

Aussi, vivant de l'esclavage et du servage, la caste stalinienne ne peut entretenir cet état de chose qu'en cadenassant les frontières et en cultivant dans l'espace ainsi fermé les pires instincts nationalistes. Tout le monde connaît les invraisemblables inventions de la propagande stalinienne sur la pourriture de la science, des lettres et des arts en Occident; tout le monde connaît le délire chauvin attribuant à la seule Russie la découverte de ce qui est utile et grand pour l'humanité. Toute proportion gardée, cela nous rappelle les âneries de la propagande antiallemande en France, au début de la guerre de 1914, époque où le bourrage de crâne patriotique attribuait à Beethoven si ce n'est à Hegel une responsabilité dans l'incendie de la cathédrale de Reims ! Tout cela est monnaie courante en U.R.S.S., mais ce qui est pire c'est la propagande belliciste qui a cours officiellement dans les écoles soviétiques.

Les défenseurs nuancés de l'impérialisme soviétique invoquent comme excuse de ce délire chauvin la peur d'une agression venant de l'Occident. S'il a peur, ce ne peut être que celle de perdre le pou-

voir et cet instinct de conservation s'appuyant sur la structure policière et centralisée de la société soviétique doit, pour se satisfaire, devenir un instinct d'agression. Quelle sécurité aurait le Bureau politique si l'Europe et l'Asie se couvriraient d'Etats satellites qui seraient à la fois des blockhaus et des gages ! Quelle stabilité économique et sociale résulterait de sa mainmise sur l'industrie européenne ! Tels sont les rêves parfaitement logiques de la caste stalinienne; à la base, un phénomène constant : la faim de capital, la faim de biens d'équipement dont la possession assurerait non seulement une rapide reconstruction mais aussi un niveau de production rendu nécessaire par la croissance de la population et la lutte pour l'hégémonie mondiale. Mais, hélas ! En 1945, les Etats-Unis refusèrent à Staline les six milliards de dollars avec lesquels il aurait relevé et fortifié son empire. C'est ici qu'apparaissent les différences entre l'impérialisme soviétique et les anciens impérialismes capitaliste ou nazi. Le besoin de débouchés extérieurs, la défense de ceux-ci contre les concurrents étaient les moteurs du vieil impérialisme capitaliste. Il en résultait souvent un certain équipement du pays colonisé. C'est le même besoin de débouchés et aussi de matières premières qui poussait vers l'est la meute hitlérienne; elle y compensait son manque de capitaux par des conquêtes militaires et des révolutions fascistes, s'appropriant par la violence ou l'escroquerie monétaire ce qu'elle ne pouvait se procurer sur le marché en Bourse. Ce n'est pas l'excès d'industrialisation mais au contraire le manque qui pousse la caste stalinienne vers les régions industrielles de l'Europe. Mais, faute de grives, on se contente de merles, et aujourd'hui le glacis soviétique est surtout constitué de nations agricoles. Nous allons voir ce qui en résulte.

LES CONTRADICTIONS DU GLACIS SOVIETIQUE

Comme un vol de corbeaux, les Quisling s'abattirent, la guerre finie, sur l'Europe orientale que les accords de Yalta — j'allais écrire, de Munich — réservaient à la domination russe. Les Bierut, Pauker, Dimitrov, Gottwald, etc., revenus dans les camions de l'armée rouge, mirent au point la technique, aujourd'hui classique, de la « révolution par en haut », si merveilleusement illustrée par l'avènement de Hitler. Avec des procédés monotones démontrant, à défaut d'imagination, l'unité de vue et la persévérance de la caste stalinienne, les Etats satellites furent « kidnappés » l'un après l'autre. Les hommes et les partis « occidentaux » furent liquidés; les réactions du camp démocratique furent nulles, même pour le gros morceau que constituait la Tchécoslovaquie. Tout marchait à merveille dans le meilleur des mondes totalitaires jusqu'à l'année dernière quand surgirent au sein de la caste des divergences qui en ébranlèrent le monolithisme.

Si Tito semble s'être installé dans un schisme durable, les Gomulka, Markos, Spyron ou Kostov eurent moins de chances; mais leur disparition des tréteaux de la parade totalitaire signifie qu'une grave contradiction ronge à la manière d'un « rat visqueux » l'édifice social du glacis. Elle réside dans l'opposition entre les besoins propres de l'impérialisme stalinien et les bases sociales que les communismes nationaux sont censés représenter.

Le premier stade de la colonisation soviétique fut la liquidation des propriétaires fonciers ayant plus de 50 hectares de terre. En créant ou consolidant une classe de petits paysans propriétaires, les chefs communistes pensaient s'appuyer sur une masse paysanne favorable à la « démocratie populaire » et à l'influence russe.

Le deuxième stade fut la mainmise par les Russes

ou par les Etats satellites eux-mêmes sur la quasi-totalité des entreprises industrielles. Par là, on faisait coup double : on chassait les rares capitalistes locaux et surtout on délogeait le capitalisme occidental de ses positions. Hitler avait précédé Staline dans cette voie et celui-ci n'avait qu'à recueillir l'héritage allemand et à se le faire ratifier par les accords de Potsdam pour tous les pays ex-alliés de l'Allemagne. Dans ces pays, le premier heurt se produisit entre les Russes et les communistes nationaux. Ceux-ci se virent refuser par les premiers les nationalisations qu'ils réclamaient. C'est ainsi que le pétrole roumain n'est pas devenu propriété nationale roumaine mais propriété russe. C'est ce que les idéologues de Moscou appellent une politique internationaliste en face des déviations « nationalistes petites-bourgeoises » de leurs vassaux. Cet « internationalisme » c'est non celui de Marx, mais celui des grands cartels capitalistes d'il y a vingt ans ! Dans tous les pays ex-alliés de l'Allemagne, la colonisation russe s'est installée par trois moyens : les prélèvements sur la production courante au titre des réparations, les participations majoritaires au capital des sociétés mixtes (héritage des participations allemandes) et enfin les nationalisations gérées par les créatures gouvernementales de Moscou. En Allemagne orientale, par exemple, 75 pour 100 de la production avait été en 1947 livrée aux Russes ; à côté, 30 pour 100 des sociétés (évalué en capacité de production) étaient propriétés russes, 40 pour 100 étaient nationalisées et gérées par des fonctionnaires allemands de l'administration soviétique ; enfin le plan était fixé suivant les besoins économique-stratégiques de l'Union Soviétique (1).

Dans les pays ex-victimes de l'Allemagne, l'impérialisme soviétique agit par l'intermédiaire des Quisling qui ont nationalisé les entreprises. On voit quelle est la nature « socialiste » de telles nationalisations devenues des instruments collectifs du pillage stalinien. En orientant les plans de production de chaque satellite vers elle, l'Union Soviétique fait la preuve qu'elle ne peut rien donner en échange. Ainsi, quand elle vend du blé à Prague contre des machines, c'est un blé qui vient de Hongrie, via U.R.S.S. ! En revanche les paysans hongrois ne reçoivent pas de machines. La zone industrielle du Bloc oriental (l'Allemagne, la Pologne, la Tchécoslovaquie) serait déjà insuffisante pour alimenter les zones agricoles ; à plus forte raison ne peut-elle le faire puisque la majeure partie de sa production se dirige vers l'U.R.S.S. De plus, cette zone manque de machines et de capitaux que seul l'Ouest aurait pu lui fournir par l'aide Marshall ou tout autre système de crédit. La volonté de Moscou s'y opposant, l'industrie y périclite.

Si l'U.R.S.S. peut encore payer les produits manufacturés par des matières premières et des vivres, il n'en est pas de même des produits agricoles que l'on réquisitionne chez les paysans à des cours forcés. Le tabac de Bulgarie qui alimentait l'Angleterre et la France est acheté par Moscou à un prix inférieur de 20 0/0 aux prix mondiaux en échange d'une promesse de livraison de machines à très hauts prix et à très long terme. Moscou reprend ainsi en l'aggravant, par l'escroquerie aux livraisons, la politique du capital monopoliste : acheter bon marché, vendre cher. Ici, le « socialisme » stalinien reprend à son compte les prestations féodales supprimées par la Révolution française !

Le faible rendement des campagnes ne peut être amélioré devant la carence commerciale de l'Union

Soviétique, incapable de moderniser les fermes balkaniques. Le surpeuplement des campagnes n'a pu être diminué et fournit de la main-d'œuvre déportable pour l'U.R.S.S. Et voici qu'apparaît, le masque démocratique étant définitivement jeté, une nouvelle « dékoulakisation » en même temps qu'on parle de kolkhozes. A défaut d'une industrialisation problématique, la déportation reste le meilleur moyen d'éponger le surplus des campagnes.

Même, en restant sur le plan économique, éclate le caractère réactionnaire de ce colonialisme pillard, qui s'apparente bien plus aux méthodes dévastatrices de Philippe d'Espagne en Amérique qu'à l'impérialisme capitaliste moderne. L'autre aspect réactionnaire de l'impérialisme soviétique réside dans son opposition à tout rapprochement entre satellites qu'il ne contrôlerait pas. Il empêche autant le libre échange des marchandises que la constitution fédéraliste qu'espérait timidement Dimitrov l'an dernier... Il redoute par-dessus tout la simple possibilité d'une fédération européenne des Etats slaves. Moscou s'oppose à toute unification européenne même parmi ses propres satellites, de même qu'en Russie elle s'oppose à tout groupement de citoyens, indépendant du pouvoir, même si ces citoyens sont tous des communistes orthodoxes. Dans le régime ou dans l'empire totalitaires, tout doit partir du centre ou lui aboutir. Les liens sociaux indépendants sont bannis. Il y a donc contradiction entre l'impérialisme soviétique et les nationalismes staliniens des différents pays ; avec cette contradiction s'expliquent les graves désunions qui aboutissent à la disparition des résistants à l'impérialisme soviétique.

C'est sur la base des intérêts « nationaux » et non des intérêts de classe, qu'on a vaincu les partis communistes des satellites ; sur cette base ils ont arrêté et massacré leurs adversaires qualifiés de « traîtres à la patrie » et d'agents de l'étranger. Or voilà ces partis, dits nationaux qui, systématiquement, minent ou éliminent des classes sociales — comme les paysans — dont ils s'étaient déclarés quatre ans avant les protecteurs ! On conçoit le trouble de ceux des communistes qui par tendance ou par hasard se trouvaient être en contact plus étroit avec leurs compatriotes qu'avec l'appareil de Moscou. Les voilà contraints de reprendre contre Staline la résistance nationale commencée contre Hitler. Dans des pays tant soit peu démocratiques ces remous dans les rangs communistes auraient abouti à des scissions organiques avec Moscou ; mais, si on excepte le cas de Tito qui bénéficiait d'une solide situation personnelle, il semble que ces remous n'aboutissent pour l'instant qu'à développer l'activité policière. Le N.K.V.D. fait des émules partout ; et à moins que ceux-ci ne se retournent violemment contre leur tuteur comme cela se passe en Yougoslavie, ils sont destinés à terroriser leurs compatriotes pour le seul profit de Staline. Les traits communs des communistes dissidents sont leur nationalisme et leur stalinisme : sur aucun terrain ils n'ont encore rompu avec les méthodes staliniennes ; ce sont simplement des colonisés en face d'un colonisateur tout-puissant. Il est à craindre que ces traits communs, loin d'unir les dissidents contre l'impérialisme, ne soient la cause profonde de leur chute. Manœuvrant entre les nationalismes rivaux de ses vassaux, Staline a des moyens puissants pour les mettre à la raison. Si Tito a réussi jusqu'ici, personne ne peut dire jusqu'à quand il sera maître d'éviter la dislocation de l'entité fédérale yougoslave entre des groupements allogènes aidés du dehors. Pour tenir, il lui faut l'aide occidentale sous toutes ses formes, et nul ne peut en prévoir les conséquences internationales.

Quoi qu'il en soit, la paix de l'Europe réside peut-être dans l'existence de cette contradiction

(1) Le lecteur trouvera des renseignements dans le livre de Nicolas Clarion : « Le glacis soviétique », éd. Somogy.

entre les buts impérialistes de l'U.R.S.S. et les besoins propres des Etats satellites. Mais cette éventualité favorable ne pourrait produire ses effets que si les mouvements démocratiques de résistance à la dictature stalinienne étaient effectivement soutenus par les organisations ouvrières et démocratiques d'Occident.

LE SENS DE LA NEUTRALITE EUROPEENNE

L'imagination n'est pas une faculté courante. Il y a dix ans la plupart des Français ne réalisaient pas que la guerre d'Espagne était un exemple anticipateur, un modèle de ce qu'ils allaient subir peu après; ils ne comprennent pas plus aujourd'hui que le sort de Prague préfigure celui de Paris. Par une curieuse ironie, c'est parmi les intellectuels dits de gauche que l'on trouve cette attitude consistant à proclamer, devant l'incendie qui gagne, la neutralité de la boîte d'allumettes! Certains pensent que Staline ne saurait appliquer à l'Occident des méthodes valables pour l'Orient. Or il est évident que si Staline se contente d'un bloc oriental — maigre butin! — ce n'est pas par fidélité aux résolutions de Téhéran et Yalta mais parce que la résistance occidentale l'a bloqué sur cette position de départ.

Compte tenu des circonstances locales, la stratégie stalinienne de prise du pouvoir était la même à Paris qu'à Prague. Mais en 1947, elle essaya deux graves revers: le premier dans l'expulsion des ministres communistes de l'appareil gouvernemental, le second dans la résistance ouvrière aux appels à la grève insurrectionnelle de Novembre. En Allemagne, cette stratégie subit une telle défaite qu'on peut dire que la situation européenne en est retournée. L'Allemagne aurait pu être le cheval de Troie pour la pénétration stalinienne vers le Rhin. La résistance à Berlin du peuple allemand et des forces occidentales a ruiné ce projet et a certainement incité au courage les résistants des pays satellites.

L'expérience a prouvé que la non-résistance n'arrêtait pas les ambitions dévorantes des impérialismes totalitaires. Elle a prouvé aussi que Staline jusqu'à présent s'attaquait surtout à des nations faibles et isolées (la Finlande) ou à des nations affaiblies par des années de guerre (le Japon). C'est pourquoi une Europe neutre et désarmée serait un butin alléchant pour ses entreprises. J'ai déjà souligné l'importance exceptionnelle pour la consolidation de la caste stalinienne d'une appropriation de l'industrie européenne. C'est à quoi travaillent Staline et ses pions, les différents partis communistes d'Occident.

Même si un conflit éclatait entre Moscou et Washington pour un litige non européen (partage de la Corée par exemple), il est absurde de prétendre que l'Europe serait à l'abri d'une agression soviétique. En effet, le besoin d'une industrie moderne bien équipée serait d'autant plus grand pour Moscou qu'elle est, elle-même, très handicapée par l'industrie des Etats-Unis. La mainmise la plus rapide possible sur la Ruhr et le bassin franco-belge serait certainement parmi les objectifs russes immédiats. Ainsi l'Europe occidentale se trouverait vis-à-vis de l'Union Soviétique dans une position pire que n'était la France vis-à-vis de l'Allemagne: l'utilisation certaine de la main-d'œuvre ou sa déportation vers l'Est seraient les conséquences les moins tragiques de l'occupation soviétique — je ne parle pas de la liquidation des non-staliniens par les Quisling d'Occident! Les ouvriers qui, aujourd'hui, votent communiste seraient-ils des enthousiastes zélés de ce nouveau travail forcé? J'en doute malgré leur actuel fanatisme stalinien!

Un deuxième objectif de l'Union Soviétique se-

rait sa mainmise sur les ports de l'Atlantique et de la Méditerranée pour y loger une flotte de sous-marins de type « schnoekel » capables d'intercepter les transports maritimes.

Un troisième serait celui de considérer l'Europe comme un gage pour un compromis possible avec les Etats-Unis; l'enjeu en étant l'existence physique des Européens.

Enfin, il n'y a aucune raison de penser que la tactique du glacis défensif, déjà éprouvée en petit dans la lutte contre Hitler, ne fût pas étendue à l'Occident dans une lutte contre l'Amérique.

Pour toutes ces raisons, il est impossible de croire qu'un acte public de neutralité eût préservé l'Europe d'une invasion, pas plus que la neutralité en 1914 et 1940 n'en préserva la Belgique. Peut-on alors imaginer l'Europe dans un état de neutralité armée? Le mot « armée » suffit à juger utopique une telle attitude dans le moment présent. Il suppose une Europe déjà unifiée, ayant dépassé son niveau de production d'avant guerre et capable financièrement d'équiper des forces armées efficaces. Il est évident que ce tableau git encore dans les brumes de l'avenir. La seule armée existant réellement sur le continent est l'armée russe forte de 3.800.000 hommes et de 200 divisions. En temps de guerre, malgré ses pertes de la dernière, l'Union Soviétique, estime-t-on, pourrait aligner 700 divisions mais rencontrerait de grandes difficultés à les équiper — à moins qu'elle ne s'empare au préalable des usines allemandes et occidentales. Il est clair que le slogan de « l'Europe seule », réédition de « la France seule » de Charles Maurras, est dépourvu de toute signification — à moins que par là, on ne souhaite faire cadeau à Staline de l'Europe occidentale.

Seul le formidable potentiel américain peut actuellement faire obstacle à l'impérialisme stalinien et maintenir ce qui reste de l'Europe dans un régime plus ou moins démocratique. C'est de ce point de vue que l'on doit apprécier le pacte Atlantique, et non en se référant à des conceptions antérieures généralement périmées; et ce point de vue est celui de savoir si ce pacte correspond à son objet avoué, c'est-à-dire s'il est efficace ou non. J'avoue n'avoir pas été convaincu par les défenseurs d'une « neutralité » qui appuient leur argumentation sur une prétendue bonne foi de Staline ou sur son indifférence vis-à-vis des questions européennes. Comme je l'ai montré plus haut, l'avenir du régime stalinien dépend de sa possibilité de s'emparer de l'Europe sans se précipiter dans une conflagration mondiale.

NECESSITE DE L'EUROPE FEDEREE

La fabrication hâtive d'un bouclier européen est une opération nécessaire mais en fin de compte négative. Il n'aura de sens que s'il permet à l'Europe de sortir enfin du chaos des nations souveraines et des lamentables expériences autarciques capables tout au plus de stabiliser la misère. Une fédération européenne enfin constituée, capable d'élever le niveau de vie des peuples qui la composent serait contre la propagation du cancer stalinien un obstacle autrement sérieux que le vide inquiétant de ce qui fut l'ancienne Europe des nationalités. Cette construction, que l'entendement conçoit comme nécessaire, s'avère fort difficile pour des causes internes dont nous parlerons ultérieurement. De plus, elle doit se faire sous la menace de la pression stalinienne dans un climat précaire d'instabilité internationale; mais la peur et la ruine communes peuvent être aussi bien des facteurs de rassemblement que des difficultés à ce rassemblement des peuples.

Michel COLLINET.

Le Carnet du Sauvage

QUAND L'ALLEMAGNE SERA SOVIETISEE...

Pacte Atlantique, pacte de guerre. On lit ça sur les murs et sur les arbres, sur affiches de tous formats et sur papillons de toutes couleurs. Nos staliniens font bien les choses. Ils ne reculent pas devant la dépense. Encore moins devant les jongleries les plus extravagantes.

Ils exploitent artistement le danger de guerre. D'abord, en rejetant sur autrui la responsabilité de préparer la guerre. Ensuite, en embrigadant, en cherchant à embrigader les pauvres hommes et les pauvres femmes — presque toute l'humanité — qui désirent la paix.

A les entendre, la signature du pacte Atlantique marquerait un grand pas vers la guerre. C'est peut-être possible. Cependant il est permis d'en douter. Il y a même quelques chances pour que la fermeté manifestée par l'Amérique donne à réfléchir à la Russie. Fermeté tardive, qui a incité longtemps l'autre partie à croire tout possible.

Le mouvement ouvrier international faussé a perdu toute prise sur les événements; il n'est plus que le spectateur du conflit mondial, en attendant de lui fournir sa piétaille et ses croix de bois. Les deux acteurs, Russie et Amérique, impérialisme russe et impérialisme américain, occupent toute la scène. D'ici de là quelques nations se proclament neutres, mais leur neutralité mercantile s'apprête à commercer avec les deux groupes de belligérants plutôt qu'à s'interposer entre eux.

Avant 1914, on croyait que les Internationales ouvrières seraient capables d'empêcher la guerre. Elles ne l'essayèrent même pas. Ce fut la fin lamentable de la Seconde Internationale. La Troisième Internationale devait finir plus lamentablement encore. En 1933, elle était impuissante à barrer la route du pouvoir à Hitler; elle n'était plus qu'un instrument politique international au service de l'Etat russe. Deuxième faillite. Elle pèse encore, elle pèsera lourdement et longtemps sur le mouvement ouvrier international. Nos générations ont reçu deux guerres sur la tête; elles ont vu deux internationales s'effondrer. Sont-elles pour cela chassées de la scène de l'Histoire? Il le semble. Nos syndicats, partout, se résignent; seul un petit homme, sans parti et sans classe, se proclame à cette même heure citoyen du Monde. Faut-il désespérer? En tout cas, il faut voir clair.

Déjà avant sa mort Roosevelt avait compris qu'il avait été joué. Qu'avait-il rêvé? Au partage du monde à deux? La domination ne se partage pas. Un dominateur veut tout sous sa domination. D'un excès de confiance en Staline, les gouvernants américains auraient pu passer à un excès de méfiance. Ils ont mis quelques années à se ressaisir. La signature du pacte Atlantique montre que c'est chose faite.

Certes le pacte Atlantique peut apparaître, comme il apparaît à Claude Bourdet, économiquement néfaste. Ce qui va aller aux œuvres préparatoires de guerre n'ira évidemment pas aux œuvres de reconstruction et de civilisation. Il sera, en outre, politiquement dangereux. La guerre appelle et entraîne dans son cortège toutes les idées et toutes les forces de réaction. Déjà les élections d'Angleterre et la victoire des conservateurs ne sentent-elles pas la guerre? Certes, les Anglais reprochent à leur gouvernement travailliste de les priver de viande. Mais on dirait aussi qu'ils n'ont pas confiance en lui pour la conduite d'une politique de guerre. En cas de conflit ils préfèrent à la barre Churchill à Attlee. Le pacte Atlantique, toujours d'après Bourdet, serait militairement

inutile. Bien sûr, l'Amérique comptera beaucoup plus sur elle-même que sur ses alliés. Elle y regardera à deux fois avant de les doter d'armements qui risqueraient de passer aux mains de l'armée rouge ou de ses cinquièmes colonnes, comme il est advenu en Chine.

Tel qu'il est, le pacte Atlantique est l'aboutissant de la politique d'hier des Anglo-Saxons, cette politique qui selon la juste formule de Rossi les a amenés, après une série d'erreurs mortelles, à perdre la guerre tout en la gagnant. Cela en cédant à Staline comme ils avaient cédé hier à Hitler. En violant les principes dont ils avaient prétendu prendre la défense. Tout cela pour aboutir à la situation présente, à préparer au monde entier, et à l'U.R.S.S. elle-même des malheurs qui auraient pu être évités.

Ce ne sont pas nos grands politiques français qui contribueront à éviter ces malheurs. Tous, à quelque degré, sont atteints de la maladie de la grandeur. Ils rêvent toujours que la France du XX^e siècle occupe en Europe la même place que la France du XVII^e. Quand un Florimond Bonte entonne le refrain des trois invasions subies par la France en moins de cent ans, on comprend qu'ils ne lui plaquent pas à la figure un rappel des principes communistes. Mais à défaut ils pourraient lui servir un rappel de la vérité historique: Napoléon III a cependant une belle part de responsabilité dans l'invasion de 1870, Poincaré dans celle de 1914, et les fabricants du traité de Versailles, dans celle de 1940. Non seulement nos petits grands hommes d'Etat ne lui jettent pas cela à la figure mais ils reprennent la chanson et rajoutent des couplets.

Un Pierre Courtade est scandalisé que le socialiste allemand Schumacher ose réclamer le maintien de l'unité allemande et qu'il n'ait que mépris pour un fédéralisme proposé à l'Allemagne au bout des baïonnettes alliées.

— L'expansion russe, où la vois-tu? me dit un vieux camarade suisse. Il m'invite à mettre le nez dans un atlas d'avant 1914. Les Russes reprennent simplement, d'après lui, ce qu'ils avaient perdu alors.

— Regarde bien, mon camarade, et dis-moi si la Russie de 1914 arrivait jusqu'à l'Oder comme elle y arrive aujourd'hui par le moyen de la Pologne russifiée. Regarde dans les Balkans. La Russie n'y a-t-elle pas ses gauleiters en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie. Je te croyais de meilleurs yeux. Surtout mieux en garde contre les arracheurs de dents. Un conseil: ne confonds pas les impérialistes de 1949 avec les communistes de 1918. Distingue ce qui est écrit, avec de l'encre sur le papier des Constitutions et ce qui est écrit avec du sang ouvrier et paysan dans la réalité russe de chaque jour.

Dans quelques jours, à la fin de ce mois, nous aurons à Paris, convoqué par les fauteurs de guerre russes, un Congrès des partisans de la Paix. Ce sera le plus grand congrès qu'on ait jamais vu. Enfoncés, les anciens congrès d'Amsterdam-Pleyel. On parle déjà de cinq cents millions d'hommes et de femmes représentés. Demain, ce sera six cents ou sept cents. Le congrès de Breslau, l'an dernier, c'était de la gnognote.

A Breslau, il y avait surtout des intellectuels et des universitaires. Cette fois la Fédération Syndicale Mondiale y rabat des délégations syndicales venues de tous les continents. Toute la classe ouvrière, toute l'intelligence. Voire. Ehrenbourg n'y sera probablement pas. Non plus que Zaslavski la Canaille (Lénine dixit). Mais Joliot-Curie présidera, Aragon fera des effets de torse, un tas d'abbés Boulier diront la messe et Saillant fera mille prodiges pour se maintenir en selle.

Ceux des intellectuels qui n'ont pas le goût de l'uniforme et le mépris de l'intelligence pourraient se demander s'ils ont fait ce qu'ils auraient dû faire pour que la comédie de Breslau, ne recommence pas, et en plus grand. Ils ne se le demanderont pas. Ils n'y penseront même pas. Tout simplement ils se replieront sur leur individualisme un peu plus frileusement.

Quant à nos universitaires, on les dirait enchantés d'aller à ce Médrano de la paix. Du moment qu'un tel et un tel y vont pourquoi, eux, n'iraient-ils pas ? Et de bomber le torse. Et Marie-Louise Cavalier et Senèze de se tourner vers les instituteurs syndiqués : Admirez en quelle belle compagnie nous sommes !

Pas besoin de se représenter ce que font et pensent les Le Léop et les Saillant. Ils sont en représentation, en splendide représentation. Cela suffit à leur bonheur et à leur conscience.

Quant à nous, nous remâcherons la déclaration de ce secrétaire confédéral qui disait au début de décembre 1944 : « Quand l'Allemagne sera soviétisée, la soviétisation sera possible partout. Et les Anglo-Saxons seront chassés d'Europe. »

Les Soviétiques sont morts depuis longtemps en Russie. Les Soviétiques partout ! Ce cri se perd dans la nuit d'un passé déjà long. Une aube luira de nouveau. Quand ? Pour le moment, les Soviétiques ont fait place à l'impérialisme russe, bien vivant, lui, la poitrine bardée de médailles.

LES CAUSES DE LA SCISSION

Impossible d'avancer si on ne comprend pas. Il est visible qu'un tas de militants syndicaux n'ont pas compris les causes profondes de la scission.

Je ne veux pas parler du courant de l'unité syndicale, trotskiste ou trotskisant, qui se croit encore en 1922. Quelque chose a changé. Beaucoup de choses même. Surtout les partis communistes, la Troisième Internationale, l'Etat russe. Les syndicats ont à résoudre en 49 d'autres problèmes qu'en 22. La lutte à l'intérieur des grandes centrales stalinisées est-elle possible ? Le groupe de Front ouvrier, devenu maintenant le groupe de l'Unité syndicale, en a fait l'expérience. Au dernier Congrès confédéral le bilan en a été dressé, un bilan exactement nul. Réviser cette position s'imposerait. Ce courant n'y parvient pas.

Du côté des syndicats autonomes, dans la partie non gaulliste, une opinion bizarre sur la scission a été émise. Une opinion très savante. Mais bougrement fumeuse. J'avoue n'avoir pas compris. C'est d'ailleurs pourquoi j'en parle ici. Avec l'espoir qu'on m'expliquera ce que je n'ai pas réussi à comprendre.

D'après cette opinion, la scission syndicale aurait ses causes réelles dans la renaissance de l'économie capitaliste libérale. Les grèves de décembre 1947 n'auraient été que des causes spectaculaires.

Je me suis longtemps interrogé, j'ai regardé de quelle façon la renaissance de l'économie libérale avait pu intervenir, de façon directe ou indirecte, par pression d'hommes ou de masses. Je n'ai rien trouvé. Les corporations qui ont visiblement poussé à la scission sont bien connues : ce sont les postiers, les cheminots, les mineurs, toutes corporations sans liens avec l'économie libérale. Au contraire, c'est dans l'industrie privée, bâtiment, métallurgie, textile, que la scission a été freinée. Alors ?

Parler de causes spectaculaires à propos des grèves de décembre 1947 n'est pas moins déroutant. On veut dire sans doute que ces causes spectaculaires sont sans lien avec la réalité profonde, donc irréelles, et qu'il est stupide de les invoquer.

C'est là que nous différons ; les grèves Molotov de décembre 47, comme celles de novembre 48, sont la manifestation éclatante du danger stalinien dans les

syndicats : organisation syndicale faussée, ne se déterminant pas elle-même, mais obéissant servilement à des ordres extérieurs ; mouvement rejeté de sa voie normale, la lutte pour l'émancipation ouvrière, pour le faire passer sur la voie qui aboutit à un étatsisme fasciste rouge ; escroquerie des sentiments révolutionnaires de la classe ouvrière.

Que vient faire là cette soi-disant renaissance de l'économie libérale ?

Ça ressemble beaucoup à une aide apportée au stalinisme.

Je me demande comment, avec une telle conception, les syndicats autonomes peuvent légitimer leur existence.

LA FIN DU PROCÈS KRAYCHENKO

Les diffamateurs ont été condamnés. Certes les juges ont eu la main légère. Ils n'ont pas pu ne pas condamner. Ils s'en sont excusés par quelques coups de chapeau aux vaillants résistants Morgan et Wurmser.

Cela signifie que le Guépéou n'est plus aussi puissant qu'il le croyait. Il ne trouve plus les juges aussi dociles à ses ordres, ou aussi craintifs. Le chantage à l'injure a de moins en moins de prise. Le Guépéou ne changera pas pour autant ses méthodes. Elles sont éprouvées. Il y a plus de vingt ans que Kollontaï disait : Si vous apprenez que j'ai volé le dôme de quelque église de Moscou, cela voudra simplement dire que je suis dans l'opposition. En effet, quiconque passe à l'opposition peut s'attendre aux accusations les plus abracadabrantes. L'affaire Kravchenko est un cas parmi des milliers d'autres.

Kravchenko ne s'est pas laissé faire. Il a foncé. Il a gagné la partie. Le Sim Thomas s'est évaporé. Il n'est resté devant lui que deux piètres instruments du Guépéou. Morgan et Wurmser en sont marqués pour la vie. Leurs « Lettres Françaises », déjà si démonétisées, risquent fort de ne plus passer que pour les « Lettres Tchékistes », ou les « Lettres Guépéoutiennes ».

L'AFFAIRE THEVENON

Il faudrait plutôt dire maintenant l'affaire Patinaud. On sait par les deux déclarations du Syndicat des Instituteurs de la Loire, celle du mois dernier et celle d'aujourd'hui qu'on trouvera plus loin, de quoi il s'agit exactement.

Thevenon allait être réintégré. Il fallait empêcher ça. De là la lettre publique de Patinaud, député stalinien, ancien ministre ou sous-ministre de je ne sais plus quoi, dans « le Patriote », l'organe coco de Saint-Etienne. Lettre manifestement destinée à effrayer l'administration de l'Enseignement. Un véritable chantage.

Thevenon, pour nous, aujourd'hui comme hier, représente une variété d'instituteurs qui nous est particulièrement chère, celle des instituteurs liés à la classe ouvrière. Trop se tiennent à l'écart. Peu se regardent comme des militants ouvriers. Thevenon est de ce petit nombre. C'est pourquoi il est notre camarade et notre ami.

C'est pourquoi aussi les staliniens font jouer les grandes orgues de la calomnie pour empêcher sa réintégration. Ils croient ainsi ne plus le trouver devant eux dans le mouvement de la Loire.

Thevenon, responsable de la mort de deux militants ouvriers staliniens ? C'était incroyablement faux. La réponse du syndicat établit que c'est faux.

Thevenon, responsable de la mort de plusieurs centaines d'emprisonnés politiques à la Centrale de Riom ? On pouvait demander à quoi rimait cette histoire.

Je me suis renseigné. D'abord, il n'y a pas eu à la maison centrale de Riom plusieurs centaines de pri-

sonniers politiques de 1940 à 1944, mais exactement 83. Il n'a donc pas pu en faire mourir plusieurs centaines. Ce qu'il y a eu, et le sort d'emprisonnés de droit commun ne nous laisse pas indifférent, une proportion formidable de morts à la prison de Riom durant les années de guerre, en raison du froid et de la sous-alimentation : 500 sur 3.000 détenus. Patinaud était en droit de faire le procès de l'administration pénitentiaire. Il ne le fait pas. Il fait celui de Thevenon. On ne comprend pas. Ou on comprend trop.

Les mains de Thevenon ne sont pas tachées de sang ouvrier. On voudrait en dire autant de Patinaud et de ses amis. Le sang d'Arnaud, le militant des mineurs de la Loire, a été versé par eux. Tôt ou tard, ils en rendront compte.

EDUCATION ET SYNDICATS

— Tu es dans la lune. Vraiment, tu vois des syndicats capables de pratiquer ce que tu préconises dans ton article de janvier sur la Librairie de documentation économique et syndicale : un camarade, dans chaque conseil syndical, chargé spécialement de la propagande par le livre et la brochure ?

Dans ton propre syndicat, l'as-tu essayé ?

Te représentes-tu ce que sont aujourd'hui un syndicat, un conseil syndical, une réunion de comité de Fédération ou d'Union départementale ? Nous ne sommes pas en 1906, nous sommes en 1949. D'ailleurs, même en 1906, vos syndicats le faisaient-ils ?

— C'est vrai, ils ne le faisaient pas. Est-ce une raison pour ne pas le faire aujourd'hui ? D'autres groupements autour d'eux le faisaient. Plus ou moins bien. Ils ne le font plus.

— Te rends-tu compte que les syndicats actuels ont uniquement des préoccupations corporatives ? Un secrétaire de syndicat n'est pas un militant, comme autrefois, un militant qui sacrifiait son temps, sa peine, quelquefois sa santé, pour la révolution. Tout ça a changé. Aujourd'hui, un secrétaire de syndicat c'est, dans le meilleur des cas, un administrateur qui ne veut pas entendre parler d'idées générales. Souvent, c'est quelqu'un qui regarde cette fonction comme un marche-pied. Pour faire carrière dans l'organisation syndicale, pour arriver employé ou chef de service dans quelque administration publique. Je ne parle pas de ceux qui visent à être député, ou simplement conseiller général. Autrefois, être secrétaire de syndicat, c'était risquer d'être fichu à la porte de sa boîte ; aujourd'hui, c'est le moyen d'approcher le patron et de devenir contremaître, si l'on n'a pas de plus grandes ambitions. Comment ces bougres, qui n'éprouvent pas le besoin de se cultiver eux-mêmes, se soucieraient-ils de la culture des autres ? Quand on est réformiste, on lit quelques bouquins pratiques, plus des romans policiers. Quand on est coco, on lit en plus le catéchisme imposé par la cellule ; défense de mettre le nez dans rien d'autre ; péché mortel. Et tu voudrais qu'on s'occupe d'éducation, de formation de militants, de culture individuelle ?

— Mais oui. Je voudrais ça et je suis convaincu que c'est possible. Non pas tout de suite dans les 20.000 syndicats qui existent. Commençons dans 100, dans 500 et la tache d'huile s'étendra. Autrefois, c'étaient les groupements d'opinion qui se chargeaient en fait de la formation intellectuelle des militants ; l'anarchisme, le socialisme, le communisme, ont formé longtemps des hommes pour le mouvement syndical. Celui-ci va-t-il enfin comprendre que la propagande en surface, c'est-à-dire l'agitation, doit être complétée par une propagande en profondeur ? Il s'est engagé dans cette voie avec les collèges du travail et le Centre d'éducation. La diffusion du livre et de la brochure, du bon livre et de la bonne brochure, en est un complément.

Pierre MONATTE.

En Algérie

MŒURS FASCISTES

« Pour compléter ta collection de documents en ce qui concerne l'Algérie, je t'adresse, ci-joint, quelques coupures de journaux. Tu constateras qu'au moment où Naegelen fait des déclarations à Paris, sur les résultats des élections dans le deuxième collège, ici on a eu encore recours aux moyens scandaleux utilisés, en avril 1948, pour les élections à l'Assemblée algérienne. Le ministre socialiste ose se montrer satisfait après des élections préfabriquées dont les résultats ne trompent plus personne ! »

Voilà ce que m'écrit un ami qui connaît bien la question !

Et, en effet, on constate, une fois de plus que la démocratie a coulé à pleins bords. On a même fait mieux que l'an passé. Pour empêcher les gens d'assister aux réunions, la pression administrative s'est exercée plus d'une semaine avant le jour du scrutin. Une véritable rafle aux cartes d'électeurs a été organisée sur une vaste échelle, sous prétexte de contrôle d'identité. Sous peine de retrait de licence des cafetiers maures ont été mis dans l'obligation de rapporter le plus grand nombre de cartes possible.

« Arrestations massives, condamnations arbitraires, agressions par des hommes de mains », rien n'a été négligé !

Nous ne parlerons que pour mémoire du remplissage préalable des urnes. C'est devenu normal... en Algérie.

De plus « la République algérienne », l'organe du Manifeste du Peuple algérien, affirme avoir la preuve que les administrateurs avaient « toute liberté » pour utiliser la « force armée » au cours d'une « répression judiciaire » dans les secteurs réticents.

Etonnez-vous après ça que les élections aient donné des résultats comme ceux que nous publions :

BIR-RABALOU. — Inscrits, 1.627 ; votants, 1.554 ; exp., 1.554.

MM. Brahimi Lakdar, 1.554 ; Cherfaoui, 0 ; Kribi, 0.

TARLAT (C.M.). — Inscrits, 12.321 ; votants, 9.492 ; exp., 9.472.

MM. Brahimi Lakdar, 9.429 ; Cherfaoui, 15 ; Kribi, 29.

BIR-RABALOU. — Inscrits, 19.157 ; votants, 15.861 ; exp., 15.840.

MM. Brahimi Lakdar (I), 15.793 voix (élu) ; Cherfaoui (P.C.A.), 16 ; Kribi (U.D.M.A.), 31.

Brahimi Lakdar était, comme le lecteur s'en doute, le candidat « indépendant », autrement dit de l'administration.

Voici quelques autres « beaux » résultats :

AIN-TEMOUCHENT. — Benchiha Abdelkader : 10.164 ; Seghier B. (U.D.M.A.), 0.

CASSAIGNE. — Felahmitti Mohamed, 7.136 ; Zitouni M. (U.D.M.A.), 166.

TREZEL. — Lagraâ Abdelkader, 8.932 ; Kaïdi A. (U.D.M.A.), 37.

MONTAGNAC. — Bouharoua Habib, 7.718 ; Meziane M. (U.D.M.A.), 167.

RELIZANE. — Boukheloua Mohamed, 12.975 ; Francis A. (U.D.M.A.), 25.

TEBESSA. — Mechri, 15.487 sur 15.736 votants.

TENES. — Sayah Hadj-Brahimi, 16.917 sur 17.879 votants.

VIALAR. — Ferhat Belkacem, 12.223 sur 13.197 votants.

Et alors que le « Journal officiel » annonce que la durée des fonctions de M. Edmond Naegelen, gouverneur général de l'Algérie — et socialiste, ne l'oublions pas ! — est prorogée de six mois, nous apprenons, en même temps, que pour la troisième fois, M. Ferhat Abbas, directeur politique de « la République algérienne » est l'objet d'une demande de levée d'immunité parlementaire de son mandat de député de l'Union française !

Sans commentaire.

J.-P. FINIDORI.

PROFIL...

de DI VITTORIO GIUSEPPE

En politique, tout est possible si la fortune, que l'on dit aveugle, s'y prête ; si l'individu possède une tête... solide, nous allons dire une tête de faux jeton !

Les exemples existent en quantité : prenons Franco, ce duce de pacotille, ce poltron des mouvements conspiratifs. Le chef véritable est Sanjurjo, qui a tramé, qui a organisé le mouvement en faisant la navette entre Rome et Berlin... Un accident d'avion élimine Sanjurjo, au moment où il s'appretait à assumer le commandement des rebelles, et Franco monte. C'est le général Mola, plus habile, plus capable, qui devient dirigeant. Un accident, d'aviation encore, fait de Mola un cadavre inferme, et de Franco, le Caudillo.

A l'avènement du fascisme, Di Vittorio est secrétaire de la Chambre du Travail de Bari. Il a fait partie du Comité d'action directe d'abord, de l'Union syndicale italienne ensuite ; il n'a presque jamais pris part aux débats et est toujours demeuré dans la pénombre.

Au cours de la période de renforcement du fascisme, Di Vittorio est arrêté. En même temps qu'Angelo Faggi, secrétaire de la Chambre du Travail de l'U.S.I. à Piacenza, il est désigné comme candidat à la députation, en guise de protestation. Ils sont élus.

Le métier de député, s'il comportait à cette époque des risques, avait d'indubitables avantages. Di Vittorio s'adapte très rapidement : la guerre et le titre de parlementaire l'ont quelque peu affiné, dégrossi ; il a fréquenté d'autres gens et de nouveaux milieux, y compris ceux de l'autre côté de la barrière.

La réaction fasciste triomphante le renvoie de la capitale. Di Vittorio, qui possède la malice innée du paysan, sait, bien qu'il n'ait pas encore étudié la philosophie, qu'il est nécessaire de vivre d'abord, de philosopher ensuite. Il regarde autour de lui. Que faire ? Retourner à la terre ? Ce n'est même pas à envisager. Après avoir pesé le pour le contre, il choisit, et il choisit bien : il adhère au parti communiste, qui a toujours été, et est encore, pauvre en organisateurs syndicaux, et bien fourni en moyens matériels.

Le parti communiste a toujours été chercher dans les rangs de l'U.S.I. ses propagandistes. Il a commencé avec Nicolino Vecchi, de Modène, qui a dû lui coûter cher, puisqu'il fut un formidable aaleur de roubles. Nicola Vecchi a été chassé par les communistes et il a fini par être jeté dehors par le fascisme, ce qui est tout dire...

Mais revenons à Di Vittorio... communiste, qui doit faire la guerre à Quagliano, à Baldini, à la Confédération Générale du Travail de D'Aragona, de Rigola et de Buozzi.

C'est l'époque où il faut écrire : « Pour agir, le communisme devra passer sur le cadavre de la démocratie socialiste. » L'ex-secrétaire de la Chambre du Travail de Cerignola se fera remarquer.

Di Vittorio, comme tous les néophytes stagiaires, comme tous ceux qui, un peu mûrs, ont choisi le chemin de Damas, se donne, se distingue. Il attaque et mord partout où on lui dit : « Cherche ! ». Et comme il promet, on l'envoie à Moscou, à l'Université. Nous ne savons pas s'il a appris le russe,

s'il s'est familiarisé avec les sciences, s'il est devenu cultivé. Ce qui est certain, c'est qu'il est devenu un fonctionnaire de premier plan.

Comme on crée à Paris l'organe de la Confédération Générale du Travail, dont on dira qu'il est rédigé clandestinement en Italie, c'est Di Vittorio qui sera le « cuisinier ». Faut-il chercher à rouler les fascistes, à s'approprier du programme mussolinien de 1919 ? Faut-il mener campagne pour tenter d'encadrer les chemises noires ? C'est Di Vittorio qui signera les articles : « Main tendue au camarade gérarque ! »

Il est directeur du quotidien « La Voce degli Italiani » de Paris. Il est partout.

Rentré en Italie, libéré du « confine », le 8 septembre, Buorsi est nommé commissaire extraordinaire des Corporations. Buorsi a été président de l'Union Populaire de Paris, il est philocommuniste et désigne Di Vittorio, l'unique militant qui ne provienne pas du fascisme, secrétaire de la Fédération des ouvriers agricoles.

Les Allemands ouvrent la voie à Giuseppe en fusillant Buorsi. Les plus hautes charges syndicales sont à lui : Di Vittorio est secrétaire de la Confédération Générale du Travail, en tiers, avec les prêtres et les socialistes.

Dans le royaume des aveugles, le borgne est roi.

A Paris, Di Vittorio, déjà secrétaire de la C.G. d. L., tiendra une conférence, salle Lancry, une conférence passe-partout où il n'aura ni une parole, ni une pensée, ni un salut pour la mémoire de Buorsi. Cet oubli — sans doute voulu — fut remarqué par tous et par tous blâmé.

Il a appris — qui va avec le boiteux apprend à boiter — tous les défauts, tous les tours, tout le sectarisme réactionnaire des hommes de la steppe ; il a oublié tout ce qu'il était, c'est-à-dire la fierté du syndicaliste, du militant ouvrier, la loyauté, le désintéressement, l'altruisme, la sincérité de celui qui sait qu'il a donné, sans calcul et sans intérêt personnel, tout ce qu'il pouvait au mouvement ouvrier, pour faire de la plèbe des travailleurs conscients de leurs droits et de leurs devoirs.

Di Vittorio est demeuré le secrétaire de l'Union Syndicale de Cerignola, mais comme l'étiquette ne fait pas le vin, pas plus que le poste ne fait le militant, il se trouve dans la situation du patron de petit voilier de cabotage, promu par la fortune — qui, répétons-le, est, dit-on, aveugle — capitaine d'un trois-mâts, qu'il doit conduire, par une mer agitée, peu sûre, parsemée d'écueils, de bancs de sable, bouleversée par des lames de fond. Et avec un équipage dont une partie, les démocrates chrétiens, qui, s'ils ne songent pas au naufrage, sont pour la mauvaise route : la mer de la politique italienne.

C'est le cas de le dire : pauvre Confédération ! Elle navigue en eaux troubles, avec un équipage incompetent et divisé.

Mais le mouvement ouvrier est éternel. Les hommes et les individus passent, ce mouvement demeure, pour assumer la tâche qu'il connaît et qui lui est propre : la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il continue et continuera avec ou sans Di Vittorio.

UN QUI LE CONNAIT.

L'INFLATION

et son point critique⁽¹⁾

Camarades,

S'il est un mot à la mode, c'est celui d'« inflation ». On le met, peut-on dire, à toutes les sauces : on parle d'« inflation monétaire », d'« inflation des prix », d'« inflation des dettes », etc... En réalité, ce mot a un sens très précis et parfaitement limité ; c'est un mot nouveau qui a été créé il y a une trentaine d'années pour désigner un phénomène nouveau, et ce phénomène nouveau n'est autre que l'émission de faux billets de banque par l'Etat.

VRAIS ET FAUX BILLETS DE BANQUE

Je m'explique. Pour comprendre ce qu'est un **faux** billet de banque, il nous faut d'abord dire ce qu'est un **vrai** billet de banque.

Le billet de banque est un effet de commerce

Un billet de banque n'est autre qu'un effet de commerce. Un effet de commerce qui se présente sous des formes extérieures particulières et qui est doté de garanties spéciales.

Rappelons ce qu'est un effet de commerce.

Un industriel a fabriqué une certaine marchandise. Généralement, il n'a point immédiatement, sous la main, un consommateur de cette marchandise. Alors, il la vend, non point à celui qui désire s'en servir pour ses propres besoins, mais à un commerçant, c'est-à-dire à quelqu'un qui fait profession de trouver des consommateurs. Mais cette marchandise, le commerçant n'a généralement pas de quoi la payer, il n'aura de quoi la payer que lorsqu'il l'aura vendue, c'est-à-dire, en moyenne, dans trois mois. Ainsi en prend-il livraison, mais sans en verser le prix ; il remet simplement à l'industriel une reconnaissance de dette par laquelle il s'engage à lui payer, dans trois mois, le prix convenu. Cette reconnaissance de dette, cet engagement de payer dans trois mois est ce qu'on appelle un **effet de commerce**.

Mais l'industriel, à son tour, ne peut souvent pas attendre trois mois ; il lui faut de l'argent tout de suite, pour payer ses ouvriers, régler ses fournisseurs, continuer sa fabrication. Dans ce cas, il ira trouver une banque et lui demandera d'**escompter** l'effet de commerce qui lui a été remis. L'escompter, c'est-à-dire que la banque lui remettra immédiatement le montant de l'effet de commerce, moyennant quoi elle deviendra propriétaire de celui-ci et se chargera de l'encaisser elle-même, dans trois mois, auprès du commerçant.

Or, si la banque en question est une grande banque très connue et dont la solvabilité apparaît comme non douteuse, elle peut proposer à l'industriel de ne pas lui verser le montant de l'effet en monnaie, c'est-à-dire en bonnes espèces « sonnantes et trébuchantes », mais de lui remettre un papier par lequel elle s'engage à payer ladite somme à tout venant et à tout moment, sur simple présentation du papier. Un tel papier est un **billet de banque**. On voit

donc que par sa nature le billet de banque est tout simplement un effet de commerce, garanti, « avalisé », par la banque, et payable par anticipation.

L'industriel acceptera facilement ce billet de banque au lieu de monnaie, parce qu'il pourra s'en servir lui-même pour ses propres paiements. Etant donné, en effet, la notoriété et la solvabilité de la banque qui a signé le billet, n'importe qui, ou à peu près, acceptera ce papier en paiement, parce qu'il sait qu'il n'aura qu'à se présenter à la banque pour qu'on lui en rembourse le montant en monnaies véritables (monnaies d'argent, d'or, etc...). Et si le billet circule ainsi de main en main, pour des paiements successifs, durant trois mois, et qu'à ce moment seulement un détenteur le présente à la banque pour se le faire rembourser, la banque sera à même de le rembourser avec la somme qui lui aura été versée par le commerçant à l'échéance de l'effet de commerce ; si bien qu'elle aura « fait crédit » sans avoir eu rien à débours.

Tel est le mécanisme du **vrai** billet de banque.

Son effet sur les prix

Il va de soi que de tels billets, en quelque quantité qu'ils soient, ne sauraient avoir aucun effet sur les prix.

En effet, lorsqu'un nouveau billet, un billet de 1.000 francs par exemple, est mis dans la circulation pour escompter un effet de commerce, c'est qu'on vient de mettre en vente, précisément à ce moment, un nouvel objet d'une valeur de 1.000 francs ; par l'émission du nouveau billet, le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population se trouve accru, mais ce qui est à vendre a été accru en même temps et exactement dans la même proportion. D'autre part, lorsque la marchandise aura été vendue, c'est-à-dire dans trois mois, qu'elle aura été par là retirée de la vente, le pouvoir d'achat de la population aura été diminué d'autant, parce que le commerçant aura dû payer son effet de commerce qui est parvenu à l'échéance, et, pour cela, verser à la banque, soit un billet de mille francs, soit une quantité de monnaie correspondante, ce qui aura enlevé de la circulation une somme égale à la valeur de l'objet vendu. L'équilibre entre les moyens de paiement et la valeur des choses à vendre n'est donc rompu à aucun moment.

Il n'en est pas de même avec les faux billets de banque.

Un faux billet de banque, c'est le contraire d'un vrai. C'est un billet qui, extérieurement, ressemble tout à fait aux vrais billets, qui porte la même enseigne et les mêmes signatures, mais auquel **ne correspond aucun effet de commerce**, aucune mise en vente d'une nouvelle marchandise.

De faux billets sont émis par les faux monnayeurs professionnels, mais ils sont aussi émis, et en beaucoup plus grand nombre, par l'Etat.

Lorsque l'Etat se trouve en difficultés financières, lorsqu'il a à faire face à des dépenses qui dépassent ses recettes, il ne trouve, en effet, rien de mieux que de s'adresser à une banque qui a l'habitude d'émettre des billets de banque, et de lui demander de lui remettre une certaine quantité de billets, sans aucune contrepartie, sans remise d'aucun effet de commerce ; et ces billets, il les utilise pour ses propres be-

(1) Causerie faite le 27 mars 49 à Paris, à la réunion des « amis de la R.P. ». Le même sujet fut traité à Saint-Etienne (Cercle d'études syndicalistes) et à Grenoble (Cercle interfacultés).

soins : le paiement de ses fonctionnaires, de ses fournisseurs, de ses créanciers, etc... C'est cette émission de faux billets de banque pour le compte de l'Etat qui constitue l'inflation.

L'effet immédiat de l'inflation, contrairement à l'émission des vrais billets de banque, est de faire monter les prix.

Supposons, en effet — et, bien entendu, je réduis ici le phénomène à ce qu'il a d'essentiel — qu'il y ait, à un moment donné, 100 milliards de marchandises qui soient à vendre, et qu'il y ait 100 milliards de billets en circulation ; le prix global de ces marchandises égalera le pouvoir d'achat, il sera de 100 milliards. Or voilà que l'Etat lance dans la circulation 20 milliards de faux billets, 20 milliards de billets qui ne correspondent à aucun accroissement des marchandises en magasin ; étant donné que le commerçant cherche toujours à vendre le plus cher possible, qu'il n'est limité dans ses prix que par l'impossibilité où il serait de vendre si les gens n'avaient pas de quoi payer les prix demandés, le prix global des marchandises montera rapidement à 120 milliards. On ne pouvait les vendre 120 milliards quand il n'y avait que 100 milliards de billets, mais maintenant qu'il y en a 120 milliards, on peut les vendre 120 milliards, donc on les vend 120 milliards ; les prix se trouvent ainsi augmentés de 20 0/0. L'équilibre entre le pouvoir d'achat et le montant des marchandises à vendre se trouve rétabli par la hausse des prix.

L'EXPROPRIATION DES RENTIERS

La conséquence fondamentale de cette hausse des prix due à l'inflation est la **réduction des dettes**.

Lorsqu'on contracte une dette, celle-ci est stipulée en unités monétaires légales. Si, par exemple, l'unité monétaire est le franc, et que l'on vous a prêté un certain nombre de francs, vous vous libérez de votre dette en remboursant ce même nombre de francs, **quel que soit le pouvoir d'achat du franc**.

S'il vous a été prêté un certain nombre de francs ayant un certain pouvoir d'achat à ce moment-là, et qu'au moment où vous devez rembourser, le pouvoir d'achat du franc a diminué de moitié parce que les prix ont doublé, vous vous libérez en versant le nombre de francs convenu et comme avec ceux-ci on ne peut plus acheter que la moitié de ce qu'on pouvait acheter avec eux lorsqu'on vous les a prêtés, vous ne remboursez, en réalité, que la moitié de ce que vous avez touché. La charge des débiteurs se trouve réduite de moitié.

Prenons des exemples.

Soit un paysan qui a fait un emprunt hypothécaire, pour le remboursement et les intérêts duquel il doit verser 1.000 francs par an. Ce paysan récolte 100 quintaux de blé, qu'il vend à 100 francs le quintal ; pour payer ses 1.000 francs, il devra vendre 10 quintaux, il lui restera donc, pour ses besoins personnels, 90 quintaux. Les prix doublent. Le quintal de blé vaut 200 francs ; à ce moment, en vendant seulement 5 quintaux notre paysan réalisera les 1.000 francs qu'il doit payer et il restera pour lui, cette fois, non plus 90, mais 95 quintaux. 5 quintaux de gain.

Voyons le cas d'un industriel. D'une société industrielle, par exemple, qui a contracté un emprunt obligataire. Elle fait 100 millions de chiffre d'affaires par an, sur lesquels elle réalise un bénéfice de 10 0/0, soit 10 millions. D'autre part, la charge des intérêts de ses obligations est de 1 million. Après avoir payé ce million, il restera pour les actionnaires 9 millions. Les prix doublent. Son chiffre d'affaires est alors, toutes choses égales d'ailleurs, de 200 millions, sur lesquels elle fait toujours 10 % de bénéfices, soit 20 millions. Or elle n'a toujours à payer à ses prêteurs qu'un million ; il lui reste donc 19

millions. Certes, chacun de ces 19 millions ne représente que la moitié de ce que représentait chacun des 9 millions qui constituaient précédemment son bénéfice, puisque les prix ont doublé, si bien que pour faire le même bénéfice réel qu'auparavant il lui faut faire un bénéfice de deux fois 9 millions, soit 18 millions ; mais son bénéfice net, actuellement, n'est pas de 18 millions, il est de 19 millions, donc : 1 million de bénéfices supplémentaires.

Arrivons maintenant à celui qui est le plus gros des débiteurs : l'Etat. Supposons que l'Etat perçoive 100 milliards d'impôts et que la moitié de ces impôts, 50 milliards, aille au paiement des intérêts de sa Dette, et l'autre moitié à celui de ses dépenses courantes. Les prix doublent. Il pourra alors percevoir 200 milliards d'impôts sans que la charge de l'impôt soit plus lourde, car, les prix ayant doublé, l'Etat ne prélèvera pas, par là, une plus grande part des biens que précédemment. Or, sur ces 200 milliards, l'Etat continuera à n'avoir à payer pour les intérêts de sa dette que 50 milliards ; il lui restera donc 150 milliards. Ses dépenses courantes, il est vrai, auront doublé puisque les prix ont doublé, elles seront de 100 milliards ; mais une fois celles-ci réglées, l'Etat aura encore 50 milliards. 50 milliards qu'il pourra employer pour de nouvelles dépenses, ou... à tout ce qu'il voudra.

Bien entendu, si le débiteur se trouve avantagé par la hausse des prix, il y a quelqu'un qui se trouve désavantagé, exactement dans la même mesure : ce quelqu'un c'est le créancier. Quand il a prêté 100.000 francs, il avait une somme qui lui permettait de s'acheter un certain nombre de choses ; lorsqu'on lui rend ses 100.000 francs, il n'a plus que de quoi s'en acheter la moitié.

L'inflation est donc une véritable **expropriation**. Elle opère un transfert de propriété d'entre les mains des créanciers dans celles des débiteurs.

L'inflation stimule l'activité économique

La principale conséquence de cette expropriation des créanciers est de **surexciter l'activité économique**.

Les créanciers et les débiteurs constituent, non point peut-être deux « classes » distinctes, le mot serait trop fort, mais deux catégories sociales différentes. Les premiers représentent la richesse acquise, les seconds la richesse en formation, ou, si vous voulez, en employant une formule un peu simplificatrice, les premiers sont des **rentiers** et les seconds des **producteurs**.

Or les premiers qui prélèvent des biens, sans avoir eu à intervenir en aucune manière dans leur production, représentent pour les seconds, qui se trouvent par là privés d'une partie des biens qu'ils ont produits, ou contribué à produire, une très lourde charge. Les rentiers sont le type même de la classe parasitaire ; c'est à eux, plus qu'à tous autres, que peut s'appliquer le mot de Marx selon lequel le travail mort « suce le travail vivant ». Aussi, débarrassé par la hausse des prix d'une partie de ce qu'elle devait fournir à son parasite, la production, en temps d'inflation, bondit. Comme l'on sait, le moteur de la production est le profit. Ce n'est pas quand les profits baissent que l'on est porté à accroître la dimension de son entreprise ou à en créer de nouvelles, ce n'est que quand ils s'accroissent. L'augmentation du profit provoque le désir de créer et, en même temps, en fournit les moyens.

Les périodes d'inflation sont donc des périodes de grande activité économique. Toute l'histoire récente le montre.

D'abord, celle de la France. Depuis la fin de la guerre nous n'avons pas cessé d'être en état d'inflation et de hausse des prix ; or depuis la fin de la guerre jusqu'à ce jour, l'activité économique en France a battu son plein : à peu près pas de chômage,

et à peu près pas de faillites. De même, après la première guerre mondiale, de 1918 à 1926, la France a passé par une période de grande inflation, et, en même temps, d'activité économique intense. Ce fut, sans doute, la période de la plus grande activité économique que la France ait connue depuis les débuts du capitalisme.

Même constatation, sous une forme quelque peu différente, pour l'Amérique. Les États-Unis n'ont trouvé comme moyen, pour sortir de la crise de 1929, que de produire artificiellement, en 1933, une hausse des prix, donc une réduction des dettes, par une dévaluation du dollar, c'est-à-dire par une mesure législative en vertu de laquelle le dollar correspondait à un poids d'or inférieur à celui auquel il correspondait précédemment.

Preuve **a contrario** : durant la guerre de 1914 l'Angleterre avait dû, elle aussi, émettre de faux billets de banque ; en conséquence les prix avaient monté, mais, aussitôt la paix revenue, le gouvernement britannique entendit redonner à la livre sterling son pouvoir d'achat antérieur en retirant les faux billets de la circulation ; il fit donc le contraire de l'inflation, il fit de la « déflation », ce qui comporte naturellement des conséquences inverses de celles de l'inflation : baisse des prix et alourdissement des dettes. Le résultat fut que l'Angleterre passa alors par la plus épouvantable crise économique de son histoire : deux et trois millions de chômeurs. Et cela exactement au moment où sa voisine et compagnon de victoire, la France, nageait dans la « prospérité ».

Nécessité de la réduction des dettes

La réduction des dettes par la hausse des prix apparaît donc comme utile. Mais il faut aller plus loin : cette réduction n'est pas seulement utile, elle est **nécessaire**.

Lorsqu'on parcourt l'histoire monétaire des siècles passés, on est frappé par le fait que — sinon l'inflation, car l'inflation étant l'émission de faux billets de banque n'a pu exister avant le billet de banque — mais des « manipulations » monétaires tendant au même but, c'est-à-dire à la diminution des dettes par la hausse des prix, sont l'une des caractéristiques les plus constantes de cette histoire.

L'intervention de l'État pour faire hausser les prix au moyen de changements dans la valeur des unités monétaires se constate dès le lendemain même de l'apparition de la monnaie.

Les historiens s'accordent généralement pour faire remonter la monnaie, c'est-à-dire l'existence de petites pièces de métaux précieux, revêtues d'un sceau apposé par l'État, au VII^e siècle avant notre ère, ou, tout au plus, à la fin du VIII^e siècle. Eh bien ! dès le début du VI^e siècle, soit guère plus d'un siècle, ou même peut-être moins, après que les premières monnaies aient été frappées on procède à une « réforme monétaire », celle de Solon.

Celle-ci est particulièrement intéressante, car elle servira de modèle à toutes les « réformes » postérieures.

Voici en quoi elle consista : l'unité monétaire d'Athènes était la drachme, et la drachme était, jusqu'à Solon, une pièce d'argent pesant 6 grammes 5 ; la réforme de Solon consista à édicter que la drachme ne pèserait plus désormais que 4 grammes 5. Mais, bien entendu, les nouvelles pièces étaient toujours des drachmes ! On se libérait donc valablement des dettes qu'on avait contractées en versant un nombre de drachmes égal à celui qu'on avait reçu, bien que chacune de ces drachmes ne pesait plus que 4 grammes 5, même si chacune de celles qui vous avaient été prêtées pesait 6 grammes 5 ; on avait ainsi sa dette réduite de près du tiers. Le paysan vendait sa récolte d'olives pour un plus grand nombre de drach-

mes qu'auparavant, car il n'avait pas de raison d'accepter pour ses olives un poids d'argent moindre qu'auparavant, mais, sur le produit de sa récolte, il ne donnait toujours à son créancier que le même nombre de drachmes.

Ce procédé fut employé d'une manière continue durant toute l'antiquité, notamment à Rome.

Que ce soit la vieille monnaie romaine, qui était en cuivre, ou la nouvelle, celle introduite par Sylla, qui était en or, ou l'intermédiaire, celle d'argent, toutes ces monnaies ne cessèrent de voir leur poids diminuer. Ainsi, l'as de cuivre, qui pesait 98 grammes au début, n'en pesait plus que 27 à la fin de la République, et, naturellement, c'était toujours un « as » ; on se libérait valablement d'une dette contractée en as en versant le même nombre d'as que celui que l'on avait reçu, même si, dans l'intervalle, le poids de l'as avait diminué. De même, l'aureus, qui pesait 11 grammes d'or sous Sylla, ne pesait plus sous Constantin, soit un peu plus de quatre siècles plus tard, que 4 grammes et demi. Pour l'argent, le procédé fut un peu différent : ce n'est pas tant le poids des pièces d'argent que leur titre qui fut diminué : sous Auguste, les pièces d'argent ne renfermaient que 20 millièmes de cuivre, deux siècles après, sous Septime-Sévère, elles n'étaient déjà plus que des pièces de cuivre qu'on avait trempées dans un bain d'argent, qu'on avait « saucées » d'argent, selon l'expression employée.

Au moyen âge et sous l'ancien régime ce fut la même chose, et même pire, car on systématisa et légalisa, pour ainsi dire, le procédé, au moyen de ce qu'on appela la « monnaie de compte ».

Voici en quoi celle-ci consistait : les contrats devaient être obligatoirement stipulés en certaines unités monétaires dites « monnaies de compte », telles que la livre, mais à ces unités ne correspondait point une pièce de monnaie déterminée, il n'y avait pas de pièces d'une livre, les pièces de monnaie réelle portaient d'autres noms, tels que « deniers », « écus », etc... ; et c'était la loi qui fixait combien il fallait de ces pièces de monnaie pour faire une livre ! Ainsi, en modifiant par une nouvelle loi la valeur de la livre, les souverains pouvaient augmenter ou diminuer à volonté la charge des dettes. Et ils ne s'en firent point faute ! Les édits portant modification de la valeur de l'unité de compte sont innombrables, surtout au moyen âge. Certains augmentaient la valeur de la livre, mais la plupart la diminuaient, de telle sorte que la livre qui, au temps de Charlemagne, était représentée par des pièces d'argent dont le poids total était d'une livre (une livre de cette époque, soit 400 grammes) arriva, par paliers successifs, à n'être plus représentée, à l'époque de la Révolution française, que par une pièce de un « franc », c'est-à-dire de 5 grammes d'argent.

Par conséquent — en admettant que la valeur du métal argent par rapport aux autres choses n'ait pas changé — les dettes furent, au cours de ces dix siècles, réduites des trois cent quatre-vingt quinze centièmes de leur valeur !

Lorsqu'un phénomène est aussi constant, qu'il se produit à peu près toujours dans le même sens et sans arrêt notable durant deux mille cinq cents ans, c'est évidemment ! qu'il correspond à un besoin profond, à une nécessité.

Quelle est cette nécessité ? C'est bien simple. La réduction des dettes est une nécessité parce que la charge que les dettes représentent atteindrait bientôt, si elle n'était pas réduite, un point où elle serait absolument insupportable. On ne travaillerait plus que pour payer les dettes. Il ne resterait plus rien aux producteurs ; tout irait aux rentiers.

On peut facilement s'en rendre compte par le petit jeu des intérêts composés — qui n'est point qu'un jeu. Proudhon a fait le calcul suivant : si quelqu'un place la somme de cent francs à 5 0/0 d'intérêts,

puis, qu'il replace les intérêts qu'il touchera, à 5 0/0, et ainsi de suite, et que ses héritiers en fassent autant, au bout de 600 ans ses descendants se trouveront en possession d'une somme de 100 trillions de francs, ce qui représente, dit Proudhon (il s'agit, bien entendu de francs Germinal) vingt fois la valeur de tous les biens de la Terre !

Il va de soi que les choses ne se passent pas exactement ainsi et que les bénéficiaires de revenus en dépensent une part pour la satisfaction de leurs besoins, mais ce calcul montre à l'évidence qu'il suffit qu'une très petite part des intérêts perçus soit « épargnée » et remplacée de nouveau pour que très rapidement il soit impossible à la production de fournir de quoi faire face au paiement des intérêts.

Proudhon en concluait : « La propriété est impossible ! » On peut dire, plus précisément, que la propriété n'est possible qu'à la condition d'être constamment détruite ; **l'expropriation est la condition même de l'existence de la propriété.**

En fait, la non-réduction des dettes par dépréciation de la monnaie est un phénomène exceptionnel qui ne dure jamais très longtemps et qui ne se constate qu'aux époques que caractérisent, d'une part, un grand développement des forces productives, et, d'autre part, une faible destruction des biens du fait de la guerre, deux choses qui, seules, peuvent permettre à la production de faire face, pendant quelque temps, au paiement des dettes.

Dans l'histoire de notre civilisation, il n'y a guère eu que deux périodes durant lesquelles la monnaie est restée relativement stable, c'est celle de l'âge d'or de la Grèce, celle qui a suivi immédiatement la réforme monétaire de Solon, et notre XIX^e siècle ; or, précisément, ce furent les deux plus grandes époques de développement technique et économique que l'histoire ait connues, et, en même temps, des époques de paix relative, durant lesquelles les guerres n'entraînèrent point de grandes destructions.

Utilisation politique

Accessoirement, la hausse des prix par abaissement de la valeur de l'unité monétaire peut avoir des conséquences d'un caractère plus spécialement politique.

Un bon exemple en est donné par la guerre de Cent Ans.

Le premier Valois, Philippe VI, avait été nommé régent du royaume pendant la grossesse de la veuve de son prédécesseur par une assemblée de « barons », c'est-à-dire des principaux nobles. Or les nobles avaient intérêt, non point à la réduction des dettes, mais, au contraire, à leur accroissement, car ils étaient créanciers et non pas débiteurs. En effet, au cours des siècles précédents, les serfs s'étaient « rachetés », c'est-à-dire qu'ils avaient obtenu de leurs seigneurs le droit de cultiver en hommes libres une partie du domaine seigneurial, à la condition de verser une redevance annuelle, un fermage. Naturellement, cette redevance était fixée en unités monétaires légales, en livres. En conséquence, tout « renforcement » de la livre, c'est-à-dire toute mesure édictant que désormais la livre correspondrait à un plus grand nombre de pièces d'argent, accroissait les revenus du seigneur au détriment de ceux des paysans.

Aussi, pour témoigner sa reconnaissance aux nobles qui lui avaient assuré l'accession au trône de France à l'encontre de ses concurrents (dont le roi d'Angleterre), Philippe de Valois, à peine devenu roi, ne trouva rien de mieux que de **doubler** la valeur de la livre : celle-ci, qui était jusque-là représentée par 43 grammes d'argent environ, devait être représentée désormais par 86 grammes ! Ce qui équivalait à doubler le prix des fermages !

Une telle augmentation était si exorbitante qu'elle ne put être maintenue. Néanmoins, la politique de

Philippe VI et de ses premiers successeurs tendit toujours à maintenir la livre aussi haut que possible, parce que la noblesse était, contre le roi d'Angleterre, le principal soutien de ses souverains.

Par contre, la politique monétaire de Charles VII, dès qu'il fut nommé régent du royaume, pendant la folie de Charles VI, fut exactement l'inverse : en trois ans, il diminua de plus des deux tiers la valeur de la livre, allégeant d'autant la charge des paysans.

La conséquence de ces deux politiques fut que, sous les premiers Valois, toute la paysannerie se souleva : c'est la jacquerie ; tandis que, sous Charles VII, c'est Jeanné d'Arc, c'est-à-dire le ralliement des paysans autour de la monarchie française.

Cela eut même des conséquences plus générales. La politique de Charles VII fut celle, dans l'ensemble, de ses successeurs : entre sa mort et la fin du XVI^e siècle, la livre se trouva réduite de moitié. Grâce à cela, le roi apparut de plus en plus comme le défenseur des débiteurs, c'est-à-dire du « peuple », en même temps qu'en appauvrissant les nobles, la réduction de la valeur de la livre lui permettait plus facilement de les mater. Et c'est ainsi que la monarchie féodale, où le roi n'était que le premier des seigneurs, put se transformer en une monarchie absolue dans laquelle le roi se situait au-dessus des nobles, et pouvait s'affirmer le représentant de la nation tout entière.

Entendons-nous bien ! Je ne voudrais point que vous me preniez pour un maniaque de la monnaie, qui explique tout par les variations de l'unité monétaire. Cela serait inexact. Je pense que le passage de la monarchie féodale à la monarchie absolue est dû à des causes bien plus générales et autrement profondes que des raisons monétaires. Ce que j'ai voulu simplement montrer, c'est que la dépréciation de la monnaie a été l'un des moyens utilisés pour effectuer ce passage, qu'elle a été, si j'ose dire, l'un des instruments de la « nécessité historique ».

LE POINT CRITIQUE DE L'INFLATION

Tels sont donc les effets de la dépréciation monétaire, dépréciation qui, aujourd'hui, sous un régime monétaire qui est basé avant tout sur le billet de banque, s'opère au moyen de l'émission de faux billets de banque, ou inflation.

Mais si l'inflation comporte de tels effets, elle ne les comporte que dans son premier stade, c'est-à-dire lorsqu'elle n'a pas encore pris un trop grand développement.

Il arrive, en effet, pour l'inflation, ce qui arrive à peu près pour tout. Lorsqu'elle est parvenue à un certain point, ses effets changent de sens ; « la quantité », pour employer le langage hégélien, « se transforme en qualité ».

Si un organisme est débilité et que vous lui administrez une petite dose d'arsenic, il s'en trouve immédiatement revigoré ; il n'y a pas de meilleur stimulant des fonctions vitales que l'arsenic. Mais si vous forcez tant soit peu la dose, l'arsenic devient poison : au lieu de fortifier l'organisme, il le tue.

Il en est de même pour l'inflation. Il est facile de se rendre compte pourquoi.

L'inflation, avons-nous dit, a pour conséquence d'exproprier les rentiers ; c'est une véritable machine à exproprier. Mais, lorsqu'il n'y a plus de rentiers, lorsque les rentiers ont été complètement, ou à peu près complètement, expropriés, et que, cependant, l'inflation persiste parce que l'Etat continue à dépenser plus qu'il ne touche, qu'arrive-t-il ? La machine à exproprier tourne à vide. Et vous savez ce qui arrive à une machine qui tourne à vide : elle s'emballé.

Il existe des biens, avons-nous dit, pour une valeur de 100 milliards. L'Etat émet 20 milliards de faux billets. Ceux entre les mains desquels sont distribués ces 20 milliards ont droit, dans la même proportion que les possesseurs des billets précédents, à une part

des biens existants. Tant qu'il y a des rentiers, la part qui va aux détenteurs de ces 20 milliards de faux billets est prise sur la part qui jusque-là allait aux rentiers. Mais lorsqu'il n'y a plus de rentiers ? Il faut bien alors que la part de ceux qui ne sont point rentiers, c'est-à-dire des producteurs, soit réduite. Autrement dit : diminution des profits. Or, de même que l'augmentation des profits stimule l'activité économique, leur diminution la réduit.

D'autre part, la production étant moindre, les recettes de l'Etat diminuent ; celui-ci se trouve donc dans la nécessité de faire appel à une émission accrue de faux billets pour faire face à ses dépenses, ce qui réduit encore l'activité économique, d'où nécessité d'un nouvel accroissement de l'inflation, et ainsi de suite.

Et l'on arrive alors à la situation que nous connaissons bien, celle que nous avons vue en Allemagne en 1923 et en Hongrie il y a trois ans.

La machine s'est emballée, et, comme toute machine emballée, elle finit par se rompre. La monnaie, qui est l'étalon des valeurs, a besoin, pour jouer son rôle, d'un minimum de stabilité ; si elle change de valeur de minute en minute, il n'y a plus d'étalon des valeurs, il n'y a plus de monnaie, c'est l'effondrement de la monnaie, et l'effondrement de l'économie elle-même, puisque, à notre époque, la monnaie est essentielle au fonctionnement de l'économie.

Eh bien ! — et c'est pourquoi tout ce que je viens de dire me paraît présenter un certain caractère d'actualité — il semble bien que nous sommes arrivés, en France, tout près de ce point critique de l'inflation, à partir duquel les effets changent de sens. Les prix sont maintenant à peu près vingt fois ce qu'ils étaient en 1938 ; en dix ans, les rentiers ont donc été expropriés des dix-neuf vingtièmes de leur avoir. Si importantes qu'aient été leurs créances, un vingtième de celles-ci ce n'est pas grand-chose. On peut donc penser que l'expropriation est bien près d'être totale. Et que, par conséquent, l'inflation, si elle continue, risque fort de fonctionner à vide, ce qui amènerait ce que nous venons de dire : effondrement du système monétaire, du franc.

Effondrement après lequel on ne voit pas très bien de quelle manière s'opérera la construction. L'expérience de l'Allemagne et de la Hongrie ne peut rien nous apprendre à ce sujet. C'est la charge des réparations dans le cas de l'Allemagne, la charge des frais d'occupation dans celui de la Hongrie, qui obligèrent ces Etats à recourir à l'inflation, afin de pouvoir couvrir la différence entre leurs recettes et leurs dépenses. La faillite de leurs systèmes monétaires amena les Alliés occidentaux dans le premier cas, la Russie dans le second, à réduire dans une proportion considérable leurs exigences, ce qui permit à l'Allemagne et à la Hongrie de ne plus avoir ensuite recours à l'inflation et de pouvoir construire ainsi un système monétaire stable. Mais, dans le cas de la France, il n'en est pas de même. Ce n'est pas pour faire face à des exigences extérieures que la IV^e République fait appel à l'inflation ; c'est simplement pour ses besoins personnels. Une faillite permet d'obtenir de la part des créanciers une réduction de ce qu'on a à leur payer, mais la France n'a pas de créanciers ! Par elle-même la faillite ne résoudrait donc rien. La honte qu'on en ressentirait pourrait tout juste être un stimulant pour faire prendre des mesures que jusque-là on n'avait pas voulu ou pas osé prendre ; sous l'aiguillon de la faillite l'Etat français se résoudrait-il à réduire drastiquement ses dépenses ? Ou bien l'Amérique acceptera-t-elle d'augmenter encore ses dons ? Ou bien se contentera-t-on de faire parcourir au nouveau système monétaire le même cycle que celui que parcourt actuellement le franc ? Mais cela est une autre histoire, et qui est le secret de l'avenir !

R. LOUZON.

Un manifeste de la Fédération de l'Education Nationale-Force Ouvrière

La Fédération de l'E.N.F.O. ne prendra pas l'initiative de rompre l'unité corporative — quoiqu'elle en sente toute la duperie —. Elle laisse à ses adhérents une pleine liberté quant à la possibilité d'adhésion aux syndicats autonomes. Mais elle avertit tous les syndicalistes de l'Enseignement que cette solution n'est provisoirement acceptable que s'ils se groupent — en marge des organisations autonomes — dans de puissants syndicats F.O., seuls capables de résister à la colonisation stalinienne, comme aux exigences d'idéologies respectables mais intransigeantes, et surtout à l'isolement corporatif favorisant les égoïsmes particuliers et opposant les multiples catégories et sous-catégories qui ne se sentent plus unies par une haute ambition sociale.

Fidèlement attachée à la défense de l'Ecole laïque, la Fédération exprime les plus sérieuses réserves quant à la collaboration sur ce terrain avec des éléments qui substituent le « cléricisme de parti » au cléricisme d'Eglise.

Elle affirme son attachement profond à la paix. Elle ne se résigne pas à la fatalité d'une guerre prochaine, pas plus qu'à la trompeuse sécurité d'une paix armée, garantie par des pactes et des alliances militaires. Elle dénonce cependant « le chantage à la paix » auquel se livrent ceux qui ont choisi délibérément le parti d'un impérialisme dont les responsabilités sont grosses dans « la montée des périls », dont les armements pèsent plus lourdement que ceux de toutes les autres puissances réunies, qui appuie sa force morale sur le mépris et la haine de l'étranger et sur une psychose de guerre à laquelle n'échappent ni les écoles ni les enfants. Elle déplore que la France se soit révélée incapable de prendre, dès la Libération, l'initiative d'une croisade pour la paix, qui aurait rétabli son prestige dans le monde, beaucoup plus sûrement qu'une utopique « politique de grandeur ».

L'unité syndicale peut et doit se réaliser au sein de la C.G.T.-F.O. Il faut que celle-ci apparaisse de plus en plus comme totalement dégagée de toute influence partisane, de toute politique gouvernementale. Il faut que ses représentants ne soient en toutes circonstances que les mandataires de l'organisation syndicale. Il faut que la plus grande liberté compatible avec la discipline nécessaire règne dans son sein. Il faut qu'elle revivifie les saines traditions fédéralistes du vieux syndicalisme français, que le bureau confédéral et la commission exécutive encouragent, favorisent et soutiennent les initiatives et les actions spontanées des fédérations, des unions et des syndicats.

Il faut que, par tous les moyens en son pouvoir, par sa propagande à la base, par ses appels aux syndicats demeurés autonomes, par des démarches directes auprès des représentants de ceux-ci, la C.G.T.-F.O. apparaisse avec de plus en plus de netteté comme le seul centre de rassemblement possible pour tous les travailleurs libres, pour tous les syndicalistes, fermement attachés — quelles que soient leurs tendances particulières — à l'indépendance du mouvement syndical, de son organisation, de son action, de ses idées et de ses hommes.

La Fédération espère que parallèlement à ce regroupement syndical national, se poursuivra la reconstitution d'une véritable Internationale syndicale, fondée sur la double base des centrales nationales et des Secrétariats professionnels internationaux. Elle décide de prendre immédiatement toutes les initiatives nécessaires pour faciliter l'union des éducateurs de tous les pays, dans l'esprit d'indépendance de l'enseignement à l'égard des gouvernements et des partis qui justifie son existence et inspire son action. Qu'il s'agisse de l'Internationale syndicale ou de l'union internationale des éducateurs, la Fédération ne peut envisager des contacts, d'entente et de liaison permanente qu'avec des organisations et des syndicats, fonctionnant selon les règles démocratiques, où l'adhésion soit libre et la liberté d'opinion de chacun respectée.

CHRONIQUE OUVRIÈRE ITALIENNE

Deux nouveaux faits, encore qu'ils n'aient pas un caractère syndical, ont eu tout récemment une certaine résonance dans les milieux prolétariens. Il s'agit de la crise du parti socialiste des travailleurs italiens (P.S.L.I.) et du pacte Atlantique. Ce phénomène est dû à la situation actuelle où n'existe plus de séparation entre la politique et le mouvement ouvrier : le parti communiste a confondu les deux domaines ; il n'y a plus ni démarcation, ni limites, ni confins. Togliatti a été promu, à l'époque de l'attentat, chef, et même grand chef, de la classe ouvrière.

En même temps l'effritement, l'hémorragie du mouvement ouvrier se poursuit et s'aggrave, mais ceux qui forment la *chiourme*, l'équipage du navire confédéral en détresse, ne s'en rendent pas compte — ou feignent de ne pas s'en rendre compte — alors que la raison des dissensions, la mauvaise herbe du scissionisme envahit tout et tous.

LA CRISE DES SARAGATIENS

Il y a évidemment une droite et une gauche au P.S.L.I. comme partout ailleurs, et sans doute quelque cellule détachée, destinée à troubler les eaux saragatiennes. Une interpellation du député Leopardi, à l'occasion d'un conflit entre police et ouvriers qui avaient occupé une usine, dirigée contre le ministre de l'Intérieur, a provoqué la démission de Saragat du ministère, et déchaîné une furieuse polémique, aujourd'hui éteinte. La demande du secrétaire du parti, au sujet de la solution de la crise : « Faut-il, oui ou non, demeurer au gouvernement ? » sera tranchée par un congrès extraordinaire qui se tiendra à Rome en juin prochain. Entre temps les représentants saragatiens demeurent au ministère et tout se poursuit comme auparavant. Les spéculations des social-communistes sont devenues vaines, leur espoir s'est évanoui, comme neige au soleil.

LE PACTE ATLANTIQUE

Cette guerre froide devait aboutir à quelque chose de positif ; il était inévitable que tous ceux qui craignaient l'agression s'unissent. Le pacte Atlantique a aussitôt été qualifié de front antibolchevique, de pacte de guerre, de conjuration contre la Russie, d'imitation du pacte d'acier signé par le ducé ; on oubliait que la mise en marche de la machine guerrière nazi-fasciste avait entraîné le pacte de non-agression germano-russe.

A propos du pacte Atlantique s'est déchaînée la plus grande campagne politique qui, de la part des communistes, ait jamais été organisée sur le plan de la rue et du parlement. Les organisations ouvrières, la C.G.T. devaient constituer la masse de manœuvre de l'état-major communiste. Le truc de l'agitation spontanée de la base fut essayé, mais la comédie fut rapidement démasquée.

A la réunion de l'Exécutif confédéral, convoqué pour la circonstance, le vice-secrétaire confédéral, député Errico Parri, fut obligé d'abandonner la séance, en raison de l'intolérance des stalinien. La proposition de grève générale contre le pacte Atlantique, déjà acceptée, fut retirée, malgré les montagnes de télégrammes que la majorité s'était fait envoyer de tous les coins d'Italie. Il fut décidé de publier un grandiloquent manifeste, approuvé par les seuls social-communistes. Le représentant des saragatiens, Bianco, qui l'avait accepté, se refusa par la suite à le signer.

Le pacte fut approuvé par la Chambre des députés par 342 voix contre 170, après une séance

qui dura 40 heures, et dont la conclusion fut une partie de boxe grâce à laquelle se réveillèrent les parlementaires somnolents.

PARTIS POUR L'AMERIQUE...

Cependant qu'au parlement et dans les rues on se battait pour ou contre le pacte, Canini, vice-secrétaire confédéral ; Rocchi, pour le courant confédéral républicain ; et Giulio Pastore, secrétaire général de la Confédération démochrétienne, partaient pour les Etats-Unis, pour participer à la réunion qui doit préparer la naissance d'une nouvelle organisation syndicale internationale, en opposition à la Fédération Syndicale Mondiale désormais manœuvrée par les communistes.

Il est évidemment inadmissible qu'une même confédération ouvrière soit représentée dans deux organismes internationaux distincts, destinés à se heurter et à se combattre. C'est une situation qui ne peut durer, et qui, aujourd'hui ou demain, devra être sans doute assainie par une nouvelle scission !

L'EFFRITEMENT

Nous avons déjà dit que les élections aux commissions internes (comités d'entreprise) revêtent l'aspect de véritables batailles électorales, avec tracts, réunions, meetings, listes de candidats, etc. Tout est mis en œuvre, par les communistes ; pour demeurer au pouvoir, par les autres pour chasser les premiers des postes de commande.

Rapportons les résultats de quelques luttes pour les élections des commissions internes, qui se mènent parallèlement au travail scissionniste pur et simple, à la création de nouveaux syndicats et de nouvelles fédérations.

Au syndicat provincial des employés de banque de Milan, qui fut la forteresse social-communiste, les élections ont donné 1.887 voix à la liste démochrétienne camouflée ; 1.337 aux communistes et 1.080 aux socialistes, alors qu'autrefois les démochrétiens ne présentaient pas de candidats.

A Gênes, parmi les travailleurs de l'industrie électrique, les saragatiens, républicains et indépendants ont obtenu 508 voix ; à Savona, 147 voix ; à La Spezzia, 223 voix contre 189 au P.C.

Nous pourrions allonger la liste, mais cela suffit pour démontrer qu'il y a quelque chose de changé dans le fonctionnement syndical. Des positions qui semblaient inattaquables sont ébranlées. Cela indique que nous allons vers un changement de l'orientation syndicale.

Evidemment, cette situation n'est pas favorable au tandem social-communiste Santi-Di Vittorio. Dans certaines régions, comme en Aponanie, les socialistes nennistes ont fait bloc avec les saragatiens et les républicains, contre les communistes, à l'occasion des élections pour les commissions internes. Et les communistes ont été mis en minorité.

Ce sont là d'autres symptômes qui montrent qu'une fraction des socialistes nennistes désire lors des consultations ouvrières faire cavalier seul.

Il s'agit d'un travail méthodique qui, lentement, prépare, à travers des désillusions et des défaites, l'ambiance propice pour jeter les bases d'une véritable unité prolétarienne. Ce but est celui que doit s'assigner la Constituante syndicale, de laquelle nous aurons l'occasion de parler dans une prochaine chronique.

Rome, 21 mars 1949.

L'HOMME DE LA RUE.

LETTRES

Une lettre de Berlin Notre camarade G. Styr-Nhair a reçu d'un de ses correspondants de Berlin une lettre dont nous reproduisons les passages suivants :

Berlin, le 13 mars 1949.

Je suis depuis quatre jours au lit avec un gros refroidissement; je n'ai donc pu retravailler que dix jours depuis mon dernier malaise. Comme notre bureau est mal chauffé et qu'il ne possède pas de double fenêtres, le vent s'y engouffre; c'est ainsi que j'ai choppé un gros rhume. Il n'y a pas autre chose à récolter en restant toute la journée immobile avec les pieds glacés. Tu vois que le bon temps où la « petite dactylo » avait les pieds au chaud chez les occupants » est passé. Les occupants économisent le charbon, dans leurs services du moins (parce que dans leurs appartements, c'est autre chose). Et comme ils sont mieux nourris que nous, la résistance au froid ne leur manque pas. Mais nous, Allemands, ne pouvons tenir le coup. J'étais tous ces derniers temps à bout de force et ça ne s'améliore pas. Ma mère est également très épuisée et ne peut plus aller faire ses achats. Comme je m'absente assez souvent, je crains qu'on ne me congédie; ma santé doit pourtant passer avant tout.

Le seul rayon de soleil dans ces sombres jours furent tes colis. Tes pastilles et confitures sont arrivées à point, car j'ai l'impression que c'est le manque de vitamines qui me rend patraque. Merci pour tout. Mais les réceptions et envois de paquets sont de plus en plus difficiles, car il y a dans la S.-Bahn (grand métro) des contrôles continuels et les paquets renfermant des vivres ou des journaux des secteurs occidentaux sont confisqués. De plus en plus charmant...

J'ai lu ton article dans la R.P. avec grand intérêt et le trouve bon. J'y reviendrai tout à l'heure.

J'ai bien reçu tes deux lettres. Je puis répondre à quelques-unes de tes questions, j'ai d'ailleurs déjà répondu précédemment à d'autres. Je t'envoie un article documentaire sur les personnes « kidnappées ». L'organisation dont tu parles s'appelle « Kampfgruppe gegen Unmenschlichkeit » (Groupe de combat contre l'inhumanité) et a son siège à Berlin-Grunewald, Hohmannstrasse 4. Ce groupement organise des réunions sous le slogan « Schweigen ist Selbstmord » (se taire est un suicide), mais il a à se débattre avec les pires difficultés, étant donné que beaucoup d'anciens détenus (des rescapés des camps de concentration de la zone soviétique - Note du traducteur) se refusent souvent au dernier moment à parler en public, par crainte de nouvelles persécutions ou de représailles contre des membres de leur famille. A ma connaissance, cette organisation n'a pas encore publié de brochure. Le meilleur serait que tu t'adresasses directement au responsable, le Dr Rainer Hildebrandt, en expliquant à quelles fins tu as besoin de ces informations. Mais il ne les donne qu'avec beaucoup de prudence, parce que sa vie est en jeu et qu'il a souvent affaire à des espions.

La personne qui m'a donné ce renseignement m'a conseillé aussi la plus grande prudence, parce que le pavé de Berlin est en ce moment « très brûlant »... Je suis de très près la presse, mais ce n'est pas simple, parce que le voyage à W. est soumis au plus sévère contrôle, particulièrement en ce qui concerne les journaux.

Parlons maintenant de ton article. Il éclaire d'une très vive lumière la situation en hiver 1946-47, et, en le lisant, nombre de souvenirs sur cet épouvantable hiver me sont revenus à l'esprit. Je voulais récemment t'écrire que les misères de l'hiver 1948-49 ne sont pas les mêmes que celles de l'hiver 1946-47. Mais l'hiver finissant a été cependant assez rude pour obliger les vieilles gens à se réfugier dans les halls publics chauffés à leur intention pour ne pas mourir de froid chez eux. Car personne n'a plus de charbon de la répartition. Or, il peut encore faire froid en mars.

Aujourd'hui j'ai chauffé ma chambre, mais je ne peux m'offrir plus de deux à trois briquettes. Et je fais encore partie des gens privilégiés. Il y a quelques jours je n'avais plus que quatre briquettes sur le balcon! Par hasard on nous a fait connaître un marchand de charbon qui en vendait à 13 West-marks les 50 kilos. M. K. est allé nous en chercher deux sacs. Tu vois où mes marks occidentaux, si durement gagnés, s'en vont. Ma mère (en principe propriétaire rentière - Note du traducteur) n'a plus un pfenning. Si l'hiver 1946-47 a été comme tu l'écris, dominé par le froid et la faim, l'hiver 1948-49 a été placé sous le signe du blocus et de la réforme monétaire.

Bien que l'hiver n'ait pas été froid jusqu'à maintenant, il a cependant causé beaucoup de souci aux Berlinoises. L'élévation des rations alimentaires pendant les mois de novembre-décembre nous a bien aidés et contribué à faire baisser les cours du marché noir; mais la question chauffage a été à s'arracher les cheveux! Jusqu'à présent nous avons reçu pour tout l'hiver 25 livres de charbon et un décistère de bois, non par personne, par ménage. Je te le répète: par ménage! Et actuellement MM. les Commandants discutent pour savoir s'ils doivent encore nous octroyer 40 livres de charbon (cette requête de la municipalité de Berlin a été officiellement repoussée - n. d. t.). Très bien! Cela fait partie des inconvénients du pont aérien. Mais c'est tout de même un peu trop... Si ce hiver avait été plus rude, c'eût été une catastrophe, et pour beaucoup c'est déjà une catastrophe.

Dans le secteur oriental, les gens ne savent que faire de leur charbon (ils en auraient en effet reçu 1.800 kilos par ménage - n.d.t.) et nombre de gens qui ont des amis dans le secteur oriental, et qui veulent y risquer le voyage malgré les contrôles de la police de Markgraf, vont chercher du charbon par demi-sac. Les 50 kilos coûtent 16 marks orientaux, aussi bien dans le secteur que dans la zone soviétique, et sont revendus dans les secteurs occidentaux de 13 à 15 marks occidentaux (le mark occidental vaut 3,30 à 4 marks orientaux - n.d.t.). Beaucoup d'étudiants vont ainsi habiter dans le secteur oriental et revendent leur ration de charbon en marks occidentaux pour payer leurs études. Le mark oriental est pour nombre de gens une bonne affaire et ils souhaitent que les deux marks continuent d'exister. Ils considèrent le mark oriental comme la monnaie utilitaire, avec laquelle on paie les choses nécessaires à la vie telles que les loyers, le gaz et l'électricité, les transports, une partie des affranchissements postaux, tan-

dis qu'ils réservent l'autre pour s'offrir des choses de luxe ou des vivres, quand ils ne l'emploient pas, comme nous les « sans-courant », à se payer des chandelles et du pétrole, et surtout du charbon et du bois.

La misère par manque de ressources est très grande. L'oncle G. est actuellement dans une très mauvaise posture, car il a 65 ans et ne travaille que par à-coups et gagne peu. Qui veut employer un bonhomme de cet âge, en une période où le chômage est si intense ? Ainsi la misère s'installe chez ces parents de plus en plus. Ils n'ont pu acheter au noir ni bois ni charbon, car leur fils poursuit ses études et ne gagne de ce fait non plus rien. Avant la Noël, le pauvre vieux a travaillé chez un marchand de bois. Il devait casser 25 caisses par jour, soit 2,5 stères. Pour cela, il recevait une caisse de bois, soit un décistère ! Comme il n'a déjà plus que la peau et les os, il est presque tombé d'épuisement et depuis ce temps-là il ne peut plus rien faire. Malgré cela, il ne perd pas courage et cherche toujours à entreprendre quelque chose. Sa femme, ma tante M., a actuellement le cœur très malade : faiblesse... Récemment, comme elle était grippée et n'avait pas de feu chez elle, elle a voulu aller chercher quatre briquettes chez Lotte. Mais elle s'est évanouie en pleine nuit dans la rue et y restée étendue jusqu'à ce que quelqu'un passe et la porte chez elle. Actuellement leur fils, mon cousin l'étudiant, s'aventure, au prix des plus grosses difficultés, dans le secteur soviétique, pour ramener du charbon. Il n'en continue pas moins à préparer son examen, avec le ventre creux.

Tout cela n'est qu'une petite illustration de la vie berlinoise en cet hiver 1948-49, sous le signe du blocus. Si je n'avais pas mon emploi, je me trouverais dans la même situation que tous ces gens. Car on ne peut plus se procurer des ressources en vendant des choses de valeur : personne n'a plus d'argent pour cela. C'est pourquoi je suis si triste de devoir manquer si souvent au bureau, car les gens à la recherche d'un emploi grouillent. Mais que faire ? D'abord me soigner ! Le cas de mon oncle n'est nullement un cas isolé, c'est le sort de milliers.

Par conséquent tu le vois : que ce soit l'hiver 46-47 ou l'hiver 48-49, Berlin doit toujours se débattre et ne trouve jamais de repos. C'est ce qui nous différencie de l'Allemagne de l'Ouest, où l'on a repris goût à la vie et préfère ne pas parler de Berlin. Dans la zone russe, les gens luttent silencieusement, tandis qu'à Berlin on fait un peu plus de tapage. C'est pourquoi on n'a jamais le temps de s'ennuyer, car le Berlinoise ne se laisse jamais imposer un U ou un X et clame sa façon de penser.

Ce que tu dis dans le dernier alinéa de ton article, touchant le danger d'une croisade germano-soviétique, m'a fort intéressé, mais je ne partage nullement ta façon de voir. Si tu vivais encore ici et entendais les gens de la « zone du silence », tu aurais la même opinion que moi, à savoir que cela ne se produira jamais. On y a certes de nombreux griefs contre les Occidentaux, mais tout le monde communie dans l'antipathie pour le bolchevisme russe. Ce que ces gens ont vécu et continuent à vivre leur a suffi. C'est un système qui leur rappelle trop fortement les nazis, et bien que dans l'Ouest de l'Allemagne un néo-nazisme menace de s'étendre, personne ne veut rien savoir du totalitarisme russe.

La R.P., F.O. et le syndicalisme révolutionnaire

Il est normal que l'on discute sur les conséquences de la scission confédérale et les possibilités du regroupement syndical.

Il est normal que nos amis de l'Enseignement, particulièrement sensibles aux réactions des ouvriers de la base, comptent parmi ceux qui n'ont pas encore abouti à des conclusions définitives (car les militants syndicalistes ne peuvent se résigner à l'autonomie de leurs syndicats — position d'attente, refuge provisoire).

Leur inquiétude, leur impatience, leur passion les honorent, même lorsqu'elles provoquent quelque injustice. Nous n'hésitons donc pas à publier trois lettres d'amis de l'Enseignement, les deux premières assez sévères à notre égard, la troisième encourageante.

Par souci de clarté et d'exactitude, insistons de nouveau sur quelques précisions :

1° La R. P. n'a pas pris position, n'avait pas à prendre position pour F.O. Les membres du noyau de la R. P. ne sont pas tous partisans de F. O., ceux qui en sont partisans n'ont pas tous la même opinion sur l'avenir et les possibilités de F. O. On ne trouve dans nos colonnes ni mots d'ordre, ni formules impératives, ni formalisme, ni conformisme. Mais, quelle que soit son opinion sur le regroupement syndical, aucun rédacteur de la R.P. n'a renié les idées syndicales et révolutionnaires qui inspirent notre effort et qui nous unissent depuis près de 25 ans ;

2° Il n'y a pas de tendance « F. O. », si l'on entend par tendance une volonté nette d'orientation du mouvement ouvrier. Certains dirigeants actuels de F. O. s'obstinent sans doute dans un réformisme légaliste, une timidité conservatrice, condamnés dans la R. P. par ceux qui se sont prononcés pour F. O., dès la scission. Il faudrait perdre l'habitude de confondre une organisation syndicale avec un parti politique ou un cénacle d'intellectuels. Il ne faut pas simplifier le débat en se déterminant uniquement sur les idées et les hommes de la tête. A cet égard, aucune confusion n'est possible entre la C.G.T. et F. O. Celle-ci est au parti communiste ce qu'une « démocratie populaire » est à l'U.R.S.S. Celle-ci n'est certes pas suffisamment dynamique, elle n'est cependant ni colonisée ni monolithique. L'opposition entre le bloc anglo-saxon et le bloc stalinien ne relève que de la rhétorique formelle.

Se prononcer pour F. O. c'est condamner la « grève gestionnaire » !? Allons donc ! La formule était incluse dans la Déclaration d'Angers, une des premières manifestations de la minorité F. O. Nous hésitons à l'adopter ? Avons-nous donc fermé nos colonnes à ceux qui voulaient la lancer ?

Dans les Côtes-du-Nord, les partisans de F. O. seraient de pâles socialistes, assez peu syndicalistes et pas du tout révolutionnaires. Dans d'autres départements, les instituteurs socialistes sont opposés à l'adhésion à F. O., peut-être parce qu'une action sur le plan confédéral pourrait gêner les ministres de leur parti.

Un camarade de l'Ecole Emancipée — ordinairement mieux inspiré — exprimait dernièrement deux arguments-massues contre l'adhésion à F.O. : la présence de Jouhaux (n'était-il pas à la tête de la C.G.T.?), et le manque de démocratie dans la Fédération syndicaliste des P.T.T., où la minorité est brimée. Nous ne nous risquons plus à nous immiscer dans ce conflit interne, que nous avons déjà évoqué. Mais — à côté d'éléments de même tendance que l'« Ecole Emancipée » — cette minorité des P. T. T. ne compte-t-elle pas des partisans de Jouhaux qui n'ont rompu avec les staliniens qu'au lendemain de la scission confédérale ? On abuse

vraiment dans la simplification du problème...

3° Répétons-le. On peut être d'accord sur l'orientation générale du mouvement syndical et ne pas s'accorder sur la meilleure formule de regroupement syndical. On veut bien croire qu'aucun de nos amis de l'Enseignement n'accepte la cristallisation du syndicalisme universitaire dans l'autonomie. Comme il n'est pas question de rejoindre la C.G.T. colonisée — deux solutions restent possibles. L'adhésion immédiate ou retardée à F.O., ou le développement d'un mouvement qui videra les deux centrales au profit d'une C.G.T. unique, conforme à nos désirs. On peut espérer cette deuxième solution, on peut la souhaiter. On peut au contraire la juger chimérique ou aventureuse, on peut craindre qu'elle n'aboutisse qu'à la formation d'une nouvelle centrale. L'expérience nous instruira les uns et les autres.

R. H.

D'UN CAMARADE DE POITIERS

« La Révolution prolétarienne » pourrait jouer un grand rôle dans la renaissance du syndicalisme qui doit s'accomplir. Bien que, pour l'instant, la température ouvrière soit au plus bas (fruit d'erreurs sans nombre et d'une gravité certaine), elle pourrait, par ses articles, préparer le terrain pour le renouveau d'une pensée syndicaliste vraiment révolutionnaire.

Or que voyons-nous dans la R.P. ? La plupart des camarades, adhérant à une Centrale qui, pourtant, a clairement démontré, par son action (ou plutôt son manque d'action), qu'elle n'était ni révolutionnaire ni prolétarienne. Refuge d'une couche supérieure d'ouvriers et d'employés, qui s'illusionnent profondément sur la valeur des avantages qu'ils peuvent obtenir, la C.G.T.-F.O. essaye de perpétuer, dans une économie capitaliste en pleine décadence, une conception corporative et réformatrice du syndicalisme qui ne peut que la vouer à la catastrophe.

Je reprocherai à la « R. P. » d'appuyer une F.O. qui ne peut, ni rallier la majorité des travailleurs, ni même — et surtout — une minorité révolutionnaire. Ce n'est pas avec les Centrales présentes que l'on peut faire le regroupement syndicaliste, car elles n'ont précisément rien de syndicaliste, et, même sur le plan corporatif, leur action quotidienne n'apporte aucune victoire à nos camarades, victoire qui pourrait nous redonner confiance en nous-mêmes. Cette faillite présente explique le repliement des ouvriers qui n'ont plus confiance dans les organisations qu'ils ont créées, et qu'ils n'ont pas su garder pour eux-mêmes, mais qu'ils ont laissé dominer par des bonzes réformistes ou totalitaires, en tous les cas esclaves.

Si vos idées générales dérivent du syndicalisme révolutionnaire, il semble qu'il y ait un hiatus entre ces idées et vos réactions vis-à-vis des problèmes actuels. Un seul exemple : la grève gestionnaire. Vous semblez assez hésitants, alors, qu'à mon avis, c'est peut-être généralisé — un des rares moyens qui s'offrent à nous, à l'époque actuelle, pour que le prolétariat retrouve une conscience d'autonomie qui lui fait si cruellement défaut présentement.

En réalité, si vous avez infléchi votre position vers le réformisme, c'est à mon avis par suite de votre conception pratique de la lutte contre le stalinisme. En effet, tout se tient, et le mouvement syndical fut-il dix fois plus politisé qu'il ne l'est actuellement, les syndicalistes libres seront finalement écrasés s'ils n'expriment pas clairement ce que sent confusément la masse et s'ils ne se décident à passer à

l'action. Ce n'est pas par l'abstention vis-à-vis d'une grève, par exemple, qu'on peut l'empêcher d'être politisée, car alors nous ne pourrions plus prendre part à aucun mouvement, et ceux-ci se détermineraient entre clans qui n'ont rien à voir avec le syndicalisme.

En conclusion, il faut voir que les ouvriers sont seuls et ne peuvent trouver leur force qu'en eux-mêmes, et par la lutte quotidienne contre leurs propres oppresseurs. A l'occasion de cette lutte, ils sont à même de juger leurs « défenseurs » ou prétendus tels, et de forger leurs propres organisations, qui n'auront rien à voir avec les Centrales présentes, lesquelles sont incapables de mener une action quelconque à bonne fin, à plus forte raison d'œuvrer pour l'émancipation du prolétariat.

Même chose sur le plan international. J'ai de sérieux doutes au sujet de la suite qui sera donnée à l'éclatement de la F.S.M., car l'éventuelle Internationale syndicale « libre », ne sera, je le crains bien, qu'une réplique de F.O. en France, plus ou moins liée au bloc anglo-saxon et au plan Marshall...

D'UN CAMARADE DES COTES-DU-NORD

Lecteur de la « R.P. » depuis une vingtaine d'années, je lis avec intérêt diverses rubriques, dont celle de Louzon. Depuis la scission, les nombreux articles — sans contrepartie — favorables à F.O. me heurtent !

La revue s'intitule toujours syndicaliste révolutionnaire. Or les dirigeants de F.O. (Jouhaux, Neumeyer, etc...) ne sont plus des révolutionnaires. Et pas davantage la grande majorité des adhérents. Chacun juge d'après ce qu'il connaît ; les partisans de F.O. — peu nombreux en notre section syndicale de l'enseignement — sont tous de pâles socialistes, assez peu syndicalistes et certainement pas révolutionnaires.

D'UN CAMARADE DE LA HAUTE-VIENNE

En vous adressant le montant de mon abonnement, je tiens à vous encourager à persévérer dans la voie que vous vous êtes tracée.

Il ne faut pas se dissimuler que les staliens, en s'affublant du masque pacifiste, réussissent à rouler pas mal de gens qu'on aurait pu croire plus avisés. C'est pourquoi il faut redoubler d'efforts pour les démasquer. Or les autonomes ne leur opposent qu'une résistance insignifiante. M.-L. Cavalier s'obstine à vouloir collaborer avec les « syndicats » des démocraties populaires. Il n'est pas jusqu'à Valière qui ne paraisse croire que la F.S.M. était une force de paix !

Et quel étrange silence sur l'action pacifiste du S.N. à la veille de la dernière guerre ? On semble en rougir. Pourtant si l'on justifie la croisade des démocraties contre l'Allemagne hitlérienne, on justifie du même coup une croisade éventuelle des mêmes démocraties contre la Russie stalinienne. Et si au contraire l'on condamne cette croisade, il faudrait peut-être rendre justice à ceux qui l'ont combattue et que l'on a frappés comme traîtres !

L'affaire Thevenon devrait être le prélude d'une révision de l'épuration partisane. Dans ma section l'épuration a été jusqu'à présent un sujet « tabou ». Je vois avec plaisir que d'autres sections se réveillent enfin. Est-il concevable que presque toute la presse syndicale ait gardé le silence sur les centaines d'affaires Dreyfus que nous vaut l'épuration, quand elle n'a pas expressément approuvé l'injustice ?

Autour de l'affaire Thevenon

LE SYNDICAT DES INSTITUTEURS DE LA LOIRE ACCUSE
LE DEPUTE STALINIEU PATINAUD DE FAUX ET DE CALOMNIE

Notre ami Thevenon va-t-il être réintégré ? Une lettre du ministre de l'Education nationale à Henri Barré, sénateur de la Seine, du 17-3-49, nous le laisse espérer. Cette réparation, qui doit avoir un effet rétroactif, sera due essentiellement à l'action énergique du Syndicat des Instituteurs de la Loire.

Sans doute la haine stalinienne ne désarme-t-elle pas, et use-t-elle encore des moyens les plus ignobles contre un militant syndicaliste. Mais nos amis de la Loire ne sont pas de ces gens distingués, dont les mains ne se dégagent que pour tremper dans la cuvette de Ponce Pilate. Ils ont pris au collet le calomniateur Patinaud, député stalinien de la Loire.

Par lettre du 7 mars, lettre reçue le 8 mars, après avoir été lue dans « Le Patriote » du même jour, M. Patinaud dit au syndicat :

1° Que Thevenon a des responsabilités dans la mort de deux militants syndicalistes de l'U. D., de 1939 : Claudius Delorme et Aimé Perrier ;

2° Que Thevenon fut le principal témoin à charge lors du procès des militants de l'U. D. à Clermont, qu'il fut piteux à l'audience, mais que sa déposition à l'instruction fut une délation, une calomnie haineuse et devint la base essentielle du réquisitoire ;

3° M. Patinaud rappelle les souffrances endurées par les détenus à Riom, tandis que Thevenon et son ami Arnaud, abattu par la suite par les patriotes, faisaient des cours à l'école syndicale pétaïniste ;

4° M. Patinaud se demande si l'on bat le rappel des anticommunistes pour rendre possible la troisième guerre mondiale ;

5° M. Patinaud pense que son rappel était indispensable pour que les instituteurs puissent se déterminer en toute connaissance de cause, après avoir été exactement informés, et il renouvelle cette affirmation que Thevenon est responsable de la mort de Delorme et de Perrier.

La commission exécutive, réunie le 10 mars, répond ceci à M. Patinaud :

Monsieur le député,

Nous avons reçu votre lettre du 7 mars, après l'avoir lue dans « Le Patriote ».

Vous affirmez que Thevenon est responsable de la mort de deux camarades syndicalistes de l'U.D. de 1939. Un conseil syndical extraordinaire, réuni le 24 février, a jugé qu'une telle affirmation était un faux et une calomnie.

Au conseil syndical du 24 février, pas une de vos affirmations n'a été produite par aucun des instituteurs présents, un appel à tous les témoignages ayant été fait au préalable. Le compte rendu sténographique en fait foi.

Il ressort, au contraire, ceci du conseil syndical :

1° La commission exécutive de l'époque a fait confiance à Thevenon pour aller déposer au procès de Clermont dans un sens favorable aux accusés. Le conseil syndical fut unanime pour faire cette constatation (moins une abstention) ;

2° Jugeant sur des faits et des textes, entendant des témoignages, le conseil syndical constatant que personne n'apportait une preuve contre Thevenon, l'a déclaré **non-coupable** pour son attitude au procès de Clermont (unanimité moins 14 abstentions sur plus de 60 votants). Nous citons parmi ces faits et ces textes : des comptes rendus de permanences syndicales de l'époque, des coupures de journaux du 11 mai 1940, le fonctionnement bien connu de la justice répressive où les condamnations sont faites d'avance, une lettre de M^r Le Griel, votre avocat. Mais le compte rendu sténographique des débats

contient bien d'autres choses... et qui vous surprendraient sans doute, monsieur le député ;

3° Par un vote d'unanimité, moins douze abstentions et une voix contre, le conseil syndical a déclaré que la commission exécutive de l'époque avait eu raison de faire confiance à Thevenon et que pas un membre de cette commission exécutive, Thevenon compris, ne portait une responsabilité quelconque dans l'arrestation, la détention, l'accusation, le jugement et la condamnation des camarades syndicalistes de l'U.D. ;

4° Nous sommes d'accord avec vous, M. le député, pour nous élever contre la répression anticommuniste qui frappa durement des militants ouvriers en 1939-1940, et contre les traitements dont ces militants furent victimes pendant leur détention. Les procédés qui leur furent appliqués suffisent à juger un régime et nous nous élevons contre tous les régimes, quels qu'ils soient, de dictature policière et d'oppression fasciste. Mais condamner ces exactions est une chose. Dire que Thevenon en partage la responsabilité en est une autre, et vous affirmez sans démonstration la responsabilité de Thevenon, alors que le conseil syndical des instituteurs, au cours d'un débat de 5 heures, durant lequel des camarades de toutes tendances syndicales se sont exprimés, n'a établi aucun lien entre deux choses que vous associez délibérément. Il fut d'ailleurs curieux de constater l'absence à ce C. S. de certains camarades qui avaient violemment formulé les mêmes accusations que vous dans des assemblées syndicales précédentes ;

5° Il est exact que Thevenon a fait des cours à l'école syndicale de Terrenoire. Un camarade cégétiste est venu avec ses notes qui remontaient à 1943. Nous relevons dans la déposition de ce camarade, en nous référant au compte rendu sténographique : « Je dois à Thevenon ma culture syndicale, révolutionnaire, en tout cas cégétiste ».

Nous vous rappelons aussi, M. le député, que cette école de Terrenoire reçut la visite officielle, après la Libération, d'une délégation ouvrière comprenant : René Arnaud, de l'U.D. ; Buard, de la municipalité de Saint-Etienne, et notre secrétaire Giry. Les cadres du Centre de Terrenoire, après la Libération, étaient cependant les mêmes que du temps de Pétain depuis 1943. Cette visite officielle était une reconnaissance de l'activité résistante de l'École de Terrenoire (camouflage de juifs et d'un déserteur de l'armée allemande, présence de F. T. P. F.) ;

6° Rassurez-vous, M. le député, nous ne battons pas le rappel des anticommunistes pour une troisième guerre mondiale et nous pouvons nous expliquer amplement sur notre opposition nette à tout bloc impérialiste ;

7° Vous désirez que les instituteurs se prononcent en toute connaissance de cause ? Ils l'ont fait le 24 février, M. le député, et leurs conclusions sont diamétralement opposées aux vôtres. Ils l'ont fait après des informations, et non sur des affirmations dont vous voudriez qu'ils se contentent.

Il reste de tout ceci que les affirmations que vous reprenez ont été démenties. Il reste de tout cela que Thevenon est notre réhabilité. Nous le défendons contre qui que ce soit.

Veillez agréer, M. le député, l'assurance de nos sentiments foncièrement syndicalistes.

Pour la Commission exécutive :

Le secrétaire :
J. GIRY.

LA C.G.A. ET LES PROBLÈMES AGRICOLES

L'organisation du syndicalisme agricole, ses problèmes, ses luttes internes, sont assez peu connus dans le monde syndical ouvrier.

Née les 20 et 21 octobre 1944, la Confédération Générale de l'Agriculture fut engendrée d'en haut, sous le patronage ouvert du gouvernement d'alors, représenté par un ministre de l'Agriculture, M. Tanguy-Prigent, socialiste. Ceci n'a aucune commune mesure avec les origines de la C.G.T.

On attribue souvent à la C.G.A. ce qui est le fait de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) qui n'est qu'une partie de la C.G.A. et y représente les syndicats paysans, au sens courant du mot.

La C.G.A., en effet, groupe à la fois les syndicats proprement dits, et les organismes économiques non revendicatifs : Coopération agricole, Mutualité agricole, Crédit agricole. Il apparaît de suite que les idées, les soucis, le personnel, sont différents et que la C.G.A. est un organisme composite où s'atténue le syndicalisme de base, et où s'exerce assez aisément la pression gouvernementale, mais l'épine dorsale reste la F.N.S.E.A.

Celle-ci comprend tous les exploitants, employeurs ou non, ceux qu'on appelle suivant les régions, cultivateurs ou paysans.

Mais ceux des exploitants qui sont des employeurs ont la surprise de retrouver à côté d'eux — ou en face — à la C.G.A. leurs ouvriers groupés en une vigoureuse Fédération des ouvriers agricoles, adhérente, soit à la C.G.T., soit à la C.F.T.C.

On verrait mal, dans un même organisme syndical, patrons et ouvriers : c'est pourtant ce qui existe à la C.G.A., où ils sont un peu prisonniers les uns des autres, et prisonniers également des artisans que sont les petits cultivateurs.

D'un autre côté, dans la F.N.S.E.A., qui est en somme la véritable centrale syndicale, on trouve, à côté de l'organisation par départements et cantons (la commune a été avec raison jugée trop petite) une organisation par production : blé, betterave, lait, légumes, vin, etc. Et comme à la C.G.T. où la lutte fut longue entre les unions et les fédérations, il y a divergence entre les syndicats à base locale, plus sociaux, plus confus, plus politiques, et les grandes associations spécialisées, plus économiques, et surtout plus précises et mieux armées.

Mentionnons encore qu'à la C.G.A. figure aussi la Fédération des syndicats d'ingénieurs, techniciens, cadres administratifs et employés de l'agriculture. Et aussi un groupe des Jeunes Paysans.

Les initiateurs de la C.G.A., Tanguy-Prigent et un certain nombre de résistants, pas tous cultivateurs, virent boudier les vieux syndicats agricoles et eurent aussi à lutter contre les restes du corporatisme agricole imposé par Vichy, et que ces vieux syndicats avaient subi sans enthousiasme.

Pour intéresser toute la masse paysanne à la nouvelle organisation et faire plébisciter son œuvre, Tanguy-Prigent eut la générosité, ou la maladresse, lors des premières élections régulières, de donner le droit de vote à tous les cultivateurs, adhérents ou non, si bien que les cadres de l'origine, qui s'étaient souvent nommés eux-mêmes, furent remplacés, dans une forte proportion, par des tard-venus, qui étaient souvent de vieux routiers du syndicalisme agricole, ainsi dédouanés, ou les successeurs qu'ils s'étaient choisis.

Ce fut une sorte de Journée des Dupes, et l'or-

ganisation s'élargit par sa droite, les réticences des syndicats conservateurs étant provisoirement levées. Mais nul ne sait si certains ne gardent pas une idée foncièrement opposée à la structure sociale de ce syndicalisme nouveau.

Le congrès qui suivit les élections prit position contre le cumul des fonctions syndicales et des mandats législatifs. Les communistes étaient visés, et Waldeck Rochet plus spécialement. Le degré de sincérité n'était pas très grand car, depuis, on a vu l'an dernier le président même de la C.G.A., M. Brousse, prendre place au Conseil de la République comme sénateur de la Meuse, suivi de nombreux autres syndicalistes de la majorité. Evidemment, ils durent abandonner leurs postes syndicaux, mais préparer des succès législatifs tout en occupant des fonctions syndicales, c'est exactement du cumul non échu, mais escompté.

La prépondérance socialiste et communiste éliminée, plus par lutte sourde des sommets que par volonté consciente de la base, la Fédération des Exploitants fit face aux problèmes économiques, à travers les oppositions politiques. Si le secrétaire général de la C.G.A. est resté Philippe Lamour, socialiste, celui des Exploitants est Blandelle, que ses adversaires ont empêché de représenter ses mandants au Conseil économique, pour avoir été conseiller national de Vichy, et qui est ouvertement anticommuniste. L'influence M.R.P. avait permis de remplacer le personnel de Tanguy-Prigent. Mais d'autres militants de droite furent P.R.L., d'abord, et maintenant surtout R.P.F. Il est certain que l'arrivée de de Gaulle, qu'ils n'ont pourtant guère soutenu durant l'occupation, leur apporterait plus de satisfaction qu'aux ouvriers agricoles. Voici pour la politique.

Quant à l'économique, c'est la structure paysanne tout entière qui est en cause : petite exploitation où vitote une famille, ou grosse ferme avec matériel et personnel salarié. C'est aussi la nature du sol : Bassin parisien, au sens géographique du mot, avec le Nord, le plateau lorrain, le Bourbonnais, le Berri, ou bien régions granitiques, ou montagneuses, ou riches : Bretagne, Massif Central, Alpes, Pyrénées, Sud-Ouest. C'est aussi l'histoire : la limite de l'influence germanique avec cultures organisées par village, avec thamps en long, tandis que le vieux fond celtique tient à son domaine d'un seul tenant, avec la maison au milieu. Et c'est aussi la dernière occupation, si on excepte sa zone littorale, qui amena un peu plus de cohésion et de tenue dans la zone Nord, et un marché noir moins intense, alors qu'en zone Sud l'influence des tenants de Vichy conduisait plus rapidement à une démoralisation économique.

En fait, les régions fertiles à culture progressiste ont fourni au pays la grosse partie des produits de base de l'alimentation, taxés par le ravitaillement, tandis que les petites fermes ont surtout nourri la famille de l'exploitant, le surplus étant dans une forte proportion vendu directement au consommateur, hors contrôle. D'où une prospérité monétaire différente. D'où aussi l'illusion, en petite culture, que tout allait bien, et pour longtemps, alors qu'il ne s'agissait que d'un palier dans la lente et irrémissible évolution de la petite culture, qui meurt par insuffisance de production à mettre sur le marché, en face des productions de masse des régions nouvellement ouvertes à l'agriculture extensive dans le monde entier. Contre cette concurrence, la grande culture française

se défend par de meilleurs rendements unitaires, et une extension qui ne cesse pas.

Il faut avoir entendu un délégué des métayers du Sud-Ouest leur déclarer : « Vous, vous défendez le produit, mais nous, nous défendons l'homme ! » Oubliant, en toute sincérité, que le prix du produit est le salaire de l'homme, même s'il est tout petit cultivateur. Et le paradoxe peut aller plus loin : il y eut un moment, en 1945, dans ces régions, des cultivateurs partisans du blé bon marché, parce qu'ils n'en voulaient pas faire pour le Ravitaillement, qui achetaient le pain du gouvernement, et payaient au contraire leurs fermages à un taux proportionnel au prix du blé. Un tel illogisme ne pouvait leur permettre de conserver longtemps un rôle influent.

Au contraire, le fait de livrer à des prix taxés, quelquefois assez avantageux, d'autres fois très strictement calculés, le blé, la betterave, le lait, la viande et même le vin, a maintenu la grande culture dans une « forme » technique meilleure, et dans une plus saine appréciation des possibilités futures.

Sa situation reste forte quant au fond. Il est vraisemblable que ses liquidités sont généralement insuffisantes, malgré l'aisance d'il y a quelques années. Mais elle s'est équipée en moyens de travail, tracteurs, outils, camions, ses terres sont en ordre, elle arrondit ses parcelles par achat ou échange, elle parle assez haut.

Et pourtant, une des grandes questions du dernier congrès, ce fut la défense de l'exploitation familiale. La grande culture s'y intéresse, quoiqu'elle en soit la négation. Mais elle est obligée de reconnaître que les solutions techniques et économiques, qui valent pour une partie de la France, ne sauraient valoir telles quelles, immédiatement et absolument pour le reste du pays. Il y a peut-être calcul politique, les petits cultivateurs étant, avec les ouvriers agricoles, cinquante fois plus nombreux que les gros exploitants. Mais il n'y a pas plus de calcul que chez les communistes, qui se sont faits les champions de l'exploitation familiale, et dont chacun sait que, après avoir défendu le petit paysan, ils le forceront, le pouvoir pris, à disparaître dans les kolkhoses et sovkhoses. Toute cette question en trompe-l'œil, des deux côtés, pour s'agréger le syndiqué de base ou l'électeur.

Malgré cette équivoque, la C.G.A. a pourtant donné au syndicalisme agricole une allure plus démocratique. Il faudrait rappeler que le premier président de la corporation, M. de Guébriant, à qui on attribue la propriété de fermes par centaines, ne s'est pas vu confirmer dans ses fonctions lors des premières élections, sous Vichy qui l'avait nommé, et fut remplacé par un cultivateur, un gros exploitant, c'est entendu, mais un exploitant tout de même. C'était mieux qu'un riche propriétaire exploitant. La C.G.A. continua dans le même sens, et renforça la législation « corporative » du fermage : taux, sécurité d'occupation, droit d'option en cas de ventes, tout y est favorable au producteur lui-même.

Depuis sa création, elle a vu se constituer l'Association générale des Preneurs de baux ruraux (A.G.P.B.R.), où les socialistes et communistes restent influents, qui a le nombre et lutte pour les fermiers et les métayers. C'est une épine laissée par Tanguy-Prigent dans le talon de ses successeurs.

Il y a aussi l'Association des Bailleurs, l'A.G.B.B.R., qui groupe ceux qui accordent le bail, mais à la condition expresse qu'ils soient exploitants ou anciens exploitants, à l'exclusion des propriétaires purs. Elle n'est qu'un contrepoids, surtout théorique, et il arrive que les plus gros

exploitants, étant seulement fermiers, et non encore propriétaires, soient amenés à prendre position contre les abus de la propriété foncière.

Ces gros fermiers ont d'ailleurs leurs propres difficultés, qui les rendent plus compréhensifs. Ils ont été d'accord pour la grève des achats, qui vient de se dérouler. La motorisation leur coûte cher ; elle rend disponibles pour la production de vente les surfaces qui étaient réservées à la nourriture du bétail de trait, et contribue à engorger le marché national, et rend l'exportation bientôt indispensable. Mais, en dollars, nos prix intérieurs sont élevés, et l'exportation n'est possible, le plus souvent, qu'à des prix inférieurs à ceux du marché national, donc presque inconcevable pour l'individu isolé. Il y faudrait une péréquation, syndicale ou d'Etat. Là-dessus, on se divise.

Ce n'est pas un petit étonnement que d'entendre le président de l'Association générale des Producteurs de Blé déclarer qu'il voudrait voir, dans ce domaine, le syndicalisme remplacer le gouvernement. Alors que, chez les petits producteurs, on demande un prix différentiel pour le blé, en s'adressant à l'Etat, qui semble avoir encore devant lui de bien beaux jours.

Voilà donc, en un cours tableau, l'économie rurale française et sa C.G.A.

Renferme-t-elle des capitaines d'industrie ? Non. Ce sont plutôt de petits patrons, obligés de manier de très gros investissements, chargés de frais assez lourds, et bientôt dans l'insécurité quant à leurs ventes : ils ne sont ni Renault, ni Kuhlmann, ni même la S.N.C.F. ou l'Electricité de France. Et à côté d'eux, ou plutôt à l'autre bout de l'échelle, de tout petits producteurs, à l'échelle artisanale, qui, les jours de pessimisme, voient l'avenir sous la forme de l'éviction, de la place d'ouvrier agricole ou industriel, ou d'employé subalterne des grandes administrations de l'Etat ou de monopole.

XXX.

AUX MILITANTS OUVRIERS

A TOUS CEUX QU'INTERESSENT LES
QUESTIONS SOCIALES

Le 18 mars dernier s'est tenue la réunion inaugurale de l'Institut français d'Histoire sociale. Cette création répond à un besoin. Chacun sait combien les « papiers sociaux » : brochures, tracts, manuscrits disparaissent rapidement au feu de l'action. Chacun sait aussi combien les guerres provoquent de destructions dans ce domaine, les autodafés personnels n'étant pas moins nombreux que les incendies allumés par les bombes. Aussi quelques historiens français, G. Bourgin, directeur honoraire des Archives nationales, E. Dolléans, professeur à l'Ecole de la France d'outre-mer, G. Lefebvre, E. Labrousse, P. Renouvin, E. Cornaert, etc... ont-ils songé à ouvrir une maison où de tels documents puissent trouver refuge.

L'appel que nous lançons aujourd'hui vise un triple but. Tout d'abord faire savoir aux militants ouvriers qu'un Institut existe où ils peuvent adresser la brochure, le tract, la collection de journaux, la lettre à contenu social dont ils acceptent de se séparer. Ensuite leur dire que notre Institut — le leur — ne reçoit aucune subvention officielle et que leur cotisation sera la bienvenue. Enfin leur demander de devenir des correspondants fidèles en signalant au secrétaire tout renseignement qu'ils jugeront utile de lui soumettre.

J. MAITRON.

Siège provisoire de l'Institut : aux Archives nationales où nous avons déjà recueilli les papiers laissés par A. Dunois et la riche bibliothèque sociale de P. Delesalle.

Adresse du trésorier : F. Bourgin, Saint-Rémy-lès-Chevreuse (S.-et-O.). Cotisation annuelle : 200 fr.

Adresse du secrétaire : J. Maitron, 117 bis, rue A.-Silvestre, Courbevoie (Seine).

La guerre en Indonésie

UNE ACTION PREVUE ET FATALE

L'attaque militaire contre la République indonésienne opérée le 18 décembre surprit le peuple néerlandais. On sait que tôt ou tard l'attaque se produirait. Les milieux conservateurs, réactionnaires et capitalistes dès le début de la première action militaire, et certainement aussi après la cessation de celle-ci avaient agi systématiquement en ce sens. Cependant les négociations et multiples déclarations du parti du Travail entretenaient l'illusion que l'on s'orientait vers une solution pacifique. Ce qui semblait contredit par le renforcement continu des troupes néerlandaises ; l'information unilatérale et le ton, de plus en plus âpre, des conversations avec la République. Mais le gouvernement des Pays-Bas, jusqu'au jour de l'attaque, laissa croire qu'il ne voulait pas d'action militaire.

Pourtant certains ne s'y trompaient pas. Les deux grands hebdomadaires progressistes : « De Groene Amsterdammer » et « Vrij Nederland » et surtout l'hebdomadaire indépendant socialiste « De Vlam » avaient signalé avec ténacité l'évolution dangereuse des événements.

Dans son numéro du 14 août 1948, immédiatement après la constitution du cabinet actuel de Drees, « De Vlam » écrivait, en se basant sur la composition du gouvernement, que celle-ci était une déclaration de guerre à la République indonésienne. Et pourtant, il ne connaissait pas dans les détails l'histoire de cette formation. Il apparut bientôt, que la réouverture des opérations militaires avait été la question la plus importante discutée lors des négociations entre les partis.

Nous aurons l'occasion d'esquisser la situation des partis aux Pays-Bas. Il suffira ici de signaler que les catholiques présentèrent comme revendication que le docteur Van Mook, lieutenant gouverneur général, soit remplacé par leur ancien président du Conseil, le docteur Beel, et que le ministère des Possessions d'outre-mer ne soit plus occupé par un social-démocrate mais par un catholique aux tendances corporatistes, M. Sassen. Pour rendre ces nominations acceptables par le parti du Travail, on offrit à M. Drees le poste de président du Conseil.

Il faut à ce propos, pour éviter un malentendu, préciser le sens de ce terme de président du Conseil. Cette fonction n'a pas aux Pays-Bas la même valeur qu'en France. Il n'est que président du Conseil des ministres et selon la constitution son autorité ne se distingue pas de celle des autres ministres. L'Indonésie, comme Suriname (Guyane hollandaise) et les Antilles néerlandaises (Curaçao, Bonaire, etc.) ont été annexées conformément à une formule bien précise de la constitution des Pays-Bas. Un nouveau règlement des rapports de notre pays avec ces territoires entraîne une modification de la loi constitutionnelle qui peut être votée en première lecture, par la majorité absolue des députés. Mais la constitution prescrit qu'immédiatement après ce vote, le Parlement doit être dissous, de nouvelles élections doivent être organisées et qu'ensuite

le changement de constitution pour être légal doit être voté à la majorité des deux tiers.

Sous le prétexte que la base du cabinet constitué par des catholiques et des social-démocrates ne pouvait pas fournir cette majorité de deux tiers, les catholiques insistèrent pour que l'on étende la formation vers la droite, par l'acceptation d'un libéral et d'un protestant conservateurs. C'est donc dans ce sens-là que s'opéra la formation du cabinet. Il faut signaler à ce propos que les conservateurs aussi bien les libéraux que les protestants désiraient la reprise des opérations militaires et ils menèrent leurs campagnes électorales dans ce sens.

On pouvait donc tirer cette conclusion de la substitution du docteur Beel (l'homme qui avait préparé la première action militaire et qui l'avait déchainée) au docteur Van Mook, et de l'élargissement de la base gouvernementale, que la nouvelle campagne militaire ne dépendait plus que du choix du moment convenable.

Ce moment approchait, il devait être fixé avant le 1er janvier 1949. Car l'accord de Linggadjati, conclu en novembre 1946, renouvelé par l'accord de Renville en janvier 1948, avait fixé la date du 1er janvier 1949 pour la transmission de la souveraineté des Pays-Bas à l'Indonésie.

Il est bon d'avoir cela présent à l'esprit, pour préciser la responsabilité des événements. La République indonésienne, tenant compte de cette date, souhaitait que les négociations se déroulent assez rapidement pour opérer la transmission des pouvoirs en temps voulu. Par contre les colonialistes hollandais avaient intérêt à faire traîner les pourparlers en longueur et à les troubler afin qu'avant le 1er janvier 1949 une situation critique serve de prétexte aux opérations militaires.

Dans ces conditions, les erreurs commises par la République indonésienne apparaissent comme secondaires, d'autant plus qu'il s'agit d'un Etat en formation. Ce qui est vrai, c'est que le gouvernement des Pays-Bas a exploité ces erreurs, qu'il les a même provoquées pour avoir le prétexte d'une intervention armée.

Ce qui vient d'être dit ne constitue pas une étude après coup. Nous avons décrit cette évolution dans « De Vlam » semaine par semaine ; il est donc inadmissible que les porte-parole du gouvernement des Pays-Bas répandent cette idée qu'à l'exception des communistes le peuple hollandais tout entier soutient le gouvernement. Nous répétons à ce propos, que non seulement « De Vlam » mais aussi « De Groene Amsterdammer » et « Vrij Nederland » ont continuellement manifesté leur inquiétude à ce sujet.

EMULES D'HITLER

Le déclenchement des opérations militaires fut annoncé par radio le samedi 18 décembre 48 à 23 heures. La propagande hollandaise à l'étranger chercha à créer l'impression que l'intervention militaire était nécessaire parce que la situation était devenue intenable.

Cette argumentation repose sur trois points : la souveraineté néerlandaise s'étendant au territoire de la République indonésienne, les violations de territoire, l'impuissance du gouvernement de la République indonésienne à maîtriser ses propres militaires.

A remarquer que le gouvernement hollandais a joué dans cette affaire le double jeu. Pour faciliter l'intégration dans le Bénélux, dans l'Union de l'Europe occidentale et la conclusion du pacte Atlantique, il déclare inévitable l'abandon d'une partie de la souveraineté néerlandaise. Ce sont surtout les chefs social-démocrates qui propagent cette idée. Ils le font d'autant plus qu'ils sont actuellement ralliés aux conceptions des fédéralistes européens.

La question des violations de territoire se présente aussi curieusement. Le gouvernement affirme que les républicains indonésiens ont systématiquement pénétré dans le territoire occupé par les Pays-Bas et qu'ils ont tué des fonctionnaires collaborant avec la Hollande. Il prouve par là que l'appareil militaire hollandais n'arrive plus à maintenir l'« ordre » dans le territoire placé sous son contrôle. Et son indignation des réactions qu'il provoque contre les collaborateurs ressemble à celle des occupants allemands pendant la guerre.

Finalement, passons aux « puissances militaires agissant dans la coulisse ». Le gouvernement hollandais reproche ici à la République des événements qui peuvent se produire du côté néerlandais à un degré aussi élevé sinon plus. Les militaires hollandais jusqu'à ce jour ont saboté toute intervention offrant une possibilité d'accord. Ils ont organisé sur une grande échelle des camps de concentration pour Indonésiens ; ils ont exécuté des campagnes d'« épuration », par exemple dans les Célèbes méridionales, qui ne le cèdent en rien aux cruautés les plus barbares des SS de Hitler ; ils ont rendu hommage au commandant qui exécuta ces opérations ; ils ont laissé étouffer dans un train près de Bondowoso des prisonniers de guerre. (Un comité de dames coloniales demande la grâce de certains coupables punis très modérément et parmi lesquels ne se trouvent pas les véritables auteurs.) A Pakisadji ils ont érigé en méthode systématique l'incendie de « dessas » (communautés paysannes populaires) ; c'est là un des rares faits que nous avons pu connaître. Ils agissent là comme les Allemands l'avaient fait à Lidice et à Putten.

Mais la plus scandaleuse mesure prise par les militaires c'est l'internement des chefs républicains, conformément à la meilleure tradition colonialiste. En même temps le délégué hollandais auprès du Conseil de Sécurité avait reçu l'ordre de déclarer que ces chefs jouissaient d'une parfaite liberté de mouvement.

Ce n'est donc pas par hasard que tous les rapports de la « Commission des bons offices des Nations Unies » sont défavorables aux Néerlandais. Il est honteux de constater qu'en Hollande ces rapports sont systématiquement présentés comme des bagatelles, des tentatives ont même été faites pour les discréditer, en disant que les observateurs militaires et autres se seraient livrés à des excès sexuels et alcooliques. Une cause doit être bien mauvaise pour être soutenue par une telle « argumentation ». Hitler aussi dans ses discours a insulté Churchill en le traitant d'ivrogne.

Ces manifestations si indécentes et si grossières qu'elles soient révèlent l'« esprit » qui règne ici. Il y a certes des différences de nuances mais pas d'opposition de principe.

REACTION DES ORGANISATIONS OUVRIERES

Les socialistes, surtout ceux groupés autour de « De Vlam », qui les avait mis en garde contre la reprise des opérations militaires avant le 1er janvier 1949, ne furent pas surpris par les actes de violence du 18 décembre. Ils avaient été, en outre, avertis par l'indiscrétion d'un député conservateur protestant qui, le 11 décembre, dans une petite ville de province, à Leerdam, avait annoncé que la campagne commencerait le jour même « suivant le plan ». Ce député, M. Beerhinck, dit ceci : « Je crois pouvoir affirmer que si le gouvernement, dans les circonstances présentes, ne commençait pas une nouvelle opération de police ou ne la poussait pas à fond, la fraction parlementaire des chrétiens historiques devrait lui retirer sa confiance. »

Sur l'initiative de « De Vlam », le dimanche 19 décembre, on convoqua d'urgence une assemblée le soir même, au cours de laquelle on forma le Comité « Vrède in Indonesie » (Paix en Indonésie). « De Vlam » publia un manifeste répandu à 100.000 exemplaires, tandis que le comité d'Amsterdam organisa une grande réunion publique à laquelle assistèrent quelques milliers d'ouvriers et d'intellectuels.

On constitua de multiples comités locaux et des réunions se tinrent à Rotterdam, à La Haye et dans beaucoup d'autres localités de moindre importance. Le 23 janvier ces comités locaux établirent une liaison internationale afin de donner la plus grande efficacité à la campagne menée contre la politique gouvernementale.

On va certes se demander quelle fut l'attitude des deux partis ouvriers, le parti du Travail (P.v.d.A.) et le parti communiste (C.P.N.), ainsi que celle des deux centrales syndicales non confessionnelles, la Centrale syndicale unitaire (E.V.C.) et l'Union des Syndicats néerlandais (N.V.V.).

Le parti communiste se trouvait dans une position très difficile. Il venait de soutenir l'insurrection de Madioen, machinée par le stalinien Moesso, qui revenait justement de Moscou ; il avait insulté les chefs de la République en les présentant comme des agents de l'impérialisme américain. Il lui était donc difficile de prendre parti pour le gouvernement républicain lorsque les opérations militaires furent déclenchées. Il se déroba le plus possible. La Centrale syndicale unitaire, qui est liée à ce parti, ne savait pas, elle non plus, quelle attitude adopter.

Constatation importante démentant un des « bobards » répandus par le gouvernement à savoir que la République indonésienne serait un rempart du communisme. A ce propos signalons que toute cette histoire caractérise bien la position des Pays-Bas face à la République. Auparavant Sukarno et ses amis furent présentés comme étant des « larbins du Japon » et des « fascistes ».

En portant un jugement sur la politique du parti du Travail, il faut faire une différence entre les déclarations officielles des leaders du parti et l'opinion du plus grand nombre de ses membres. En effet, tandis que la grande masse des ouvriers hollandais n'eut pratiquement pas de réactions, l'agression suscita une grande émotion dans les rangs du parti du Travail.

Il va de soi que la direction du parti, responsable de l'exercice du pouvoir et de la coalition actuelle soutient toujours la politique gouvernementale. Toute intervention de l'opposition

se manifestant à l'extérieur du parti est passée sous silence ou réprimée.

Pourtant la direction du parti a été forcée de convoquer un congrès extraordinaire au cours duquel, malgré une insuffisante préparation et une information unilatérale, un grand nombre de délégués (un tiers) ont désapprouvé la conduite du gouvernement. En outre, c'est une résolution de l'ex-ministre Vos qui fut adoptée, elle contenait en peu de mots un désaveu de sa conduite. Ce qui est symptomatique de la confusion qui régna dans le congrès. Il convient de noter, pour caractériser l'attitude de la direction du parti, que le président Koos Vorrin, sur ordre du gouvernement néerlandais, se rendit le soir même en avion auprès du membre norvégien du Conseil de Sécurité pour essayer de le convaincre que la politique gouvernementale était appuyée par le parti du Travail. Si la tentative de Vorrin n'avait pas échoué, rien de cette belle manœuvre n'aurait transpiré.

Nous n'examinerons pas ici la singulière conception de la démocratie au sein du parti, qui pousse à cette conduite. Il suffit de constater que les leaders du parti déclarent qu'ils sont « personnellement responsables » et qu'ils ne se laissent pas lier par les décisions du parti.

Le mouvement syndical moderne, le N. V. V., (Union des Syndicats néerlandais) a également fait des siennes. Il y a quelques années, son secrétaire Van der Lende avait déclaré dans un meeting auquel assistaient 40.000 personnes que le N. V. V. emploierait l'arme de la grève contre les opérations militaires. Cette fois la direction syndicale accepte que M. Ad. Vermeulen se rende en Amérique pour convaincre les dockers et les marins américains de renoncer à une campagne de grève contre les opérations militaires hollandaises! Rôle honteux, pour ne pas dire trahison de ces dirigeants syndicaux.

LES CAUSES DE L'ENTETEMENT NEERLANDAIS

L'impérialisme colonialiste n'explique pas complètement la politique hollandaise. Certes, il joue un rôle important dans ce conflit. On constate en effet la hausse de plus de 20 % des cours des fonds des Indes néerlandaises dès que fut annoncée l'action militaire. Mais quelques autres aspects méritent d'être examinés attentivement.

Grâce à la possession de la riche Insulinde, les Pays-Bas vivaient depuis longtemps dans des conditions bien supérieures à celles de leurs propres ressources. Il est vrai que cette position commençait à être ébranlée par suite de l'industrialisation de l'Extrême-Orient, du Japon, de l'Inde et de l'Indonésie elle-même, industrialisation née de la première guerre mondiale et favorisée par la grande crise mondiale des années qui suivirent 1930. L'Indonésie ne pouvait donc plus continuer à être uniquement une possession à exploiter à tous les points de vue. Mais les grandes fortunes hollandaises, la position des Pays-Bas en tant que puissance d'investissement continuèrent à être déterminées par la possession de l'Indonésie. Nous signalerons à ce propos que la politique du gouvernement hollandais exilé à Londres a toujours tenu compte de cette possession et de la valeur économique qu'elle représentait.

Cette possession entraînait non seulement une grande richesse pour la classe sociale dirigeante. Elle déterminait également le bien-être

des classes moyennes, des fonctionnaires coloniaux et des employés rattachés aux entreprises créées en Indonésie. Ce qui permettait à « l'intelligentsia » hollandaise de conquérir des situations outre-mer ou de travailler dans la métropole auprès des grandes firmes des Indes néerlandaises. En outre, par rapport aux pays environnants, il était possible d'établir un standard de vie relativement élevé pour la classe ouvrière.

La Hollande s'est trouvée appauvrie à la suite de l'occupation allemande. Les épargnants ont dû, pour une grande part, perdre leurs actions américaines. L'hinterland allemand — cette autre source du bien-être hollandais — exerçait son influence aussi bien à cause de notre position de pays de transit que par notre rôle de fournisseur en produits de l'agriculture et de la pêche; cet hinterland continue à être éliminé pour nous, étant donné les déplacements qui se sont opérés dans la situation de l'économie mondiale, on peut se demander si jamais l'économie néerlandaise retrouvera ses positions anciennes.

La densité de la population hollandaise est une des plus élevées du monde. Les Pays-Bas doivent donc chercher les moyens de restaurer leur économie. Nous avons vu qu'on ne peut guère s'attendre à une renaissance rapide de l'hinterland allemand. L'accroissement de la population contraint de recourir à l'industrialisation; mais dès maintenant se manifeste un écart important entre les possibilités d'investissements et le niveau de vie en général aux Pays-Bas. L'écart s'accroît encore en raison des exigences du réarmement aussi bien pour la guerre d'Indonésie que pour la participation à l'Union de l'Europe occidentale. Une nouvelle crise mondiale projette dès maintenant son ombre (voir par exemple de Fr. Sternberg : *The coming crisis*. Il va de soi que dans la métropole, les puissances, dont le bien-être a toujours été déterminé par la possession des colonies, aspirent à une restauration aussi rapide que possible de leur pouvoir d'exploitation.

Dès l'âge scolaire la conscience du Hollandais est dominée par la notion de « nos » possessions coloniales. En outre les investissements dans les fonds des Indes néerlandaises profitent aux petits épargnants.

Si donc nous reconnaissons que le conflit avec la République est la conséquence des intérêts impérialistes de la Hollande, et si d'autre part nous acceptons la thèse marxiste sur la division des classes, nous pensons cependant que ces vérités appellent ici une interprétation nuancée, particulièrement dans l'étude des partis politiques.

LES PARTIS DEVANT LA GUERRE D'INDONESIE

En Hollande, les rapports entre partis politiques se distinguent sur plusieurs points de ceux des autres pays et il est certain qu'ils sont plus difficiles à esquisser, que ce sont souvent des tendances confessionnelles qui jouent le rôle principal.

Le parti le plus important est celui des catholiques populaires, c'est-à-dire un parti de catholiques romains. Il comporte toutes les catégories sociales, unies par la religion catholique. Toutefois, il aille extrêmement réactionnaire et nettement colonialiste s'en est détachée il n'y a pas longtemps, formant un

parti nouveau sous la direction de l'ancien ministre des colonies. Ce parti est fort surtout dans le sud des Pays-Bas. Il compte parmi ses membres des industriels, de gros commerçants, des agriculteurs et des ouvriers. Et naturellement des intellectuels et des fonctionnaires. La lutte des classes, qui, sans aucun doute, existe à un très haut degré dans ce parti, se livre aux dépens des ouvriers. Une tentative faite par la social-démocratie après la libération pour atteindre les masses ouvrières catholiques a échoué parce que celles-ci proclamèrent qu'elles ne pouvaient soutenir qu'un gouvernement de catholiques. Lorsque, au moment des élections, l'évêque recommanda de voter pour le parti catholique populaire, ce fut l'échec total des tentatives de percée social-démocrate. Des idées corporatistes, pour ne pas dire fascistes, hantent les têtes des catholiques dirigeants de ce pays, particulièrement celles de MM. Romme, chef du groupe parlementaire, Kortenhorst, président de la Chambre, et Sassen, ministre des Territoires d'outre-mer.

Le second parti est le parti du Travail. Il est issu de la fusion de l'ancienne social-démocratie et des partis chrétien, protestant et libéral progressiste, ainsi que de quelques groupes isolés de catholiques. De tout temps la social-démocratie néerlandaise se situait le plus à droite dans l'Internationale; mais depuis sa transplantation dans le parti du Travail, elle a mis au rancart, tant en théorie qu'en pratique, les principes socialistes tels que l'expropriation de la classe possédante, la socialisation des moyens de production, la lutte de classes, élevant à la hauteur d'un principe un opportunisme sans scrupule. Ce n'est pas médisance car les chefs du parti le proclament journalièrement.

Quant à la structure sociale du parti du Travail elle s'est également modifiée depuis la fusion. Il est vrai qu'il continue à compter un certain nombre d'ouvriers parmi ses membres, mais l'élément petit-bourgeois et intellectuel s'est fortement accru. Ce qui a favorisé le glissement vers la droite, c'est pourquoi de nombreux socialistes n'ont pas suivi le parti du Travail, et nous trouvons maintenant un grand nombre d'ouvriers hors de l'organisation politique.

Comme nous venons de le dire, les partis politiques de Hollande sont basés surtout sur des principes confessionnels. C'est ainsi qu'il faut encore nommer trois partis conservateurs chrétiens protestants. Le plus important de ceux-ci, le parti antirévolutionnaire, était à l'origine un parti de petits bourgeois et d'ouvriers, opposé à l'Union historique chrétienne qui, tout en se réclamant de la même confession, groupe plutôt les gens aux noms composés, à savoir la noblesse et la haute bourgeoisie. Toutefois, les deux partis ont vu au cours de leur histoire se produire une sorte d'interpénétration, si bien qu'ils comptent l'un et l'autre des fonctionnaires, des petits salariés, des agriculteurs, des entrepreneurs, des intellectuels, beaucoup d'épargnants petits et moyens, et des ouvriers chrétiens. Leur politique est libérale et conservatrice.

Il existe en plus un parti populaire de la Liberté et de la Démocratie, parti plus ou moins libre penseur de tendance libérale conservatrice, qui s'appuie surtout sur l'industrie, le commerce et la navigation.

Et enfin les communistes. Inutile de donner de ces derniers une description détaillée. En

général ils ne se distinguent guère de leurs collègues des autres pays, obéissant avec la même fidélité aux directives de Moscou.

Après avoir esquissé ainsi la situation des partis politiques, nous pouvons revenir au problème indonésien. Etant donné la structure et le fondement social des différents partis, on comprendra que l'esprit colonialiste est à peu près général, et aussi d'après le tableau brossé par nous de la situation économique en Hollande, que le désir de se lancer dans des aventures coloniales est pratiquement illimité. Sans aucun doute ce fait est-il aussi déterminé par la structure de notre industrie, laquelle se compose en majorité de petites entreprises, et de quelques trusts gigantesques qui s'intéressent à l'Indonésie surtout pour ses sources de matières premières. Ainsi Philips et l'industrie électrotechnique (caoutchouc, coton, etc.), l'A.K.U. (rayonne), l'Unilever (copra), et naturellement aussi les grandes sociétés des Huiles, telles que la Bataafse et la Koninklijke Shell. En plus le capitalisme de placement joue ici un rôle prépondérant.

Comme nous l'avons déjà signalé, le gouvernement hollandais Gerbrandy de Londres était mû par l'idée essentielle de faire de l'Indonésie la base de départ pour la restauration du capitalisme néerlandais — calcul quelque peu troublé par la proclamation de la République indonésienne le 17 août 1945. Il n'est donc pas étonnant que M. Gerbrandy soit parmi ceux qui préconisent le plus une politique agressive contre la République.

Cependant une action ouverte contre la République ne put être entreprise en ce temps-là en raison de la faiblesse militaire des Pays-Bas. Et la situation intérieure des Pays-Bas ne s'y prêtait guère.

Le ministre néerlandais des Territoires d'outre-mer, le professeur Logemann (parti du Travail) songea un instant à demander l'aide des Britanniques. Mais ceux-ci refusèrent. (Qu'on ne vienne pas nous dire que le conflit avec la République d'Indonésie est une affaire *intérieure* et que la solution de ce conflit n'est pas de la compétence de l'autorité militaire alliée.)

Le professeur Schermerhorn, alors président du Conseil, tenta une politique réaliste par un accord à l'amiable avec la République. Mais chacune de ces tentatives fut systématiquement torpillée aussitôt après par le catholique Romme, et chaque fois on suscita de nouveau la méfiance de la République. On a vu cela lors des négociations qui se déroulaient en Hollande dans la propriété de campagne De Hoge Veluwe (« La semaine de la honte », écrivit Romme), ou lors de la signature de l'accord de base, à Linggadjadi, lorsque Romme en donna une interprétation inacceptable pour la République; lorsque Romme poussa à l'action militaire de juillet 1947; ou encore après l'accord de Renville. C'est lui aujourd'hui qui demande que l'on se moque des décisions prises par le Conseil de sécurité.

Dans toute cette politique que mène M. Romme, dont le docteur Beel, à Batavia, est l'ami politique et l'allié, ce ne sont pas seulement des facteurs économiques et politiques qui jouent un rôle important, mais encore une idéologie, en particulier l'idéologie catholique.

Il n'y a pas longtemps Romme a démenti une intervention faite par le Vatican et signalée par le « New York Herald ». Mais le fanatisme de ses attaques contre le mahométan Moh

Hatta, président du Conseil de la République, nous laissent sceptiques. Rome ne comprend que trop bien que l'Indonésie deviendrait un Etat mahométan dans sa majorité. On connaît l'hostilité de l'Eglise romaine envers toute puissance susceptible de barrer la route à l'influence de Rome; c'est pourquoi elle se montre l'ennemie systématique de toute autre religion, mais aussi du socialisme, en soutenant les puissances cléricales et fascistes.

Quant aux protestants conservateurs, ils sont mus au contraire plutôt par des conceptions réactionnaires qui se manifestent aussi en politique intérieure. C'est à ce groupe que s'applique par excellence le mot de Marx : « La tradition de toutes les générations mortes pèse comme un cauchemar sur les cerveaux des vivants. »

PERSPECTIVES SOCIALISTES

Reste la social-démocratie. Malgré les déclarations retentissantes de leurs chefs, qui se réclament d'une œuvre constructive et positive, la base de leur politique indonésienne est en réalité tout à fait négative : c'est la peur du bolchévisme. Ce n'est pas tout. La social-démocratie néerlandaise considère que dans un pays cléricale comme la Hollande les rapports des partis politiques entre eux sont immuables, c'est-à-dire qu'une politique n'est possible qu'en collaboration avec les catholiques. Ayant renoncé, de ce fait, à se mettre du côté de l'opposition — précisément en raison de ce caractère immuable, à son avis, de la situation politique — la social-démocratie hollandaise est devenue prisonnière des catholiques. Le parti du Travail s'est lui-même privé des moyens de se libérer de cette conception. Il se garde bien, en tout cas, d'entreprendre une attaque décisive contre les adhérents des partis cléricaux.

La social-démocratie néerlandaise attend le conflit armé entre la Russie et l'Amérique dans un temps relativement rapproché. Aussi est-elle une des forces agissantes poussant au réarmement du pays, mais en même temps, et pour la même raison, elle se laisse persuader par nos colonialistes que le maintien de la souveraineté néerlandaise en Indonésie contribuerait à endiguer le bolchévisme en Extrême-Orient. Elle croit donc, dans sa politique indonésienne, jouer la carte de l'Amérique et elle est bien déçue aujourd'hui de découvrir que les Américains ne voient pas les choses sous cet angle.

Il serait déplacé de développer ici nos vues sur les rapports russo-américains. Nous n'en donnerons donc que l'essentiel. Nous sommes d'avis que, grâce à la deuxième guerre mondiale, la Russie possède certes un potentiel militaire très élevé et en ce moment utilisé, mais que d'autre part elle se trouve considérablement affaiblie tant économiquement que numériquement. Nous estimons ensuite que pour cette raison la Russie se livre, non pas à une agression militaire mais à une agression politique, laquelle peut être endiguée par des moyens politiques et économiques. Et cela avec d'autant plus de chances de réussir que l'agression politique de la Russie a son point de départ dans une politique à long terme. A notre avis, les dirigeants américains interprètent ainsi la situation de sorte que la politique des U.S.A. tendra à satisfaire les aspirations nationales et sociales des peuples de l'Asie. Des structures nationales indépendantes constituent — pense-t-on — pour le développement

de forces militaires et économiques une base plus solide qu'une domination coloniale, même hypocrite. Grâce à leur immense supériorité économique, les Américains sont capables — et même obligés en raison de la crise économique qui les menace — d'aider à l'équipement militaire et économique des territoires asiatiques.

Est-ce ainsi que l'on voit les choses en Hollande? Nullement. On est au contraire fermement persuadé qu'en jouant la carte coloniale on fait front au bolchévisme. Et partant de cette conviction, ainsi que du fait que le parti catholique est le principal promoteur de la campagne antirusse, la social-démocratie se trouve là encore prisonnière des catholiques.

Du fait que l'opposition n'a pas davantage une idée nette de la réalité et qu'elle n'est que partiellement basée sur des principes socialistes, son influence se borne à flétrir l'emploi de la force militaire et à énoncer la formule que le peuple d'Indonésie a le droit de décider lui-même de son sort politique et économique.

Tout en approuvant ces principes, il faut voir cependant dans cette attitude une faiblesse interne qui diminue sérieusement la force combattive de l'opposition. L'absence de réalisme en politique ne permet pas de constituer un parti ouvrier socialiste. Posé par les faits, le problème n'est pas encore arrivé à maturité.

Il est évident qu'il est dans les intentions du gouvernement néerlandais de s'opposer aux résolutions du Conseil de Sécurité et de ne pas les exécuter. Cette position peut jeter la République indonésienne dans les bras des U.S.A., ce qui fera de la République une position américaine.

Pour la Hollande cette politique aboutira à des conséquences désastreuses. Elle exposera notre pays aux sanctions américaines, c'est-à-dire à la suppression de l'aide Marshall, ce qui accélérera notre appauvrissement, déjà considérable à la suite de l'occupation allemande. Les Pays-Bas entreront ainsi dans une crise économique et politique très grave, favorable aux extrémismes fasciste ou stalinien.

C'est ainsi que nous autres, socialistes indépendants, nous voyons l'avenir. Toutefois nous ne croyons pas que ce soit là pour le mouvement ouvrier socialiste une perspective sans espoir, au contraire. Nous assistons, en Hollande, à l'effondrement de l'ancien réformisme, auquel pourrait succéder dans l'immédiat l'élaboration d'une doctrine radicalement et fondamentalement socialiste. Nous passerons ensuite au stade de l'organisation.

Il n'est donc pas exagéré de dire que si la guerre d'Indonésie est la conséquence de la révolution qui s'y accomplit, cette même guerre représente en même temps pour la Hollande le début d'un bouleversement moral et politique.

Cette guerre se produisant à une époque où l'on propose le rassemblement des peuples caractérise « cette force qui toujours voudrait le mal mais crée le bien », comme dit Goethe dans *Faust* (« Ein Teil von jener Kraft, die stets das Böse will und stets das Gute schafft »). C'est une phase inévitable de la lutte contre chacune des classes dirigeantes et donc : une étape de la transformation révolutionnaire du prolétariat néerlandais.

FRITZ KIEP,

rédacteur de « De Vlam »,
hebdomadaire socialiste indépendant
d'Amsterdam.

“L'Ecole Emancipée” et la guerre

« L'Ecole Emancipée » cite rarement la R.P. Discretion ou ignorance ! Ne lui rendons pas la... politesse, et signalons le remarquable numéro spécial du 5 avril 1949, qu'elle lance contre la guerre. Nous voudrions reproduire en particulier l'article de Dommanget sur la lutte pour la paix et l'Internationale syndicale et des Souvenirs de Bouët sur le congrès fédéral clandestin de 1918.

Citons simplement des extraits du manifeste par lequel débute ce numéro. Faut-il préciser que les opinions de nos camarades de l'Ecole Emancipée appellent la discussion — que nous ne les repré- nons pas intégralement à notre compte. Mais nous sommes capables d'entendre des syndicalistes révolutionnaires de toutes tendances, et nous saluons toujours avec joie et confiance un retour aux plus saines traditions du mouvement ouvrier et pacifiste.

« L'Ecole Emancipée » considère que la paix est inséparable de la mise en pratique d'un certain nombre de principes directeurs de la conduite syndicale :

1) Affirmation de l'internationalisme prolétarien, de la solidarité et de l'identité des buts de l'action ouvrière ;

2) Affirmation de l'opposition irréductible des travailleurs à l'exploitation du travail sous toutes ses formes et, par suite, volonté irréductible de mener à ses conclusions logiques la lutte des classes internationales ;

3) Refus du chauvinisme impérialiste, du nationalisme même déguisé sous des sophismes pseudo-révolutionnaires ;

4) Affirmation de la nécessité de la Révolution socialiste comme seul et unique moyen de supprimer radicalement la guerre.

Tout pacifisme non fondé sur les principes ci-dessus peut-être le signe d'une sincérité subjective personnelle respectable, il ne peut être un moyen efficace de lutte contre la guerre. « L'Ecole Emancipée » salue cette sincérité, se déclare prête à participer à la défense de tout pacifiste inquiet pour ses opinions, réclame la liberté pleine et entière de l'objection de conscience, mais déclare qu'elle ne peut se satisfaire de forme de lutte négative contre la guerre et d'une manière générale de toute forme de lutte qui ne se situe pas sur le plan de la lutte de classes.

L'IMPERIALISME AMERICAIN

A l'issue de la dernière guerre, les véritables vainqueurs furent l'impérialisme américain et la Russie soviétique. Le capitalisme américain en a profité pour annihiler la souveraineté économique des impérialismes vainqueurs de la guerre 14-18. A l'heure actuelle, les capitalismes français, anglais, italien, espagnol, etc..., sont réduits à jouer les valets de Wall-Street. Entraînés dans l'orbite de l'influence américaine, ils sont les éléments essentiels de la future guerre contre l'U.R.S.S.

A l'égard de cet impérialisme, « l'E. E. » estime qu'il n'y a pas lieu de réviser les positions constantes du socialisme. La lutte contre l'impérialisme américain s'inscrit dans le cadre de la lutte classique du prolétariat contre le capitalisme. Mais à ce sujet, il est urgent de dénoncer une propagande dangereuse. Le parti communiste français et, à sa suite, les leaders syndicaux de la C.G.T. organisent toute une propagande sur le thème exclusif : « L'Amérique, voilà l'ennemi » et appellent tous les « patriotes » à se liguier contre elle. Ce faisant, ces militants trahissent la classe qu'ils prétendent représenter. En effet, ils oublient volontairement :

1) Que notre ennemi est d'abord dans notre propre pays. C'est la bourgeoisie française dans sa totalité. On ne saurait à cet égard distinguer, comme le fait le P.C., entre bons industriels hostiles à l'Amérique et mauvais bourgeois partisans du plan Marshall ;

2) Qu'il ne s'agit pas de patriotisme. Le prolétaire n'a pas de patrie parce qu'il est également exploité sur toute la surface du globe. Ce n'est point au nom de la patrie que nous luttons contre l'impérialisme, sous quelque forme qu'il se présente, mais au nom des exploités du monde entier.

Une propagande fondée sur l'appel à la nation sans distinction de classes, ou du moins définissant l'antagonisme des classes par la fidélité à l'un des deux blocs est une propagande chauvine et contre-révolutionnaire. En ce sens les communistes représentent au moins dans leur élite dirigeante une nouvelle variété de social-patriotes dont la devise pourrait être : Aimer sa patrie, c'est lutter pour l'U.R.S.S. Cette nouvelle mouture du patriotisme n'est pas moins néfaste à la lutte des classes que le pseudo-patriotisme des patrons de combat.

Lutter contre l'impérialisme américain ce n'est point organiser la lutte d'un ensemble de nations contre l'Amérique, mais la lutte du prolétariat international contre la bourgeoisie et en France spécialement contre la bourgeoisie française.

L'IMPERIALISME RUSSE

« L'Ecole Emancipée » se refuse à garder plus longtemps le silence sur l'U.R.S.S. Ce serait devenir les complices de la plus grande escroquerie de l'histoire. Elle affirme que l'U.R.S.S. ne réalise ni de près ni de loin, l'idéal d'une société socialiste, parce que :

1) la suppression théorique de la propriété privée n'a pas aboli l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette exploitation s'exerce au profit exclusif de castes dirigeantes ;

2) l'Etat, plus puissant qu'en aucun pays capitaliste, courbe sous sa domination le monde du travail, la science, l'art, la philosophie, la littérature, etc., éteignant toute liberté de pensée et de parole, domestiquant les syndicats, pourrissant les élites quand il ne les supprime pas ;

3) le contrôle de la production, de la répartition des biens communs échappe aux travailleurs ;

4) les normes du travail sont fixées par décrets des dirigeants sans consultation des travailleurs.

Une telle structure sociale réalise la dictature d'une poignée d'exploiteurs, non une société d'hommes libres se déterminant eux-mêmes sans contraintes.

Dans ces conditions, eu égard aussi bien à l'Amérique qu'à l'U.R.S.S. le problème de la libération des travailleurs reste entier. Le socialisme est à construire.

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE

L'action à mener dans la lutte contre la guerre découle d'une appréciation exacte des rapports de force actuels dans le conflit incessant qui oppose le monde des opprimés au monde des oppresseurs.

Le moment est moins à l'élaboration d'un programme de lutte directe contre la guerre, qu'à une lutte indirecte s'affirmant d'abord dans la restauration de la conscience de classe et du sens révolutionnaire. La victoire d'une grève est plus efficace contre la guerre que cent discours.

Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à faire directement ? Si fait. Et d'abord dénoncer vigoureusement les dupes impérialistes, l'escroquerie des bourgeoisies qui bavardent sur la paix en préparant fébrilement la guerre derrière le masque de l'O.N.U. cette « caverne de brigands » renouvelée de la S.D.N. Dénoncer aussi le chauvinisme sous toutes ses formes et d'abord sous son aspect le plus trompeur : le social-patriotisme communiste. Enfin et surtout lutter contre la guerre qui sévit actuellement avant de lutter contre la guerre future.

A ce sujet, « l'E. E. » appelle tous les syndicalistes libres à lutter :

1) pour exiger des hommes politiques le refus des crédits de guerre et leur intervention à la Chambre pour demander des conversations directes avec Ho Chi Minh, seul représentant légal du peuple indochinois ;

2) pour exiger de leurs centrales syndicales le boycott des convois d'armes et de troupes à destination de l'Indochine.

LIVRES

REVUES

JOURNAUX

Georges Vidalenc : L'EDUCATION OUVRIERE. (Une brochure, 20 fr. de 96 pages, à la Librairie Syndicale, 198, avenue du Maine, Paris-XIV^e).

Ici même (R.P., octobre 1948), Vidalenc a déjà présenté le problème de l'éducation ouvrière et plus précisément celui de l'Institut Supérieur Ouvrier. Dans la présente brochure notre camarade — et puisqu'il est historien, cela est bien naturel — brosse une sorte de tableau historique où le mouvement ouvrier est présenté dans son ensemble en soulignant la constante préoccupation d'éducation ouvrière qui fut celle de ses meilleurs militants. Je crois que trouveront profit à lire ces pages tous ceux qui souhaitent prendre clairement conscience, en les replaçant dans une double perspective (vers le passé et vers l'avenir), de toutes les questions que le mouvement ouvrier doit se poser et résoudre.

La position de Vidalenc ne peut-elle simplement se situer par son choix pour l'éducation contre la propagande, pour l'action contre la science pure et les études théoriques ou livresques des « spécialistes » ? Il cite excellemment A. France : « **Le plus grand ennemi de la vérité, ce n'est pas l'ignorance, mais la conviction** ». En retraçant la lente et progressive montée de l'organisation ouvrière, il montre bien quelle étroite association unit le besoin pour la classe ouvrière de prendre de plus en plus conscience d'elle-même et du monde et sa lutte nécessaire et quotidienne pour son travail et pour sa liberté.

Vidalenc sait et dit que l'éducation ouvrière n'est pas une panacée. Mais face aux servants, fanatiques de la dictature stalinienne, qui veulent entraîner la classe ouvrière dans la voie sans issue de soumission à un dogme, il est bon de rappeler, avec Marcel Martinet, que toute culture est adversaire de l'esprit de soumission et d'obéissance qui est le complément nécessaire de l'esprit dogmatique : « **Le premier profit viendra de l'insatisfaction qui porte en soi la connaissance et il sera particulièrement précieux dans les temps d'apathie que nous traversons...** » Le rappel en 1949 de ces lignes écrites en 1935 encouragera peut-être à la patience les syndicalistes soucieux d'éducation, mais les confirmera dans leur sentiment que c'est une bonne école d'action celle qui écarte de la résignation.

Il ne s'agissait pas, au long de l'étude historique du problème, de faire une analyse détaillée des causes des scissions et des regroupements ni même de faire l'étude critique du « réformisme » ou du « syndicalisme révolutionnaire ». Mais au travers du problème de l'éducation ouvrière, c'est inévitablement la question du syndicalisme libre qui se pose. Syndicalistes libres de l'enseignement public ou camarades du Centre d'éducation ouvrière, notre idéal reste de « **former des hommes** ». C'est pour nous refuser tout autant l'état de sujétion où le capitaliste classique entend maintenir ses ouvriers, que l'abrutissement généralisé à base de cinéma, de confort préfabriqué et de pensée standardisée, et enfin que le régime concentrationnaire du travail forcé proné par les adjutants staliniens au nom de l'esthétique du militarisme et autres conquêtes du « socialisme ».

La voie limitée par tous ces refus et indiquée par Vidalenc est étroite. La réalisation de ce bel Institut Supérieur Ouvrier dont il rêve devrait pourtant être possible si les syndiqués prenaient l'habitude de payer des cotisations normales et si toute tendance à la fonctionnarisation des bureaux était combattue. Même ainsi, d'ailleurs, la voie restera étroite et difficile. Mais c'est la seule.

G. WALUSINSKI.

René Milon : LE PARTI COMMUNISTE ET SA DOCTRINE. (Bureau d'Etudes et de Documentation économiques et syndicales).

Écrite en février 1945, la brochure de René Milon « **le Parti communiste et sa doctrine** » ne peut évidemment tenir compte de l'évolution qui s'est produite, depuis sa rédaction. A cette époque, le communisme français participait au gouvernement. L'auteur constate « **la démission des doctrines traditionnelles : le libéralisme, la démocratie, l'église, la social-démocratie — et l'échec militaire des mythes hitlériens** ».

C'est dans de telles conditions que le parti communiste, fort du prestige des armées russes peut s'imposer avec d'autant plus de chances de succès que sa doctrine — grâce d'ailleurs à une équivoque volontairement entretenue — disparaît sous un chaos de formules contradictoires.

Cette base de départ justifie sans doute l'intention de l'auteur — retrouver les idées fondamentales du bolchevisme — mais nous éclaire aussi sur sa pensée et ses tendances.

Son analyse de l'évolution de la doctrine bolcheviste ne s'oppose pas à la vérité historique. Nous formulons sur le marxisme orthodoxe et la doctrine propre à Lénine, des réserves importantes qui ne se confondent pas toujours avec celles de René Milon. Mais nous retrouvons celui-ci dans l'interprétation du « stalinisme » : **rupture avec le marxisme orthodoxe et liquidation de l'héritage de Lénine**. Ce qui importe, c'est de communiquer cette évidence à beaucoup d'autres, qui nous entendent mal.

Or la meilleure méthode pour les ébranler, c'est encore d'insister sur les facteurs historiques du problème. Il est vrai que le bolchevisme est un phénomène spécifiquement russe. Mais dont les causes résident plus dans l'évolution économique, sociale et politique des classes en Russie, que dans les mystères de « l'âme slave ». Et l'étude des grandes grèves qui ont marqué, au début du vingtième siècle, la naissance de la conscience de classe du prolétariat russe nous paraît plus lourde d'enseignement que la passionnante lecture des romans de Dostoïewsky. Gardons-nous surtout de négliger la responsabilité du prolétariat international dans l'isolement de la Révolution russe qui explique le stalinisme sans le justifier. Si l'on avait répondu en 1918 à l'appel des Soviets pour « **une paix sans annexions, ni indemnités** » — si la classe ouvrière occidentale avait été capable de liquider la politique de guerre et d'union sacrée — si l'on avait mené, en temps opportun, une lutte efficace contre le traité de Versailles... nous n'aurions peut-être connu ni Staline ni Hitler... et la face du monde aurait été changée.

Ce qui transparait le plus dans la brochure de Milon, c'est en cet humaniste, la prévision angoissée des dangers dont « **la bolchevisation** » menace les trésors de la civilisation. Le « **mépris du peuple** » caractérise en effet les staliniens, russes comme français.

Mais est-on bien certain, d'un autre côté, de respecter suffisamment ce peuple... plutôt ce prolétariat dont « **le bolchevisme est prêt à achever l'abrutissement systématique** » ? Mauvais départ pour ce socialisme occidental dont René Milon souhaite la renaissance que cette formule : « **modeler un monde qui soit à la mesure des masses, non pas à leur niveau** »... Car nous avons déjà cueilli cela, ou quelque chose d'analogue... dans les propos de gens qui par opposition au bolchevisme nous ont menés — consciemment, ou non — vers d'autres systèmes, capables du même avilissement de l'homme. Le terme de « masses » d'ailleurs nous irrite ; ce qu'il exprime, informe et lourd ne peut être soulevé que par la baguette du magicien. Et à celui-ci aux intentions pures et généreuses (qu'il soit étatiste, planiste ou paternaliste...) se substitue vite le dompteur dont la baguette devient une schlague ou un knout. L'humanisme de René Milon — s'il n'est pas parures d'une élite privilégiée — ne vit pas dans un tel climat. Sa place est chez nous... là où s'entend encore la pensée de Pelloutier — organisateur des Bourses du travail et « **amant passionné de la culture de soi-même** » — là où l'on veut opposer à la décadence bourgeoise et à la corruption bolcheviste, des institutions et des consciences ouvrières.

R. H.

Solidaires du prolétariat russe !

« Combat » ayant ouvert une enquête sur l'affaire Kravchenko, j'ai cru devoir préciser notre position en un papier remis directement à M. Claude Bourdet, rédacteur en chef.

Il est normal que le journal n'ait pas publié toutes les réponses reçues. Mais il est regrettable que le rédacteur chargé de l'enquête n'ait fait aucune allusion à l'opinion de ceux dont l'antistalinisme, né de leur fidélité à la Révolution russe, ne se confond pas avec l'anticommunisme vulgaire et réactionnaire. Je soumetts donc le papier au jugement de nos lecteurs.

R. H.

Il est peut-être permis à des militants syndicalistes demeurés fidèles aux idées qui avaient déterminé leur adhésion enthousiaste à la Révolution russe de 1917 — prodigieuse illustration du pacifisme révolutionnaire défini par la Conférence internationale de Zimmerwald en 1915 — de « situer » l'affaire Kravchenko dans le processus de corruption du communisme dont le stalinisme marque la dernière étape.

L'affaire Kravchenko s'éclaire à la lumière du procès actuel, mais n'a pas commencé et ne finira pas par celui-ci.

Il n'est rien de plus irritant que cette tendance de tout ramener à un conflit entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. Que les staliniens se livrent à une opération de ce genre, c'est dans le cadre des grandes manœuvres diplomatiques de leur maître ! Que des gens, qui se piquent d'objectivité et d'impartialité, entrent dans le jeu, soit pour choisir entre les deux partis, soit pour distribuer les critiques et les objections, en un balancement de danseur de corde... c'est qu'ils préfèrent la simplification d'une explication abstraite à l'étude approfondie des problèmes, et qu'ils ignorent tout de l'histoire qu'ils prétendent interpréter.

De même que le problème allemand s'est posé avant Hitler et se pose après Hitler et qu'il n'est pas résolu par l'heureux écroulement du régime nazi, de même la lutte contre le stalinisme date de 25 ans et demeure absolument indépendante du conflit entre les deux impérialismes. Les procès de Moscou en 1936 ont parachevé l'anéantissement de la phalange des vieux bolcheviks, dont l'action avait atteint en 1917 son point culminant. Le témoignage de Kravchenko... c'est toute la tragédie de cette jeunesse soviétique — née de la Révolution, vouée à la construction du socialisme, que le régime stalinien a corrompue, avilie et détruite. Rupture avec le socialisme soviétique après la rupture avec le communisme international.

C'est faux et stupide, hurlent les uns. C'est discutable, insinuent d'autres. Il ne serait pas difficile de nous apporter une contradiction vivante. Que l'on nous présente au procès un ouvrier connu comme socialiste, syndicaliste ou anarchiste, venu librement de Russie et pouvant y retourner impunément après avoir simplement affirmé ses convictions. Que l'on fasse état des discussions contradictoires qui se sont engagées en U.R.S.S. parmi les militants communistes de la génération de Kravchenko, à la veille de tous les changements importants dans la politique générale. Si Staline n'est que l'interprète du prolétariat russe, il a dû être mandaté

dans les conditions normales et non par l'approbation magnifiquement orchestrée d'assemblées toujours unanimes. Si l'on prétend que la Russie des Soviets est intimement liée au prolétariat international, on peut en déduire que celui-ci doit toujours soutenir celle-là, mais à la condition qu'il y ait influence réciproque. En quelle circonstance a-t-on constaté que l'opinion du prolétariat international déterminait l'action de la Russie des Soviets ?

Si les ouvriers communistes sont sincères, les intellectuels stalinisants ne le sont pas. Ils savent fort bien que Kravchenko a décrit exactement les réalités soviétiques actuelles. Mais le peuple, pour eux, n'a pas droit à la vérité. Il doit lui suffire de croire en ses guides.

On se cherche de bonnes excuses, pour justifier cette abdication de l'intelligence et de la sensibilité. La Terreur, n'est-ce pas, c'est l'héritage des Jacobins ! Seulement la Terreur n'est qu'une expression. Ce qu'il faudrait comparer c'est le jacobinisme et le stalinisme. Et mesurer le temps. Si l'on pose au départ — ô simplification de l'histoire — 1793 = 1917... 1947 = 1823... Trente et un ans après Robespierre... Charles X montait sur le trône !... Et à la veille du 9 thermidor on discutait encore au club des Jacobins, comme on ne discute plus depuis longtemps dans les Soviets russes.

D'autres préfèrent la justification patriotique. Les purges staliniennes ont évité à la Russie de connaître la cinquième colonne ? Hélas ! si le procès de Nuremberg a fourni de nouvelles preuves de la collusion hitléro-stalinienne de 1939 à 1941... il n'a apporté aucun élément justifiant les accusations de trahison lancées contre les opposants à Staline.

Un grand avocat regrette la publicité des débats du procès Kravchenko. Nous l'avons entendu naguère dénoncer avec courage, devant un public parisien, les infamies de Goering ! En 1927, nous avons brisé les vitrines de grands cafés des boulevards pour manifester contre l'abominable exécution de Sacco et Vanzetti, renouvelant ainsi le geste de nos pères, lors de l'assassinat de Ferrer. J'ai entendu une dame juive s'écrier : « Pourquoi viennent-ils vider leurs querelles en France ? » Et pourquoi, madame, protestait-on en France contre l'ignominie de l'antisémitisme hitlérien ? C'est peut-être grâce à l'émotion provoquée en France que vous avez vous-même échappé aux persécutions. Nous, internationalistes, nous ignorons les frontières, lorsqu'il s'agit d'affirmer notre solidarité de classe... Et vous, âmes sensibles, êtes-vous indifférents aux crimes perpétrés contre l'humanité, lorsque c'est le peuple russe qui en est la victime ?

Indifférents ? Non — Pire ! vous êtes consentants. Par idéologie, par conviction socialiste. Allons donc ! Vous ne feriez pas à « votre socialisme » le sacrifice de la plus petite des commodités de votre existence bourgeoise. Ce qui vous incite... malgré vos répugnances personnelles, à excuser les excès de la dictature stalinienne... c'est votre mépris profond du peuple russe. Le knout vous paraît nécessaire pour civiliser le moujik... comme le coup de pied du colon pour pousser au travail l'Arabe... « nonchalant ». Vous avez l'illusion que chez vous... « cela ne serait pas la même chose ». Ainsi Déat, en 1940, envisageait-il un

national-socialisme... « assoupli », adapté, « à la mesure » du peuple français ! Et vraiment nous ne voyons pas de différence morale entre le bourgeois de 1949 qui bâille au récit des horreurs de la collectivisation des campagnes russes... et le maréchalien de 1940 qui haussait les épaules, lorsqu'on évoquait les camps de concentration d'Allemagne.

Au reste, l'un et l'autre se confondent souvent en la même personne. Le Kravchenko révolté, violent qu'on ne réussit pas à discipliner trouble votre image du Russe soumis, obéissant et passif. Et c'est cela que vous ne lui pardonnez pas !

Le livre de Kravchenko, en éclairant tous les aspects de l'industrialisation soviétique, dissipe encore une équivoque. De bons camarade comparant avec raison le système hitlérien et le système stalinien les jugent l'un et l'autre comme la réalisation parfaite de l'étatisme socialiste. La filiation n'est pas niable, mais il s'agit tout de même de fils dégénérés. Si hostile que l'on soit — et nous le sommes — au socialisme d'Etat, il importe de le situer historiquement. Or à son origine au dix-neuvième siècle, il opposait au libéralisme économique, interprétant les souffrances de l'industrialisation comme un mal nécessaire et prétendant que « les choses s'arrangeraient d'elles-mêmes », la nécessité d'une intervention de l'Etat pour organiser l'industrialisation, afin d'en supprimer les souffrances. En Russie, plus encore que dans l'Allemagne d'Hitler, c'est l'Etat qui provoque ces souffrances afin d'accélérer le rythme de l'industrialisation. C'est ainsi que les pharaons élevèrent les Pyramides. Les esthètes et les techniciens peuvent admirer les monuments ou les usines. Les socialistes — qu'ils soient étatistes ou syndicalistes — voient d'abord les hommes. En U.R.S.S., ce n'est pas le socialisme... pas même le socialisme d'Etat... c'est le pharao-nisme.

La présence de Kravchenko a fortement établi en nous ces vérités que nous avons entrevues. C'est en les proclamant que nous témoignerons de notre solidarité à l'égard du peuple russe, comme de notre fidélité aux idées révolutionnaires qui ont illuminé notre jeunesse. C'est ainsi que nous échapperons à l'alternative, posée par les stalinien : U.R.S.S. ou U.S.A. C'est ainsi que nous briserons brutalement avec ceux qui auraient l'intention d'utiliser Kravchenko à des fins réactionnaires, militaristes ou bellicistes. Les syndicalistes et les socialistes de toutes écoles qui ne s'associent pas à notre effort pour délivrer la classe ouvrière du stalinisme porteront la responsabilité de la sanglante aventure qui, pour atteindre l'impérialisme stalinien, passera sur les corps des ouvriers et les ruines du socialisme.

Roger HAGNAUER.

Un groupe de jeunes écrivains et artistes
présentera, le 12 mai 1949,
la troisième réunion consacrée

AUX POETES OUVRIERS ET POETES
REVOLUTIONNAIRES

Cette réunion, comme les précédentes, a pour but de faire connaître des œuvres valables d'écrivains de tous les pays, dont la voix est étouffée.

Participation de chorales et d'un chœur parlé.

Cette séance sera suivie d'un débat sur les possibilités et la valeur des œuvres présentées.

Rendez-vous à 20 h. 30, le 12 mai
au THEATRE MOUFFETARD
76, rue Mouffetard
(Métro MONGE)

Participation aux frais de la salle : 20 francs

FAITS et DOCUMENTS

FAITS DU MOIS

JEUDI 3 MARS. — La grève des ouvriers tôliers se poursuit aux usines Renault. Deux ateliers sont également en grève chez Citroën. Les syndicats C.F.T.C. et F.O. ne participent pas à ces mouvements.

VENDREDI 4. — Par 365 voix contre 184, l'Assemblée Nationale vote les crédits militaires, soit 145 milliards pour les cinq premiers mois de l'année.

SAMEDI 5. — En U.R.S.S., Molotov est remplacé par Vychinski comme ministre des Affaires étrangères, Mikoïan par Ténchikov comme ministre du Commerce extérieur.

LUNDI 7. — On annonce que l'aviation britannique a bombardé des rebelles yéménites à la frontière septentrionale du protectorat d'Aden.

Journée revendicative chez les cheminots et les enseignants.

Fusion du Vietminh et du Rassemblement populaire vietnamien, afin de renforcer l'action du gouvernement Ho Chi Minh.

MARDI 8. — Echange de lettres entre Vincent Auriol et Bao Dai pour entériner l'accord dit franco-vietnamien.

Le cabinet nationaliste chinois de Nankin a donné sa démission ; il était accusé d'hostilité à la paix avec les communistes et de corruption.

VENDREDI 11. — Un tribunal grec condamne à mort 8 anarchistes et communistes. De nombreuses arrestations ont été opérées. Protestations d'importantes personnalités françaises, dont Léon Jouhaux et le R. P. Riquet.

Par 378 voix contre 193, l'Assemblée nationale vote le projet gouvernemental sur la Cochinchine.

VENDREDI 18. — Publication du projet de pacte Atlantique.

DIMANCHE 20. — Elections cantonales : recul des communistes dans les campagnes, gains du R.P.F. et des modérés.

MERCREDI 23. — Le gouverneur de l'Etat de New-York refuse d'interdire le « Congrès culturel et scientifique » international organisé par les communistes.

VENDREDI 25. — Le maréchal Vasilievski remplace Boulganine à la tête des forces armées de l'U.R.S.S.

DIMANCHE 27. — Deuxième tour des élections cantonales : glissement vers la droite, succès du R.P.F. et des indépendants.

LUNDI 28. — Grève partielle des facteurs parisiens : suppression du premier courrier du matin.

MARDI 29. — Des communistes chinois et des troupes vietnamiennes envahissent Moncay, à l'extrémité nord-est du Tonkin.

Coup d'état militaire à Damas en Syrie.

JEUDI 31. — L'état-major français annonce que l'ordre est rétabli à Moncay, au Tonkin.

HISTOIRE DE LA GUERRE DE 1939-1945

par Jean GALTIER-BOISSIERE et
Charles ALEXANDRE

Le « CRAPOUILLOT » publie le tome IV, de son « HISTOIRE DE LA GUERRE 1939-1945 ». Les principaux chapitres sont consacrés au double-jeu à Vichy, aux partis de collaboration, au débarquement en Afrique du Nord, au désastre de Stalingrad et au duel Giraud-de Gaulle. Les illustrations et leurs légendes sont piquantes à l'accoutumée.

(« CRAPOUILLOT », 3, place de la Sorbonne, Paris. Prix : 300 francs).

Les « citoyens du Monde » et le pacte Atlantique

Voici la déclaration communiquée à la presse par Garry Davis à propos du pacte Atlantique. On dira peut-être que cette déclaration aurait pu et dû être faite par l'Internationale syndicale. Et même par ce qui s'appelle l'Internationale socialiste. A plus forte raison par une véritable Internationale communiste. Mais nous vivons dans un monde à l'envers. La solidarité ouvrière internationale, la solidarité humaine n'ont pour s'exprimer que la voix d'un homme seul.

Le 19 novembre dernier, ma conscience m'obligeait à intervenir violemment dans l'enceinte des diplomates de l'O.N.U. pour leur crier l'impudence et l'indignation de l'homme de la rue devant leurs méthodes et leur impuissance.

Aujourd'hui, alors qu'en quatre mois les événements ont suivi le cours que nous avions prévu, je me sens moralement obligé d'intervenir de nouveau.

Demain soir (1), à 16 heures, après la signature à Washington du plus grand pacte militaire de l'histoire, alors que toutes les radios de l'Ouest répéteront ses vertus défensives et que les radios de l'Est le dénonceront comme une agression, deux sentiments seront communs à tous les Russes, à tous les Américains comme à tous les hommes de l'inter-bloc qui réfléchissent : ils auront peur et seront dans l'attente d'une lueur d'espoir.

Je n'accuse personne, car nul n'est responsable, sinon un système condamné. Nous savions que ce pacte était une fatalité inscrite dans le jeu des Etats souverains, que les gouvernements de l'U.R.S.S., aussi bien que les U.S.A., l'ont maintenu et renforcé par le « veto ».

Nous en voyons les conséquences : il détruit en fait les derniers restes de l'O.N.U. comme l'ont prouvé les protestations de M. Trygve Lie ; il divise définitivement le monde des Etats en deux bastions fortifiés qui acceptent la course à la guerre ; il va obliger les deux états-majors à organiser par la propagande la caporalisation des esprits à l'Ouest comme à l'Est.

Mais que ce pacte soit signé !

J'ai presque envie de dire « merci pour ce pacte »... L'équivoque tombe. Tout est clair. Gouvernements de l'Ouest et de l'Est vos jeux sont faits. Vous mettez votre espérance dans la puissance de vos armes au lieu de la placer dans la solidarité des peuples. Vos pactes militaires sont ceux de la peur et de l'insécurité. Nous ne pouvons pas être d'accord.

Vous n'avez pas pris en charge la masse mondiale menacée dans son entier. Il nous reste à nous, petit peuple des citoyens du Monde, à lancer l'appel pour que se lève l'humanité et qu'un pouvoir public mondial s'organise.

Ridicules de faiblesse, nous gardons aussi bien le droit de rire de votre puissance que la possibilité de toucher le cœur du peuple russe et du peuple américain.

Le 15 avril, avec mes camarades si je suis encore libre, nous en appellerons au peuple mondial pour signer le pacte des citoyens du Monde.

(1) 4 avril.

Comment vit la presse nouvelle

Sous ce titre, la République libre (11 mars) a analysé quelques questions écrites posées par M. Baylet, député de la Haute-Garonne et directeur de la Dépêche de Toulouse :

Un député curieux, c'est M. Baylet, représentant de la Haute-Garonne, rapporteur de la commission de la Presse à l'Assemblée nationale.

Le « Journal officiel » du 2 février 1949 ne publie pas moins de six questions écrites qu'il pose cruellement au secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, chargé de l'Information.

Elles concernent toutes la « gestion de certains journaux nés depuis la Libération ».

Il est de « notoriété publique », affirme M. Baylet, que ces journaux ne versent d'abord pas ce qu'ils

doivent à la Sécurité sociale. Non seulement les cotisations patronales, mais même les cotisations ouvrières retenues par le précompte sur les salaires, « ce qui constitue un abus de confiance ».

La situation est la même, paraît-il, pour les impôts dus à l'Etat, et « notamment pour les impôts cédulaires, également précomptés sur les salaires du personnel ».

Ces omissions ne sont, on va le voir, pas les seules.

Il est encore revenu aux oreilles de M. Baylet que les mêmes journaux « oublient » de régler à l'administration des postes les sommes relatives aux dépenses de télégraphe, téléphone, location de fils, fourniture de personnel, etc.

En si bon chemin, ils négligent encore de régler à l'agence A.F.P. le montant des abonnements souscrits. L'agence augmentant ses tarifs ce sont donc, dit M. Baylet, les journaux honnêtes qui paient pour les autres ; quant au déficit qui subsiste, c'est le « contribuable qui solde l'opération ».

Ledit contribuable sera encore appelé, paraît-il, à régler le prix du papier que cette presse superbe dédaigne de payer, après consommation !

Le procédé se révélant profitable, ne sont pas davantage acquittées les sommes mensuelles dues à la S.N.E.P., Société nationale d'édition et de presse.

Pas plus que celles qui reviendraient à l'administration des Domaines, séquestre des biens des journaux suspendus à la Libération et dont les installations ont été mises « à la disposition de la presse nouvelle ».

En conséquence, M. Baylet demande au ministre responsable que lui soit fourni le relevé de ces diverses dettes pour chaque journal, y compris ceux qui, ayant paru après la Libération, ont cessé de paraître — la qualité des responsables de ces journaux — les mesures prises pour les amener à payer.

On voit tout de suite, à la lecture de ces questionnaires, qui sont autant de réquisitoires, à quel genre spécial de gestion on a affaire en ce qui concerne la « presse nouvelle » née de la Libération, pour remplacer une « presse pourrie ».

Nous attendons, avec une curiosité... au moins égale à la sienne, les réponses qui seront faites officiellement à M. Baylet.

Mais, en attendant, nous lui signalons une septième question, qu'il est encore temps de poser :

M. Baylet a oublié un créancier : c'est la Caisse des marchés de l'Etat.

Cet organisme, que l'on croyait fait pour financer des entreprises utiles, a fait des avances à certaines administrations de presse... en difficultés, dont le remboursement s'avère délicat.

Que M. Baylet en demande le décompte, et surtout les noms des responsables : il aura au moins une petite surprise qui le mettra dans... l'ambiance.

Après le bel enterrement du général Giraud

Nos gouvernants font le possible pour fabriquer des « héros ». Ont-ils eu la main heureuse avec le général Giraud ?

Il ne semble guère. Dans ses Mémoires, Eisenhower campe un Giraud plus vaniteux qu'intelligent. De ceux de Pucheu, il ressort que Giraud n'a pas brillé par le courage moral. Finalement ceux de Brinon révèlent une lettre du général Bourret qui trace le tableau suivant du « héros » :

...Vaillant « baroudeur marocain » mais à échelle de colonel, dans l'insouciance totale des pertes, contre un adversaire armé de fusils déclassés et dépourvu de tous moyens modernes. Et quel tam-tam !

Quant aux actions qui classent un chef d'envergure, Giraud a été le grand conseiller militaire de son ami P. Reynaud pour imposer à un généralissime invertébré (Gamelin) la folle aventure où s'engloutirent d'un coup tous nos moyens de défense de choix, troupes, réserves de matériel ; c'est-à-dire l'agent très actif d'un désastre sans exemple ayant entraîné d'abord la perte des armées du Nord, puis la destruction successive de toutes les autres armées. Piètre gloire ! Et cependant, servies par une légèreté de jugement incroyable, quelle présomption, quelle fatuité ! Homme de main possible de la revanche, de la restauration des trusts, des jésuites, ce factieux ne doit pas

peser une once dans la balance des actes d'un véritable gouvernement républicain.

Mangin était en politique un sous-lieutenant. Mais c'était un casse-cou d'une autre classe. Lyautey, qui le détestait, disait de lui : « Si vous êtes dans la m..., il vous en tirera ; mais si vous n'y êtes pas, il vous y f... » Vous pouvez transposer ainsi pour Giraud : « Si vous n'êtes pas dans la m..., il vous y mettra ; si vous y êtes, il vous y enfoncera. » Excusez cette image grossière.

Dirigisme et liberté de l'essence

Au cours de sa campagne pour la liberté à rendre au marché de l'essence, le *Figaro* a publié (21 mars) une lettre d'un de ses lecteurs qui nous paraît très importante. Les faits invoqués sont-ils exacts ? S'ils le sont, on s'étonnera qu'une telle liberté soit laissée aux chevaliers du dirigisme :

L'année dernière, les producteurs de pneus ont signalé au gouvernement qu'ils étaient en mesure de fournir tous les besoins de la consommation intérieure du pays ainsi que des exportations et ils demandaient la liberté des transactions.

Le gouvernement a répondu qu'il fallait embaucher (en compensation) 40.000 personnes, et les producteurs n'ayant pu offrir d'en prendre que 17.000, l'Etat a refusé de libérer le marché des pneus. Le pays tout entier en souffert et continue à en souffrir par les restrictions que ce dirigisme cristallisé impose et par le marché noir immoral qui en est la conséquence.

Depuis un mois, si je suis bien renseigné, la situation pour les carburants est analogue. Les importateurs de naphte et les raffineurs demandent la liberté ; le gouvernement, pour accepter, veut qu'ils embauchent je ne sais combien de profiteurs conscients ou inconscients de la distribution de ces petits papiers que sont les bons d'essence.

Les firmes de carburant, faisant un gros effort, acceptent d'en embaucher une partie ; l'Etat refuse : tout ou rien !

Voici donc un second exemple qui prouve combien le gouvernement soutenu par la Chambre ne veut pas évoluer, même quand tout y incite, et maintient les rouages inutiles des causes du marché noir, de l'immoralité des affaires.

Les syndicats anglais et la nationalisation

Voici d'après les *Nouvelles du Front du Travail* (3 mars) la position de principe adoptée sur la gestion des industries nationalisées par le Conseil général des Trade-Unions (T.U.C.) :

Avant même que le présent gouvernement prit le pouvoir au milieu de 1945, le T.U.C. avait décidé de quelle façon les industries nationalisées seraient administrées. L'examen serré fait des industries nationalisées a démontré au Conseil général que les principes de base posés par le T.U.C. avaient bien été observés lors de la nationalisation des mines, des transports, de la distribution d'électricité et de l'industrie du gaz. Le Conseil général a noté que cela était particulièrement vrai dans la façon dont la législation gouvernementale avait fixé la participation des ouvriers à la direction et à l'administration de ces industries. Le Conseil général ne voit pour le moment aucun motif de modifier son point de vue en ce qui touche la manière dont l'industrie nationalisée doit être aménagée et administrée. Sur tous les points essentiels, le Conseil général se déclare prêt à affirmer ouvertement que le gouvernement, dans toutes les mesures de nationalisation qu'il a prises, a bien suivi les directives du T.U.C.

Pratiquement, cela veut dire que le T.U.C. ne voit aucune raison de modifier sa façon de voir sur ce point, que la meilleure forme d'administration pour une industrie ou un service commercial appartenant à la nation doit avoir la forme d'un conseil d'administration public. Le T.U.C. demeure convaincu que la meilleure façon de maintenir le principe de la responsabilité publique quant à la conduite d'une industrie nationalisée est la suivante : le conseil d'administration doit être désigné par un ministre, lequel est à son tour responsable devant le Parlement, mais c'est le service public, et non le service ministériel, qui

doit s'occuper de la direction au jour le jour de l'industrie nationalisée.

En outre, le T.U.C. affirme ce nouveau sa conviction que les membres formant les conseils d'administration des services nationalisés doivent être choisis par le ministre uniquement s'ils possèdent la compétence et les capacités nécessaires pour administrer l'industrie intéressée au mieux de l'intérêt public. Le T.U.C. est fermement d'avis, en outre, que les conseils de direction doivent comprendre une ou plusieurs personnes ayant gagné entraînement et expérience dans le mouvement syndical. Le T.U.C. pense également que les délégués syndicaux doivent être d'une loyauté sans équivoque, c'est-à-dire qu'ils ne doivent avoir en vue, lorsqu'ils prennent une décision, que l'intérêt public, exclusivement. Le T.U.C. pose en principe que le ministre consultera le Conseil général lorsqu'il s'agira de nommer les membres des conseils d'administration des services publics ; et le T.U.C. à son tour prendra bien entendu l'avis des syndicats à propos de ces nominations.

Un des principes directeurs de la ligne de conduite du T.U.C. est le suivant : il est essentiel que le mouvement syndical conserve sa complète indépendance vis-à-vis des autorités qui dirigent une industrie nationalisée ou s'occupent du recrutement de son personnel. Ou sans cela les syndicats ne seront plus en mesure de critiquer en toute indépendance l'administration de l'industrie intéressée. Ils ne pourront pas non plus, d'une manière strictement loyale, remplir leur fonction primitive qui est de maintenir et d'améliorer les conditions de travail dans cette industrie. Le T.U.C. estime nécessaire, en conséquence, que les syndicalistes désignés pour faire partie de ces conseils de services publics abandonnent leurs emplois au sein des syndicats. Pour ce motif, le T.U.C. n'est pas volontiers d'avis que des dirigeants puissent faire partie à titre temporaire seulement des organismes directeurs des industries nationalisées. Et il va de soi que la nécessité de maintenir inviolée l'indépendance des syndicats vis-à-vis de ceux qui sont chargés du recrutement du personnel d'une industrie nationalisée ne doit pas empêcher les syndicats d'user de leur influence quand il s'agit de prendre des décisions sur telles matières que production, rendement, assistance aux ouvriers, etc.

Un grand industriel résistant de Saint-Etienne

Des Mémoires de Fernand de Brinon, publiés dans *Europe-Amérique* (24 février), cette anecdote qui illustre admirablement la vie française en 1944 :

De Vichy, on me demande de m'occuper d'un grand industriel possédant des aciéries à Saint-Etienne. Il se trouve en danger. Les Allemands ont découvert chez lui un stock important de métaux « nobles » qu'il avait camouflé.

J'obtiens qu'on le laisse en paix. Il en est quitte pour la peur, la confiscation de son stock et une amende. Quelques semaines plus tard j'apprends dans quelles conditions la police allemande est arrivée chez lui.

Depuis plusieurs mois, des individus se présentaient aux services d'achats Otto, de Paris, et proposaient du wolfram par quantités variant entre 30 et 40 kilos, rarement davantage, le fameux métal nécessaire à la fusion des aciers spéciaux étant tout simplement apporté dans des valises ou dans des sacs de voyage. Le wolfram est rare, la guerre l'a rendu précieux puisqu'il atteint plus d'un million et demi la tonne. On paye les vendeurs de wolfram qui reviennent ponctuellement, certains chaque semaine, d'autres tous les 15 jours, comme de braves revendeurs de cravates.

Alertée par les services Otto, la police militaire pense qu'il s'agit de contrebandiers qui viennent d'Espagne. Elle les file, mais ils la conduisent jusqu'à Saint-Etienne, aux aciéries de cet industriel qui cache son stock d'avant guerre par patriotisme quand il s'agit de la livrer au prix de la taxe, mais l'écoule au détail, et au prix fort, sur le marché parallèle qui ravitaille les arsenaux du Reich. Sans le hasard qui m'apprit les origines de l'affaire, je serais encore persuadé que j'ai sauvé en cet industriel un résistant de qualité.

Abonnés

*de la région parisienne,
notez cette date*

Dimanche 8 Mai 1949

La « R.P. » vous invite à une nouvelle réunion générale des abonnés de Paris, Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, qui aura lieu **le dimanche 8 mai**, à 14 h. 30, salle du Palais d'Orléans (C.G.T.F.O.) 198, avenue du Maine, Paris-14^e (Métro : Alésia).

Roger Lapeyre (Travaux publics F.O.) fera un exposé sur le sujet suivant :

Face à la prolifération des Centrales

et à la désaffection syndicale :

L'unité est-elle souhaitable et possible?... ...et quelle unité?

Apporteront également leur point de vue sur l'action et l'orientation syndicales, les camarades **Racine** (Métaux autonomes), **Charlot** (Alimentation F.O.) et **Guilloré** (Instituteurs autonomes).

Après ces quatre exposés, la parole sera donnée à qui la demandera.

Nous comptons sur la participation de tous nos amis à cette séance de discussion libre et fraternelle.

ENTRE NOUS

NOTRE REUNION DES ABONNES PARISIENS

Cent cinquante camarades avaient bien voulu participer à notre réunion d'abonnés du mois dernier. A.-V. Jacquet présidait. Louzon fit un exposé sur l'inflation. Nous le publions dans ce numéro. Après que Louzon eut répondu aux observations de plusieurs camarades, s'ouvrit une discussion sur un sujet également important : l'orientation syndicale.

Nous étions dans une salle louée par la C.G.T.-F.O. Peut-être nous serions-nous réunis à la Grange-aux-Belles si les dirigeants de la C.G.T. pratiquaient la liberté. Ce n'est pas le cas, on le sait de trop. Aussi bien, ne faut-il pas déduire du choix de la salle, comme le fit un peu trop rapidement un de nos camarades, dont la lettre fut lue par Hagnauer, que la « R.P. » s'est ralliée aux conceptions des dirigeants de la C.G.T.-F.O. Ce serait excessif. Tout le monde sait bien qu'ici les opinions sont partagées et... libres. La discussion le démontra d'ailleurs, une fois de plus. Elle fut amenée par une intervention de Vanuxem.

Racine, des autonomes, exposa les circonstances qui empêchèrent l'unité dans les métaux parisiens. Boucher appuya le point de vue de Racine. Delsol donna les raisons de ceux qui sont entrés à la C.G.T.-F.O. Notons aussi les interventions de L. Nicolas, de R. Le Rai, d'un jeune camarade (dont nous n'avons pas entendu le nom). Après quoi Monatte apporta une sorte de conclusion, toute provisoire, au débat. C'est ce débat qui sera repris le dimanche 8 mai.

Nous désirons ainsi examiner les questions qui se posent aux militants syndicalistes. Nous voulons le faire librement, et correctement, en donnant à tous la liberté d'expression. Pouvons-nous compter sur le

concours de nos abonnés et amis ? Ils nous répondront en venant nombreux dimanche 8 mai !

DEMELES AVEC LES P.T.T.

Il faut signaler à nos abonnés que l'administration des P.T.T., insatisfaite du résultat négatif de ses augmentations de prix, a entrepris d'appliquer strictement ses règlements en ce qui concerne les envois de circulaires. Ainsi, nous avons perdu le droit d'affranchir au tarif des imprimés les circulaires accompagnées d'un chèque postal que nous adressons à nos abonnés pour leur demander leur renouvellement. Ces « demandes d'argent » doivent être timbrées à 15 fr.

Désormais, pour diminuer les prix dans la mesure du possible, nous préviendrons de la fin d'abonnement par un cachet apposé sur les bandes. Nos abonnés nous permettront d'économiser les 15 francs de la circulaire en nous expédiant leur réabonnement aussitôt qu'ils verront le cachet sur leur bande. Nous n'expédierons la circulaire qu'un mois après, à ceux qui n'auront pas encore renouvelé.

Donc avis à tous, n'attendez pas la circulaire. Renouvelez tout de suite. Vous éviterez une dépense.

AUX ABONNES POSSIBLES

Comme les précédents, ce numéro est envoyé aux adresses d'abonnés possibles qui nous ont été fournies. Les camarades qui recevront la « R.P. » pour la première fois apprendront, par ces lignes, que nous sollicitons leur abonnement. Si la revue les intéresse, qu'ils se hâtent de passer à la poste pour s'abonner, en versant 400 francs pour un an à notre chèque postal 734.99 Paris. Merci d'avance ! Et bienvenue aux nouveaux lecteurs.

Le Gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes

232, rue de Charenton, Paris-XIII^e

D'où vient l'argent ?

MOIS DE MARS 1949

RECETTES

Abonnements	
Ordinaires	76.740
De soutien	20.500 = 97.240
Souscriptions	11.390
Participation à l'achat du papier	1.000
Vente au numéro	9.626
Publicité et divers	7.720
Total des recettes	126.976
En caisse au 1er mars	127.147
	254.123

DEPENSES

Impression n° de février	52.120
Frais généraux :	
Timbres, P. T. T.	8.753
Divers	4.079 = 64.952

SOLDE

En espèces	1.546
Chèque postal	187.626 = 189.171
Nombre d'abonnés au 31-3-49	1.461

SOUSCRIPTIONS

Chantepleu (Var) 100 ; Bergeron (Belfort) 150 ; Duyck (Paris) 100 ; Guérin P. (B.-du-R.) 20 ; Borie A. (Gir.) 400 ; Duret L. (Maroc) 50 ; Brichard J. (Orne) 50 ; Bibeyron A. (Côte-d'Or) 100 ; Lecler G. (Paris) 100 ; Meunier A. (Seine) 300 ; Bulsson M. (Seine) 100 ; Schuller P. (Finist.) 100 ; Gandon H. (Paris)

100 ; Ruh F. (Paris) 300 ; Itard J. (Paris) 100 ; Vede G. (S.-et-O.) 100 ; Lapoyre R. (S.-et-O.) 100 ; Morel L. (Seine) 30 ; Clermonte M. (Seine) 100 ; Génv M. (Seine) 100 ; Souque G. (Gir.) 100 ; Letertre (Paris) 100 ; Leroy G. (Paris) 250 ; Boudet (Paris) 100 ; Guérin J. (Paris) 100 ; Jacquet V. (Paris) 200 ; Venot (Paris) 300 ; Robert L. (Paris) 100 ; Jullot N. (Paris) 50 ; Simon (Oise) 100 ; Kéraudy (Seine) 100 ; Maure (Seine) 100 ; Glisselair (Paris) 100 ; Lahglois (Seine) 100 ; Fradin (Paris) 100 ; Vanuxem (Paris) 100 ; Glodest (Seine) 100 ; Bettendorffer (Seine) 100 ; Nicolas (Seine) 100 ; Boulay (Paris) 100 ; Mann (Paris) 50 ; Allot E. (Finistère) 100 ; Ancely L. (Paris) 100 ; Le Bot L. (Seine) 20 ; Mougnot (Hte-Marne) 100 ; Fervacque L. (Nord) 100 ; Jardin Ad. (C.-d'Or) 200 ; Mlle Beffy A. (Rhône) 100 ; Coctet P. (Seine) 100 ; Marcelot M. (Nièvre) 100 ; Parrot J. (Doubs) 20 ; Vidaleuc (Hérault) 100 ; Gourlay (Finist.) 100 ; Bermon A. (Var) 100 ; Claveyrolas (Rhône) 200 ; J. D. (Loire) 50 ; Mme Bavard M. (Côte-d'Or) 250 ; Loriot J. (Côte-d'Or) 100 ; Buren R. (Côte-d'Or) 100 ; Denayer H. (Nord) 50 ; Trellu (Finist.) 100 ; Gibrat J. (Finist.) 100 ; collecte réunion du 27 mars à Paris 4.250. — Total : 11.390.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Fontaine J. (Rhône) 1.000 ; Cornec J. (Finist.) 1.000 ; Giauffret (Alpes-Maritimes) 500 ; Mme Guillaume (Loire) 1.000 ; Merlin (Paris) 1.000 ; Rouays N. (Loire) 1.000 ; Sirisix P. (Rhône) 1.000 ; Delsol (Paris) 1.000 ; Walusinski (Paris) 1.000 ; Meunier A. (Seine) 1.000 ; Giotta (Paris) 1.000 ; Mme Gilberton (Loire) 1.000 ; Ruh F. (Paris) 1.000 ; Guilloré (Paris) 1.000 ; Issent M. (Paris) 1.000 ; Monatte (Seine) 1.000 ; Bourrillon (Paris) 1.000 ; Chambon (Paris) 1.000 ; Paphillon-Vallety (Paris) 1.000 ; Dupuy P. (Seine) 1.000 ; Mader P. (Paris) 1.000. — Total : 20.500 francs.

PARTICIPATION A L'ACHAT DU PAPIER

Merlin (Seine) 2ème v. 500 ; Mme Gilberton M. (Loire) 500. — Total : 1.000 francs.

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

198, AVENUE DU MAINE, PARIS-XIV^e

Tél. : SUFFren 66-70

C. C. P. PARIS 5450.00

LES LIVRES DU MOIS :

Syndicalisme

G. D. Delamarre : <i>L'évolution du pouvoir d'achat</i>	36 »
E. Dolléans : <i>Histoire du mouvement ouvrier</i> (2 volumes)	900 »
G. Vidaleuc : <i>Le 1^{er} mai</i>	12 »
G. Vidaleuc : <i>La Commune</i>	12 »

Politique

Ida Mett : <i>La Commune de Kronstadt</i>	100 »
F. Planche et J. Delphy : <i>Kropotkine</i>	210 »

Histoire

Léon Lemonnier : <i>La formation des Etats-Unis (1493-1765)</i>	650 »
---	-------

Philosophie

Max Stirner : <i>L'unique et sa propriété</i>	325 »
---	-------

Littérature

Victor Serge : <i>L'affaire Toulavev</i>	390 »
T. E. Lawrence : <i>Lettres</i>	1.150 »

Rappel

A. Rosmer : <i>Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre</i>	500 »
M. Martinet : <i>La culture prolétarienne</i>	200 »
Talès : <i>Histoire de la Commune</i>	200 »
R. Luxembourg : <i>Accumulation du capital</i>	200 »

Notre coopérative de librairie est spécialisée pour fournir toute la littérature du mouvement ouvrier, constituer des bibliothèques de syndicats ou de comités d'entreprise. Elle peut fournir également la littérature classique ou moderne.

Demandez notre Catalogue général et notre Bulletin mensuel.

SPARTACUS

CAHIERS MENSUELS

Maurice DOMMANGET

Jacques Roux le curé rouge

Les "ENRAGÉS" contre
la vie chère sous
la Révolution française

100 pages 100 fr. — Franco 110 fr.

Ida METT

La Commune de Cronstadt

crépuscule sanglant
des soviets (1921)

100 pages 100 fr. — Franco 110 fr.

SYLVAIN WISNER :

L'ALGERIE DANS L'IMPASSE, 160 p. 150 franco 165

ROSA LUXEMBOURG :

REFORME OU REVOLUTION, 112 p. 90 franco 100

GREVE GENERALE, parti et syndicats. 80 p. 80 franco 90

LA VIE HEROIQUE, Lettres de la prison, La
Révolution russe. 96 p. 80 franco 90

MAURICE CEYRAT :

LA TRAHISON PERMANENTE. Documents
clandestins communistes. 168 p. 150 franco 165

JEAN JACQUES :

VIE ET MORT DES CORPORATIONS. Grèves et
lutttes sociales sous l'ancien régime. 144 p. 125 franco 140

MARX et ENGELS :

CRITIQUE DES PROGRAMMES SOCIALISTES.
(Gotha, Erfurt, Le Havre). 100 p. 80 franco 90

ROBERT LOUZON :

L'ERE DE L'IMPERIALISME. 96 pages 80 franco 90